

SANTÉ

Les dépenses de soins jugées trop élevées

Lire l'article de M. Aziza page 3



EDUCATION

L'année scolaire sera plus longue que la précédente

Lire l'article de R. N. page 2



LE SNAPO MET EN GARDE Réticence des citoyens à se faire vacciner

Lire l'article de El-Houari Dilmi page 2

Tebboune reçoit un appel téléphonique de Macron P. 3



TIPAZA
L'autoroute Bou Ismaïl-Zeralda fermée à cause de la pluie P. 4

LEUR ACTIVITÉ TOUJOURS GELÉE
Les gérants des salles des fêtes dans l'expectative

Lire l'article de Khaled Boumediene page 5

Amar Belani dénonce les «mensonges» de l'ambassadeur du Maroc à Genève P. 5



Education

L'année scolaire sera plus longue que la précédente

Invité hier à la radio nationale chaîne 1, l'inspecteur général du ministère de l'Éducation nationale, Belabbes Saad, a déclaré que «toutes les difficultés qui pouvaient entraver une rentrée scolaire réussie ont été surmontées», notant qu'un «recensement précis de tous les élèves, à tous les niveaux et dans toutes les filières» a été établi, «ce qui a facilité le calcul des heures allouées à chaque matière».

R. N.

Abordant le volet statutaire, M. Belabbes a indiqué que la famille de l'éducation est estimée à «plus de 11 millions» de personnes, «soit près d'un tiers de la population du pays», dont «plus de 10,5 millions d'élèves, dans les trois cycles, alors que le nombre d'employés dépasse les 800.000».

D'autre part, et en termes d'infrastructures que compte le secteur de l'Education nationale, l'intervenant a fait état de «20.000 écoles primaires, 6000 collèges d'enseignement moyen (CEM) et 2600 établissements secondaires (lycées)».

L'invité de la radio affirme que pour «parvenir à une rentrée réussie», le ministère «a adopté un protocole spécial en phase avec l'évolution de la situation épidémiologique, soulignant que plus de 80.000 fonctionnaires ont été vaccinés au niveau des unités de dépistage et de suivi (UDS), au nombre de 1433, et des 41 services de médecine du travail et 16 centres médico-sociaux». L'intervenant a jugé «prometteur» le processus de vaccination des fonctionnaires du secteur. «C'est encourageant, surtout qu'il y a un nombre important de personnes vaccinées en dehors de ces centres reliés à l'Education nationale», a-t-il ajouté à ce propos.

En ce qui concerne l'étendu du programme pédagogique,

que, l'inspecteur général du ministère de l'Éducation nationale a expliqué que la nouvelle année scolaire «verra une augmentation du nombre d'heures de cours et du nombre de semaines d'études, en raison d'un démarrage anticipé par rapport à l'année dernière», marquée par une situation sanitaire plus compliquée et en l'absence de vaccination.

Pour M. Belabbes, considérant cette avance par rapport à la rentrée 2020-2021 qui s'est déroulée le 21 octobre pour le cycle primaire et le 4 novembre pour le moyen et le secondaire, les semaines gagnées cette année seront «un catalyseur pour la mise en œuvre des programmes».

Par ailleurs, l'intervenant, a mis l'existence de changements dans les programmes d'enseignement, soulignant toutefois que le déroulement de ces programmes introduira une certaine réduction en termes de «mécanismes de mise en œuvre des activités, ainsi que des modalités de leur conduite».

L'invité de la radio a également évoqué la distribution des livres scolaire par l'Office national des publications scolaires (ONPS), affirmant qu'il «n'existe pas de problèmes, notamment avec la distribution anticipée des manuels dans les chefs lieux de wilayas et la création de 850 points de vente ayant permis de faciliter aux parents l'acquisition des livres».



Rachid K.

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Où sont passés les indépendants ?

Réputées pour leur caractère de proximité, qui cause un certain attrait sur les électeurs, les élections locales du 17 novembre prochain dégagent un sentiment d'indifférence jamais noté par le passé. Il reste encore du temps pour mobiliser les électeurs, certes, mais des indicateurs semblent dire presque tout le contraire de ce que nous ont enseigné par le passé les rendez-vous des élections locales. A quelques jours de l'expiration du délai de dépôt des dossiers de candidatures, qui intervient à cinquante (50) jours avant la date du scrutin, rien ne laisse voir que ce rendez-vous est si proche. A titre de comparaison avec les dernières législatives, on constate que l'effervescence politique était plus marquée lors de cette récente échéance électorale, dont on disait, pourtant, qu'elle n'est pas faite pour provoquer l'engouement des citoyens et des candidats eux-mêmes. Le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi, a indiqué lundi que six (6) partis avaient retiré des dossiers de candidature pour les élections locales du 27 novembre prochain. Ce qui montre qu'on est loin, très loin, du retrait de 1813 dossiers par 53 partis politiques agréés lors des dernières législatives. Alors que pour les indépendants, cette force politique selon les résultats des dernières législatives, semble en repli total pour les prochaines élections locales. Selon les chiffres communiqués par le président de l'ANIE, arrêtés au 19 septembre courant, 1.001 dossiers de candidature aux élections des assemblées de wilaya ont été retirés, dont 784 dossiers relatifs à des partis politiques et 217 autres des listes indépendantes, outre 20.425 dossiers de candidatures aux élections des assemblées communales dont 18.924 dossiers de partis politiques et

1.501 pour des listes indépendantes. On constate, ainsi, qu'on est très loin des chiffres des dernières législatives, où le nombre des listes indépendan-

tes dépasse celles présentées par des partis politiques (837 listes indépendantes et 646 listes de partis politiques sur l'ensemble de 1483 listes qui ont été acceptées «sans réserve» pour prendre part à ce scrutin). Tout à fait le contraire de ce à quoi on pouvait s'attendre, selon la logique de la proximité des élections locales, qui devaient normalement engager plus de listes indépendantes. Pourquoi ce désintérêt des indépendants pour les élections locales ? Selon certains, les indépendants se sont réunis dans un cadre circonstanciel, en l'occurrence le rendez-vous des législatives, et se sont aussitôt désintégrés après l'annonce des résultats. Ces derniers ne sont pas rompus pour le suivi de l'action politique, et il fallait tout recommencer à zéro pour les nouveaux candidats aux sièges des Assemblées communales et de wilaya. Pourrait-on croire également que les indépendants étaient plus motivés par la députation, en tant qu'élu national, que par un statut d'élu local ? Peut-être, aussi, que les partis ont opéré un ratissage au sein des candidats potentiels sans étiquette politique, et les ont insérés dans des listes partisanes.

On a bien vu au moins un parti qui a lancé une sorte d'appel au recrutement des candidats pour les prochaines élections locales. Ainsi, si les indépendants se sont classés comme 2e force politique, après le FLN, à l'issue des dernières législatives, il ne sera pas de même lors du prochain scrutin, en référence aux chiffres disponibles. Cela aurait été totalement différent si les indépendants se sont constitués en parti politique après les dernières législatives.

Le SNAPO met en garde

Réticence des citoyens à se faire vacciner

El-Houari Dilmi

La décision du ministère de la santé d'autoriser les pharmaciens d'officine à pratiquer les tests antigéniques et de les associer dans l'opération de vaccination, est plutôt bien accueillie par la corporation. C'est du moins ce qui ressort de la déclaration du président du syndicat national des pharmaciens d'officine (Snapo) Messaoud Belambri. En effet, interrogé par le «Quotidien d'Oran», le président du Snapo a expliqué que «plus de 1200 officines pharmaceutiques sont impliquées dans l'opération nationale de vaccination, au fur et à mesure de la formation et la qualification des pharmaciens par le ministère de la Santé», a-t-il affirmé. «Certaines pharmacies ont atteint jusqu'à deux mille vaccinations par semaine, ce qui est plutôt encourageant, mais la première inquiétude est la baisse de fréquentation des vaccinodromes, constatée

partout dans le pays», a-t-il mis en garde. Messaoud Belambri a également indiqué que «tous les experts alertent sur cette réticence des citoyens à se faire vacciner, ce qui nous fait craindre le pire en cas de survenue, à n'importe quel moment, d'une quatrième vague qui risque d'être très dangereuse», a-t-il alerté. Au sujet de la «pénurie» de certains vaccins anti-Covid comme «Spoutnik V» ou «AstraZeneca» surtout pour ceux qui n'ont pas reçu la dose rappel, le président du Snapo a expliqué «qu'il est possible de procéder à une vaccination mixte, c'est-à-dire combiner deux vaccins de marques différentes pour la même personne, à condition de recevoir l'aval des experts de l'Organisation mondiale de la santé (OMS)».

«L'engagement volontaire des pharmaciens pour la réalisation de la vaccination au niveau des officines marque une étape historique dans l'histoire de la pharmacie algérienne», avait indiqué

Messaoud Belambri lors de la 14ème Conférence nationale de la pharmacie, tenue le 13 septembre dernier, ajoutant que « cette participation conforte le pharmacien dans le rôle qui lui sera de plus en plus dévolu, (...), puisque le tout nouveau rôle du pharmacien doit aller au-delà de la délivrance des médicaments, c'est dire que ce professionnel de la santé de proximité doit participer activement et pleinement aux actions de santé publique, de prévention et même de dépistage », avait-il expliqué.

Concernant la pénurie de certains médicaments sur le marché national Messaoud Belambri a expliqué que «les choses évoluent plutôt vers le bon sens, puisque le ministère de l'Industrie pharmaceutique a dépêché des équipes sur le terrain pour recenser tous les produits pharmaceutiques qui manquent sur le marché, outre la cellule de veille stratégique sur la disponibilité des stocks de sécurité pour les produits finis et les matières

premières au niveau des établissements pharmaceutiques ainsi que l'exploitation de la nouvelle plateforme numérique pour le traitement des programmes de production et d'importation et le suivi en temps réel de la disponibilité et l'anticipation des éventuelles ruptures par l'observatoire national de veille sur la disponibilité des médicaments», a-t-il affirmé. Citant, à titre d'exemple, la rupture de produits pharmaceutiques comme les anticoagulants utilisés dans le protocole anti-Covid ou encore les médicaments de traitement de tension artérielle, le président du Snapo a révélé les nouvelles dispositions prises par le ministère de l'Industrie pharmaceutique, comme «la déclaration obligatoire des stocks disponibles chaque fin de semaine par les distributeurs et grossistes, et surtout la libération des stocks pour répondre rapidement à la demande et éviter la des ruptures préjudiciables à la santé des malades », a-t-il conclu.

Santé

Les dépenses de soins jugées trop élevées

Le citoyen algérien paye des dépenses des soins directes à hauteur de 97%. Des dépenses liées aux actes médicaux, aux analyses et autres prestations de santé qui ne sont couverts ni par les services de la Sécurité sociale, ni par les assurances publiques ou privée ou les mutuelles.

M. Aziza

Pourtant, la contribution globale des ménages aux dépenses de santé, ne doivent pas dépasser les 10%, selon les recommandations de l'OMS. Il est vrai qu'il n'y a pas beaucoup de pays qui ont atteint cet objectif, selon le professeur Ahcene Zehnati, expert en économie de santé et directeur de recherche au Centre de recherche en économie appliquée pour le développement (CREAD). Mais, dit-il, si les dépenses ou la contribution des ménages dépasse les 40 %, là il y a un vrai problème et un grand risque d'apauvrissement, les citoyens dans ce cas vont peut-être renoncer aux soins, ou ils peuvent renoncer à la scolarité des enfants ou encore réduire considérablement les dépenses en habillement et en produits alimentaires. Lors d'une session de formation autour de «l'accès aux thérapies innovantes en Algérie : Etats des lieux et recommandations» organisée par les laboratoires Roche, au profit des journalistes, lundi dernier, le Pr Zehnati a présenté quelques données de cadrage sur le financement de la santé en Algérie.

Il a précisé, lors de son intervention, que le budget global alloué, en 2020, au secteur de la Santé s'élevait à 410 milliards de DA, soit le quatrième budget après la Défense nationale, l'Education et les Collectivités locales. Selon l'intervenant, certains pays consacrent moins de ressources et réalisent de meilleurs résultats sanitaires que notre pays. Il a été précisé que le financement des dépenses de santé est assuré par trois agents à savoir : l'Etat, la Sécurité sociale, et les ménages.

En 2018, la part de chaque agent était respectivement de 39,6%, 26,3%, et 34,1%. Le Pr Zehnati a précisé que depuis une décennie, la contribution des ménages dépasse celle de la Sécurité sociale, alors que la part des ménages ne dépassait pas 20% à la fin des années 80. Ces chiffres précisent-t-il, « nous interpellent encore une fois sur la réalité du principe de la gratuité des soins et le statut de la santé en tant qu'un bien collectif ».

Les autorités du pays consacrent, par ailleurs, des ressources importantes dans le traitement et la prévention contre les cancers. Selon l'expert ministre de la Santé, Mokhtar Hassibaoui, un budget de 63 milliards de DA est alloué aux établissements de santé, pour l'acquisition des médicaments destinés au traitement du cancer, soit un taux de 59% du coût des acquisitions de la Pharmacie cen-

trale des hôpitaux (PCH) en 2018, mais en dépit de cette enveloppe financière, la prise en charge des malades atteints du cancer n'est toujours pas à la hauteur des dépenses, ni des objectifs. Evoquant l'incidence financière des cancers, le Pr Zehnati, a affirmé que l'évaluation des pertes de production dues aux cancers est un exercice dans le contexte algérien caractérisé par un système d'information statistique et sanitaire assez fruste.

Et d'affirmer que selon une étude faite par lui-même en 2021, le cancer a généré des pertes de production au niveau des entreprises (arrêt de travail de 3 mois), de 16,1 millions de dollars en 2018. Sans parler du taux de mortalité élevé pour certains cancers en Algérie.

L'ASSURANCE MALADIE COMPLÉMENTAIRE DOIT AVOIR SA PLACE

Le Pr Zehnati recommande l'accès aux thérapies innovantes qui réduisent les coûts d'hospitalisation, et les pertes financières dues aux arrêts de travail, notamment pour certaines maladies.

Il a tenu à préciser que selon une étude menée par IQVIA, en 2018, dans la région Moyen-Orient, Afrique du Nord et Turquie, et selon des données confirmées en Algérie, sur 78 traitements innovants couvrant différentes maladies, 33% seulement des produits sélectionnés sont disponibles en Algérie.

En ce qui concerne le lancement des produits après enregistrement, l'Algérie a les plus longs délais. En précisant que parmi les 16 innovations thérapeutiques dans la prise en charge du cancer du sein, seules 8 sont enregistrées en Algérie et seulement 4 sont disponibles. Les spécialistes recommandent le déblocage du financement des thérapies innovantes et d'autres traitements, à travers une loi contribuant à la prise en charge des patients dans le secteur privé. Avec notamment la contractualisation de la prise en charge des cancers entre les organismes de la Sécurité sociale (CNAS, CASNOS) et les cliniques privées. Encourager la population algérienne à recourir à des assurances complémentaires privées pouvant couvrir la prise en charge de certaines maladies dites lourdes, tels que les cancers. La révision en urgence de la nomenclature et surtout une nouvelle tarification des actes médicaux de tous types. Il faut parallèlement, trouver des mécanismes innovants pour financer le système de santé, notamment en matière de taxes.

Tebboune reçoit un appel téléphonique de Macron

Le président de la République Abdelmadjid Tebboune a reçu lundi soir un appel téléphonique du président français Emmanuel Macron, selon un communiqué de la présidence de la République.

Les deux chefs d'Etat ont abordé, lors de cet entretien, les relations algéro-françaises, ainsi que les questions d'ordre régional, dont la situation en Libye et dans la région du Sahel.



Raïna
Raïkoum

Kamal Guerroua

Comment revitaliser les entreprises publiques? Comment les rendre plus productives sur le marché de l'emploi? Quelles sont les stratégies concrètes que l'exécutif d'Aïmene Benabderrahmane compte adopter pour redonner de la vigueur au tissu économique du pays?

Récemment, lors de la discussion du plan d'Action dans l'hémicycle de l'APN, le Premier ministre reconnaît que les entreprises publiques sont devenues un véritable fardeau pour l'Etat. Rien qu'à voir les 20 milliards de dollars de dépenses étatiques de ces dernières trois décennies en leur faveur et les budgets consacrés à leur soutien ainsi qu'à l'assainissement de leurs dettes, on se rend compte que le chemin est encore long pour le décollage économique d'un secteur public en agonie. Pour preuve, la majorité des entreprises publiques sont restées dans une situation difficile, alors que l'enveloppe financière affectée à leur assainissement entre 1991 et juin 2021 s'élève à près de 2790 milliards de DA. Une somme colossale avec laquelle l'Algérie aurait pu se doter de nouvelles infrastructures, susceptibles de rattraper rapidement son sous-développement. Or, ce pactole consommé par des dizaines, voire des centaines d'entreprises publiques déficitaires, endettées et proches de la faillite, n'a servi pratiquement à rien.

Et pour sauver les emplois, l'Etat n'a eu pour alternative que de sortir le chéquier à chaque fois que la situation l'exige. Une recette qui ne peut plus durer, malheureusement. Le Premier ministre table sur la relance économique. A ce titre, il a promis de revoir les modalités de gestion des entreprises publiques et leur gouvernance, en

exigeant d'elles des contrats de performance stricte. S'inscrivant dans une stratégie de récupération des potentialités du fleuron des entreprises publiques pour en faire un levier sûr de création de richesses, l'exécutif compte faire un recensement national des différentes entreprises en état de fermeture ou de stagnation.

Pour Aïmene Benabderrahmane, il est inconcevable de voir l'aspect commercial/productif d'une entreprise publique composée de 600 travailleurs, alors que l'autre aspect administratif est de 1000 travailleurs! Tout cela fait perdre, selon lui, des milliers d'emplois et la fermeture de centaines d'entreprises. La question qui revient avec insistance : comment est-il encore possible pour l'Etat de réhabiliter des entreprises étatiques ayant déjà démontré, pendant des décennies, leur improactivité et leur incapacité à être rentables ? 20 milliards de dollars sont déjà perdus, rien que pour maintenir en vie beaucoup d'entre elles en quasi faillite!

Le gouvernement n'en a-t-il pas tiré des leçons utiles? A vrai dire, selon plusieurs expertises, un peu plus de 1.400 entreprises publiques, dotées d'environ 10.000 filiales toutes organisées en sociétés par actions dont l'Etat est l'unique actionnaire, pâtissent de graves problèmes financiers, au point que leurs commissaires aux comptes ont officiellement prononcé leur dissolution. En 2010, le ministère des finances faisait état de plus de 800 EPE en faillite (actifs nets négatifs), qu'il faut impérativement mettre sur le marché de la privatisation, au risque de causer un énorme préjudice aux finances publiques. Dix ans plus tard, rien n'y fait, faute de feuille de route sérieuse.

L'Algérie réceptionne plus de 200.000 doses de vaccin de la Russie

Plus de 200.000 doses de vaccin contre le coronavirus, acquises auprès de la Fédération de Russie ont été réceptionnées lundi par l'Algérie, a annoncé mardi le ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans le cadre des efforts continus visant à endiguer la propagation

du Coronavirus (Covid-19), un avion militaire relevant des Forces aériennes de l'Armée nationale populaire a atterri, dans la soirée d'hier lundi 20 septembre 2021 à la base aérienne de Boufarik/1ère Région militaire, à son bord une cargaison de vaccins, estimée à

206.000 doses acquises auprès de la Fédération de Russie", note la même source.

Cette opération "s'inscrit dans le cadre du soutien au système national de santé en vaccins et en matériel médical nécessaires pour endiguer la pandémie", souligne le communiqué du MDN.

Coronavirus: 182 nouveaux cas et 16 décès enregistrés

Cent quatre-vingt-deux (182) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19), 150 guérisons et 16 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé, mardi, le ministère de la Santé dans un communiqué. Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 201.948, celui des

décès à 5.725 cas, alors que le

nombre de patients guéris est passé à 138.227 cas. Par ailleurs, 23 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source. En outre, 24 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 17 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, tandis que 7 wilayas ont enregistré 10 cas et plus.

Le ministère rappelle, par la

même occasion, que la situation

épidémiologique actuelle exige de

tout citoyen vigilance et respect des

règles d'hygiène et de distanciation

physique, tout en insistant sur le

respect du confinement et du port du masque.

CNESE

Plaidoyer pour une meilleure exploitation des espaces forestiers



M. Aziza

Le potentiel forestier algérien est non seulement mal exploité, mais plus que cela, il est aujourd'hui sérieusement menacé par les effets du changement climatique et par des comportements néfastes (incendies pré-médités, défrichement, activités illicites et autres). Le Pr Réda Tir, président du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) a affirmé, hier, qu'il est grand temps d'asseoir une politique forestière volontariste, ambitieuse et innovante. Non seulement pour protéger ces espaces naturels, mais aussi pour une exploitation et un développement durable de ces formations forestières. Intervenant, lors d'une journée d'étude autour du thème «Quelles perspectives pour la forêt algérienne», à l'Ecole supérieure d'hôtellerie et de restauration, à Ain Benian, le Pr Tir a mis l'accent sur la nécessité de revoir les textes relatifs aux droits administratifs pour la gestion des biens publics et du domaine national, entre autres les forêts. Il a affirmé dans ce sens que les droits administratifs des biens publics sont obsolètes et il faut bien les moderniser et les actualiser.

Comme c'est le cas, dit-il, pour le code des marchés publics qui a été modernisé. Il insiste qu'il faut revoir

certains textes et certaines dispositions pour favoriser l'accès des opérateurs privés et publics aux espaces forestiers pour une gestion et le développement d'une industrie écologique du bois, développement de la filière liège et des filières des plantes médicinales et condimentaires. Et développer parallèlement l'écotourisme forestier. M. Amar Leulmi abonde dans le même sens, affirmant que les espaces forestiers sont générateurs de ressources financières et d'emploi. Selon la FAO, précise-t-il, l'intensification des investissements dans les forêts pourrait offrir des emplois dans différents domaines, agroforesterie et foresterie paysanne, aménagement des sites de loisirs et autres. Mais, en priorité, il faut d'abord reboiser les espaces forestiers qui ont été détruits par les feux, dira Réda Tir. Il ajoute que l'Arabie Saoudite s'est engagée à planter des dizaines de milliards d'arbres, à raison d'un milliard d'arbres annuellement.

Le cas aussi de l'Ethiopie qui s'est engagée dans une politique de reboisement massif de ses forêts. Bien évidemment, dira Réda Tir, tout en ouvrant la voie aux opérateurs publics et privés pour une gestion moderne de la filière bois et bois énergie. Il préconise également la valorisation de la créativité et du génie forestier au sein des start-up et des

petites et moyennes entreprises. L'expert international, M. Ludwig Liagre, a évoqué lors de sa contribution par vidéoconférence, l'opportunité de financement de la gestion durable et la restauration des écosystèmes forestiers dans le cadre de la mise en œuvre des conventions de Rio. Lors des débats, les intervenants ont mis en exergue la difficulté d'accéder aux fonds internationaux pour des projets d'aménagement durable des forêts ou des écosystèmes.

En indiquant que l'Algérie paye des redevances dans le cadre de la protection de l'environnement et des écosystèmes apurés des organismes des Nations unies, mais sans accéder aux fonds. Selon les intervenants, c'est généralement l'Egypte, l'Inde et la Chine qui tirent profit de ces fonds. Les intervenants ont mis l'accent sur la nécessité de créer des bureaux d'études algériens ou des points focaux en coordination avec le ministère des Affaires étrangères, qui accompagneront toutes les démarches de la perception des projets de protection d'écosystèmes forestiers ou autres jusqu'à l'accès aux fonds internationaux. Ils estiment qu'il est nécessaire de passer par des bureaux d'études pour une meilleure préparation du dossier relatif aux projets afin de bénéficier de fonds internationaux.

Lutte contre les feux de forêts Un drone mis à l'essai l'année prochaine

La Direction générale des forêts (DGF) a initié un projet de réalisation d'un prototype de drone destiné à la surveillance et à la détection des feux de forêt qui sera mis à l'essai au cours du 1er semestre 2022, a indiqué mardi à Alger, la directrice de la protection de la flore et de la faune auprès de cette ins-

titution, Ilham Kabouya. Ce projet sera réalisé en collaboration avec le Centre de recherche des technologies industrielles (CRTI) et financé par la Direction générale de la recherche scientifique et du développement (DGRSDT), a précisé Mme Kabouya dans une communication présentée au cours d'une journée

d'étude sur les perspectives de la forêt algérienne, organisée par le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE).

La responsable de la DGF a expliqué, en outre, que la phase d'étude de ce projet est achevée et que la phase de sa construction est entamée.

Tipaza

L'autoroute Bou Ismaïl-Zeralda fermée à cause de la pluie

Les chutes de pluies enregistrées mardi, à Tipaza, ont causé la fermeture provisoire de l'autoroute Bou Ismaïl (Tipaza)-Zeralda (Alger), jusqu'à pompage complet des eaux et dégagement des regards obstrués, a-t-on appris auprès du directeur des travaux publics de la wilaya.

Une décision a été prise aux environs de 10H00 de la matinée, pour la fermeture provisoire de l'autoroute Tipaza-Alger, suite à l'obstruction des regards à son niveau, à cause des déchets des surfaces agricoles avoisinantes et de l'accumulation des ordures qui ont bouché les regards, a

indiqué, à l'APS, Mohamed Bouazgui. Les usagers de cette route de et vers Tipaza, ont été déviés vers l'échangeur -Est de la ville de Bou Ismaïl, pour ensuite prendre la RN11, en passant par Fouka marine, puis Daouda marine, avant de rejoindre de nouveau l'autoroute de Zeralda pour ceux qui se dirigent vers Alger, ou prendre la pénétrante de Khemisti, pour ceux qui veulent rejoindre Tipaza.

M. Bouazgui a signalé la mobilisation actuellement des agents de la direction des travaux publics, de l'entreprise Nadhafa Tipaza et de la SEAAL de Tipaza, sur le terrain, pour dégager les regards obstrués.

A noter qu'un bulletin météorologique spécial (BMS), de niveau de vigilance orange, a été émis par l'Office national de la météorologie (ONM), prévoyant de fortes pluies, parfois sous forme d'averses orageuses et accompagnées localement de chutes de grêle.

Outre Tipaza, ces fortes pluies pouvant atteindre ou dépasser localement les 40 mm, toucheront, également, Chlef, Ain Defla, Alger, Blida, Boumerdes, Tizi-Ouzou, Bejaia, Jijel, Skikda, Bouira et Médéa.

Météo

12 nouveaux records de température enregistrés en août

Douze (12) nouveaux records nationaux de température, allant de 44c à 48c degrés, ont été relevés durant la période du 9 au 15 août dernier, sur le nord du pays, a indiqué l'Office national de la météorologie (ONM).

«Pour l'année 2021, une vague de chaleur intense a intéressé pendant une semaine le nord de l'Algérie durant la période du 9 au 15 août où l'on a enregistré 12 nouveaux records nationaux de température maximale», a indiqué à l'APS, M. Salah Sahabi-Abed, directeur de l'Exploitation météorologique et de la Climatologie à l'ONM.

Il a précisé que ces nouveaux records ont concerné El-Tarf avec +49.1 degrés Celsius, Bejaia (+48.4), Chlef (+48.0), Relizane (+47.8), Guelma (+47.7), Tizi-Ouzou (+47.4), Annaba (+47.0), Miliana (+46.8), Maghnia (+46.1), Mascara (+45.8), Sidi-Bel-Abbès (+45.6) et Saida (+44.1).

Il a fait savoir que «la vague de chaleur observée cette année a plutôt intéressé les wilayas du Nord de l'Algérie, contrairement à l'année 2018 où elle a concernée les wilayas du Sud», considérant ce phénomène comme «l'une des caractéristiques du dérèglement climatique dont les effets demeurent parfois imprévus».

M. Sahabi-Abed, également expert de l'Organisation mondiale de la météorologie, et membre de la Commission de la météo, du climat, de l'eau, et des services et applications environnementaux associés (SERCOM), a rappelé que «le réseau d'observation de l'ONM a enregistré durant la seule période du 5 au 6 juillet 2018 cinq (05) nouveaux records de température maximale absolue relevées sur cinq wilayas». Il a indiqué que, durant cette période, il a été enregistré +49.7 C à El-Oued, +49.5 C à Tougourt, +47.4 C à Ghardaïa et + 44.8 C à Bechar, et +51.3 C à Ouargla qui est «un record pour l'Algérie et pour tout le continent africain». L'expert a, cependant, souligné que «la dernière décennie (2011-2019) a été nettement plus chaude, où les températures minimales et maximales annuelles ont été en moyenne plus chaudes que celles des normales des deux périodes 1961-1990 et 1981-2010 et ce, sur la majeure partie du pays».

NÉCESSITÉ D'UN SYSTÈME DE VIGIE SANITAIRE ADAPTÉ POUR LA CHALEUR EXTRÊME

Concernant les projections futures du climat sur l'Algérie, M. Sahabi-Abed a indiqué qu'«elles montrent que les saisons chaudes continueront à s'étendre au-delà des périodes estivales au cours des prochaines années et la gestion des vagues de chaleur sera par conséquent de plus en plus complexe», mettant, à cet égard, l'accent sur la nécessité de mettre en œuvre «un système de vigie sanitaire adapté pour la chaleur extrême et répondant aux défis changeants du climat».

Il a ajouté, dans le même contexte, que «les services sanitaires vont devoir coordonner avec les services météorologiques pour la mise en place de ce système aussitôt que possible».

Abordant les événements climatiques et météorologiques extrêmes, comme les fortes précipitations, le vent fort, les orages, la canicule, les vagues de froid et le vent de sable et les neiges et verglas, l'expert a indiqué que ces derniers «interagissent avec les personnes vulnérables et exposées».

«Ces risques seront diversifiés et seront notamment posés pour la société en raison de leurs impacts sur la santé, la sécurité alimentaire et l'eau, l'économie, la biodiversité et l'écosystème», a-t-il expliqué, relevant, à cet effet, que «les décideurs sont appelés plus que jamais à prendre des mesures adéquates pour non seulement réduire les effets négatifs de ce changement climatique mais également de développer des stratégies pour y faire face».

IMPLICATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE, DES ASSOCIATIONS ET DES ACTEURS LOCAUX

«Anticiper les catastrophes et développer la culture des risques climatiques et météorologiques au sein des pouvoirs publics et les populations devront faire l'objet d'un plan stratégique à mettre en œuvre en urgence», a-t-il préconisé, en soulignant le «rôle important» des élus et les autorités locales à jouer dans le «proche avenir» afin d'atténuer les effets négatifs du changement climatique.

«Avec la recrudescence des risques d'inondations, de départs de feux de forêts, la sécheresse, la rareté de l'eau et les vagues de chaleur de grande envergure, la mission des responsables locaux ne se limitera pas à la gestion des affaires courantes des populations», a fait savoir M. Sahabi-Abed.

Il a estimé, à ce propos, que «la nécessité de disposer des compétences adéquates pour mettre en œuvre les moyens et les structures nécessaires pour anticiper la menace, ainsi que le savoir-faire dans la gestion des catastrophes de grande ampleur, constitueront un défi majeur pour nos futurs responsables locaux», insistant sur «la nécessité d'investir dans la formation de ces derniers dans la gestion des crises météorologiques et climatiques».

Pour pallier au problème des catastrophes naturelles météorologiques, l'expert recommande, notamment, de «mettre en place des systèmes d'alertes précoces conçus de manière à pouvoir apporter une réponse appropriée au sein de la population exposée, intégrant toutes les composantes de la société», ainsi que «l'implication de la société civile, des associations et des acteurs locaux pour une gestion plus efficace de l'alerte et de l'information de crise lors des catastrophes météorologiques».

Leur activité toujours gelée

Les gérants des salles des fêtes dans l'expectative

Khaled Boumediene

Contrairement aux restaurateurs, propriétaires de cafeterias et de douches ainsi que les stades, salles de sport, bibliothèques, salles de lecture et musées qui ont ouvert leurs portes au public, les propriétaires de salles de fête continuent de pâtrir de la crise sanitaire du coronavirus. Interdits d'activité depuis mars 2020, les gérants des salles de fête ont subi de plein fouet les conséquences de la pandémie de Covid-19. Leur chiffre d'affaires a été réduit à zéro en raison de l'annulation des cérémonies et la fermeture continue de ces établissements de mariage.

Berekci Mohamed Reguig, responsable d'une salle de fête est président de l'association nationale des commerçants et des artisans. Face à cette situation très tendue et pénalisante, il a décidé d'entamer des démarches auprès des pouvoirs publics, pour défendre ses collègues de la même profession qui ne sont pas logés à la même enseigne que les autres activités commerciales en cette crise sanitaire, et aussi pour réclamer aux pouvoirs publics une autorisation de reprise de leur activité. « Nous sommes les seuls à rester dans cette situation de fermetures, avec les piscines bien-sûr. C'est vrai qu'au début et pendant le PIC de la pandémie de coronavirus, l'in-

terdiction formelle de tout type de rassemblement et de regroupement familial, notamment la célébration de mariages, fiançailles, soirées et circoncisions, qui constituent des facteurs aggravants de la propagation de Covid-19 était tout à fait logique, afin de protéger la population et sa santé. D'ailleurs, on avait tous approuvé les dispositions et restrictions instaurées par les pouvoirs publics, visant à renforcer la démarche progressive et réfléchie adoptée face au nouveau Coronavirus. Cela a vraiment duré pour nous ! On est arrivé à bout de notre patience car on est très impacté par cette longue fermeture de nos salles, d'autant plus que le gouvernement a autorisé la réouverture de toutes les activités commerciales, culturelles et sportives ainsi que des crèches et garderies d'enfants après que la situation soit revenue à la normale. Tout le monde a repris ses activités sauf nous ! Même les actes de mariage ont été de nouveau autorisés aux familles pour célébrer leur mariage », se plaint Berekci Mohamed Reguig, qui s'engage au nom de tous les professionnels à mettre en œuvre un protocole sanitaire strict qui comporte notamment, l'utilisation, dans un premier temps, de 50 % des capacités d'accueil des établissements de fête et le respect de la distanciation physique et le port de masque de pro-

tection après cette baisse des contaminations. « Nous sommes prêts à accepter toutes les mesures prises par les pouvoirs publics pour lutter contre le Coronavirus car il y a aujourd'hui une nette amélioration de la situation de la crise sanitaire. Nous avons les moyens de le faire ! D'ailleurs, lors de ma rencontre avec le ministre de la santé et le comité national scientifique qui nous ont reçus le 16 mars dernier en compagnie de deux représentants des activités culturelles de Tlemcen, il a été convenu d'établir un protocole sanitaire validé par le conseil de sécurité et les services de santé et du commerce. Aujourd'hui, la direction du commerce de Tlemcen nous fait savoir que toute levée de restrictions concernant les salles de fête relève des hautes instances du pays ! », ajoute Dr. Berekci, qui regrette, en outre, l'organisation informelle des fêtes avec de longs cortèges, fumigènes et barouds au niveau de certains garages, tentes et endroits du littoral, sans aucun respect des mesures barrières et de distanciation. Berekci accorde aujourd'hui une grande importance au conseil des ministres qui aura lieu dimanche prochain : « On espère que le Président de la République prêtera l'oreille à nos souffrances et à cette activité de mariage qui occupe des milliers de personnes », lance-t-il.

Paix et la sécurité

Le soutien américain aux efforts de l'Algérie

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra a tenu une série de rencontres avec ses homologues prenant part aux travaux de l'Assemblée générale (AG) de l'ONU et de hauts responsables de l'Administration américaine, lors de sa participation à la réunion de haut niveau de la 76^e session qui se tient du 20 au 28 septembre 2021 à New York, a indiqué, mardi, un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

«Dès son arrivée à New York pour prendre part aux travaux de l'AG de l'ONU, M. Ramtane Lamamra, ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger a tenu une série de rencontres avec ses homologues participant aux travaux de l'AG et de hauts responsables de l'Administration américaine», lit-on dans le communiqué.

M. Lamamra a reçu au siège de la mission de l'Algérie auprès de l'ONU, la sous-secrétaire d'Etat américaine aux affaires politiques, Mme Victoria Nuland avec laquelle il a convenu de «l'impératif de renforcer et de relancer le dialogue stratégique» et passé en revue «les moyens de renforcer les relations bilatérales et les investissements américains, notamment dans le secteur des énergies renouvela-

bles», ajoute le document. L'entretien a également porté sur «plusieurs questions régionales et internationales d'actualité, notamment la question sahraouie et les perspectives de relancer le processus politique et les négociations directes entre les parties au conflit, en l'occurrence la République sahraouie et le Royaume du Maroc», selon la même source.

La situation prévalant en Libye à la lumière de la dernière réunion des pays du voisinage tenue à Alger et les derniers développements enregistrés au Moyen Orient et dans la région du Sahel (Afrique) ont également été au menu de cette rencontre.

A cet effet, Mme Nuland a exprimé «le soutien des Etats unis d'Amérique aux efforts de l'Algérie visant à renforcer la paix et la sécurité aux niveaux, régional et international».

Selon la même source, «M. Lamamra s'est entretenu avec le ministre des Affaires étrangères de l'Etat du Koweït, président en exercice du Conseil des ministres arabes des affaires étrangères, Cheikh Ahmed Nasser Al Mohammed sur nombre de questions relatives à la situation prévalant dans le monde arabe et les principales questions inscrites à l'ordre du jour de la 76^e session de l'AG de l'ONU».

Amar Belani dénonce les «mensonges» de l'ambassadeur du Maroc à Genève

L'envoyé spécial chargé de la question du Sahara occidental et des pays du Maghreb, Amar Belani a pointé les "mensonges" et la "manipulation grossière" de l'ambassadeur du Maroc à Genève après ses propos au sujet d'une prétendue "présence d'instructeurs du Hezbollah dans les camps de réfugiés à Tindouf". "L'étoffe de certains diplomates marocains est un tissu de mensonges qu'ils tricotent inlassablement, notamment lorsqu'ils sont accusés par les appels pressants émanant des groupes de soutien à la cause juste du peuple du Sahara occidental", a déclaré Amar Belani

à l'APS en réaction à une lettre adressée, le 14 septembre courant, par l'ambassadeur du Maroc à la 48^e session du Conseil des droits de l'Homme à Genève. "L'ambassadeur marocain (Omar Zniber NDLR), tout comme son prédecesseur, sont des stakhanovistes de la manipulation grossière. Ils sont passés maîtres dans l'art de recycler les mensonges éhontés de leur ministre qui avait inventé de toutes pièces, en mai 2018, la fable grotesque des instructeurs du Hezbollah, celle-ci avait été déconstruite et démentie dans les faits", affirme le diplomate algérien. "L'on se souvient que le

Evergrande menace la stabilité financière mondiale

De manière régulière, une faillite annoncée sème la panique sur les marchés. Personne n'a oublié que la grosse crise de la fin des années 2000 a commencé par la faillite de fonds gérants des créances immobilières douteuses. En 1998, c'est le naufrage du fonds Long Term Management Capital (LTMC) qui a provoqué une onde de choc si forte que l'on a cru pendant plusieurs jours que le système bancaire mondial allait s'effondrer. Cette fois, c'est le groupe immobilier chinois Evergrande Real Estate Group qui concentre toutes les peurs et envoie les grandes places financières au tapis.

UN ESSOR IMPRESSIONNANT

Endetté à hauteur de 300 milliards de dollars -une somme impressionnante-, ce conglomérat semble être incapable de faire face aux échéances de remboursement. Sa chute pourrait donc entraîner celles des banques créancières, essentiellement chinoises, mais aussi ruiner des milliers de particuliers qui lui ont confié leurs économies pour acquérir un bien immobilier. Les prochains jours seront importants car l'on se demande si le gouvernement chinois va intervenir et sauver Evergrande. En attendant, on peut tirer quelques enseignements de cette affaire.

A lui seul, Evergrande emploie 200.000 personnes, raconte la Chine contemporaine. Fondé en 1996, le groupe s'est d'abord concentré sur la construction. Il a accompagné le besoin insatiable des Chinois en logements. Dans une période importante de croissance économique, la nouvelle classe moyenne entrait accéder à la propriété immobilière et des entreprises comme Evergrande en ont profité. C'est ainsi que la presse économique a pu raconter la belle histoire de Hui Ka Yan, le patron d'Evergrande, qui serait parti de rien pour entrer dans le club très fermé des hommes les plus riches d'Asie. Pour mémoire, l'entrée en Bourse de Hong Kong du groupe fut une sorte de consécration de ce capitalisme à la chinoise (près de 8 milliards de dollars levés).

Mais toutes les belles histoires ont leur revers. Evergrande a commencé à multiplier les investissements dans de nombreux domaines : voitures et vélos électriques, tourisme, eau minérale, clubs de football. Beaucoup trop vite, beaucoup trop haut, trop d'investissements et de dépenses; l'issue est souvent la même : il faut s'endetter toujours plus pour faire face à la croissance immodérée du groupe. Cela fait des années que des analystes mettent en garde contre la dérive d'Evergrande, l'un d'eux a même été condamné à de la prison en 2015 pour «diffusion de fausses nouvelles». Aujourd'hui, la mer se retire et le baigneur est nu.

LE DILEMME DE PÉKIN

Que va faire le gouvernement chinois ? S'il sauve Evergrande, il donne un (mauvais) signal à nombre d'autres groupes privés qui, eux aussi, font face à d'importantes difficultés financières et qui pourraient se dire qu'il leur suffit d'attendre l'aide publique. S'il abandonne le conglomérat, alors les risques d'une crise mondiale sont réels avec ce que cela implique comme effets sur la modeste reprise post-pandémie. Sauver Evergrande ou pas, telle est donc la question cruciale pour un gouvernement chinois qui se serait bien passé d'une telle affaire.

Relizane

Deux morts et deux blessés dans un accident de la route

Deux femmes sont mortes et deux autres personnes ont été grièvement blessées dans un accident de la route, survenu mardi dans la commune de Mendès (Relizane), a-t-on appris auprès des services de la protection civile. L'accident s'est produit au niveau de la route nationale (RN 23) au lieu-dit "douar Ghouali" relevant de la commune de Mendès suite à une collision entre un camion et

un véhicule, a-t-on indiqué.

L'accident a provoqué la mort de deux femmes âgées de 35 et 67 ans sur place alors que deux autres personnes âgées de 36 et 40 ans ont été grièvement blessées et ont été évacuées par les éléments de la protection civile à la polyclinique de Mendès. Les services de la sûreté ont ouvert une enquête sur les circonstances de ce drame.

Mila

Un mort et 14 blessés dans une collision

Une (1) personne (28 ans) est décédée et quatorze (14) autres ont été blessées suite au dérapage d'un camion remorque qui est entré en collision avec un bus de transport de voyageurs sur l'autoroute Est-Ouest, dans la commune de Tadjenaret (Mila), a-t-on appris dimanche auprès de la direction de la Protection civile (DPC).

Soutenus par les sapeurs pompiers des unités secondaires de Tadjenaret et de Chelghoum Laid, les éléments du poste de secours routier de ce corps constitué sont intervenus suite à cet accident qui s'est produit sur le point kilométrique 123 à destination de la wilaya de Sétif, a précisé la même source.

L'accident a causé la mort sur le coup d'une personne percutée par le camion qui a dérapé ainsi que des blessures de divers degrés à quatorze (14) autres individus (neuf de sexe masculin et cinq de sexe féminin), a souligné la même source, précisant que les blessés qui étaient à bord du bus de transport de voyageurs assuraient la liaison entre Souk Ahras et Alger sont âgés entre 9 et 70 ans.

Le corps sans vie de la victime a été acheminé par les mêmes services vers la morgue de l'établissement hospitalier de la localité de Chelghoum Laid, a-t-on indiqué.

La même source a encore fait savoir que les blessés ont été pris en charge sur les lieux avant d'être transférés vers les services des urgences médicales des communes de Tadjenaret et Sétif pour bénéficier des soins nécessaires.

Une enquête a été ouverte par les services de sécurité territorialement compétents afin de déterminer les circonstances exactes de ce drame.

Assemblée générale de l'ONU Un sommet sur fond de crise transatlantique

Joe Biden et Xi Jinping devaient livrer mardi à l'ONU leur vision de la confrontation de plus en plus envenimée entre les Etats-Unis et la Chine, sur fond de crise transatlantique sur la stratégie à adopter face à Pékin.



Ce sera un duel à distance entre le président des Etats-Unis, qui intervientra au siège new-yorkais des Nations unies pour l'ouverture officielle de leur Assemblée générale annuelle, et son homologue chinois, qui s'exprimera un peu plus tard par vidéo pré-enregistrée. Joe Biden, dont c'est le premier grand rendez-vous onusien depuis qu'il est entré à la Maison Blanche en janvier, dira qu'il ne «cherche pas à mener (...) une nouvelle Guerre froide avec quelque pays que ce soit», a dit lundi sa porte-parole Jen Psaki. «Notre relation avec

la Chine est une relation non pas de conflit, mais de compétition», a-t-elle assuré. Pékin conteste aussi l'idée d'une nouvelle Guerre froide comme celle qui a opposé les Etats-Unis à l'Union soviétique au cours de la seconde moitié du XXe siècle. Mais c'est à peu près le seul point de convergence entre les deux superpuissances, dont les relations sont de plus en plus tendues.

Les présidents Xi et Biden, qui ne se sont pas encore rencontrés en personne, risquent donc d'esquisser des visions du monde diamétralement opposées. Le grand

rendez-vous diplomatique mondial est particulièrement attendu cette année, après la version essentiellement virtuelle de l'an dernier. Pour le démocrate américain, le discours à cette prestigieuse tribune du multilatéralisme devait être l'occasion de mettre en avant le «retour» de l'Amérique comme partenaire fiable auprès de ses alliés malmenés pendant quatre années de mandat de Donald Trump. Mais le retrait chaotique d'Afghanistan imposé par Joe Biden, qui a froissé les Européens mécontents d'un manque de concertation, puis la crise ouverte

avec la France dans l'affaire des sous-marins, qui a éclaté il y a quelques jours, ont totalement brouillé son message.

Paris ne décolère pas contre l'annonce par les Etats-Unis, le 15 septembre, d'un pacte de sécurité conclu avec l'Australie et le Royaume-Uni pour contrer Pékin, surnommé AUKUS.

Ce nouveau partenariat a mis le feu aux poudres transatlantiques, car il s'est fait dans le dos des Français, qui ont perdu un énorme contrat de sous-marins commandés par Canberra. Le ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian a encore dénoncé lundi à New York une décision «brutale» et une «rupture de confiance entre alliés».

NUCLÉAIRE IRANIEN

Les dirigeants de l'Union européenne ont aussi abondé dans ce sens, déplorant le traitement «inacceptable» de la France et un «manque de loyauté». Lors d'une réunion à huis clos, les ministres des Affaires étrangères des 27 pays membres de l'UE ont apporté leur «soutien» et «clairement leur solidarité à l'égard de la France», selon le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell.

Les discours d'hier étaient scrutés d'autant plus près par les Européens que cette crise porte justement en grande partie sur le positionnement que les Occidentaux doivent adopter à l'égard de la Chine. Le président Biden a fait du bras de fer avec le géant asiatique la grande priorité diplomatique de son mandat, qui écrase presque toutes les autres, évoquant une opposition entre les démocraties et les autorités. En lançant le partenariat AUKUS, il a fait le choix de privilégier des

alliés alignés sur cette stratégie de confrontation. Jean-Yves Le Drian a lui déploré cette «orientation très confrontationale», estimant que les Européens devaient défendre un «modèle alternatif» passant plutôt par «une compétition», même si elle se doit d'être parfois «musclée». Pour Paris et une partie des Européens, cela justifie la nécessité d'une autonomie stratégique du Vieux Continent, même si le débat n'est pas totalement tranché sur la nécessité de se doter d'une capacité militaire propre.

Surprenant plusieurs membres des Nations unies, le président français Emmanuel Macron a choisi de ne pas se rendre à New York cette année, renonçant même en fin de semaine dernière à un discours enregistré en vidéo qui devait être diffusé hier. Ce sera finalement son chef de la diplomatie qui s'exprimera au nom de la France, par vidéo, et lors d'une intervention reléguée en fin de semaine dans le débat général. Il y a deux ans, Emmanuel Macron était venu à New York et avait tout tenté pour se faire rencontrer les présidents américain et iranien de l'époque. En vain.

Parmi les autres intervenants, outre les dirigeants brésiliens et turcs, figuraient le nouveau président iranien Ebrahim Raïssi. Son discours, lui aussi prononcé via une vidéo pré-enregistrée et devait aborder l'accord nucléaire qu'il a quitté avec les Etats-Unis.

Depuis l'élection d'Ebrahim Raïssi, les discussions entre les membres de l'accord nucléaire (France, Royaume-Uni, Allemagne, Russie, Chine et Iran) sont interrompues et une réunion ministérielle de ces pays pour les relancer pourrait se tenir cette semaine à New York en marge de l'Assemblée générale de l'ONU.

Soudan

Tentative de coup d'Etat manquée

Une tentative de coup d'Etat «manquée» a eu lieu mardi au Soudan, selon les médias d'Etat, tandis que le pays peine à faire aboutir sa transformation politique depuis la destitution de l'autocrate Omar el-Béchir il y a plus de deux ans.

Des responsables gouvernementaux et militaires ont également confirmé à l'AFP les informations selon lesquelles les auteurs non identifiés d'un complot avaient tenté de prendre le contrôle du bâtiment des médias d'Etat, mais qu'ils avaient «échoué». Un autre haut responsable militaire a déclaré qu'un groupe d'officiers était «impliqué dans la tentative» mais qu'il avait été «immédiatement suspendu». «Il y a eu une tentative de coup d'Etat manquée, le peuple doit y faire face», ont rapporté les médias d'Etat, sans autres précisions. Membre éminent du Conseil souverain — la plus haute instance décisionnelle du pays —, Taher Abouhaja a déclaré dans une allocution retransmise à la télévision d'Etat que l'Etat a «déjoué une tentative de prendre le pouvoir».

De son côté, Mohamed al-Fekki, un autre membre de cette instance, a affirmé sur compte Facebook: «tout est sous contrôle et la révolution est victorieuse». Mardi, la circulation dans le centre de Khartoum semblait fluide, y compris autour du quartier général de l'armée. Les services de sécurité soudanais ont toutefois bloqué le principal pont reliant Khartoum à sa ville jumelle d'Omdourman, de l'autre côté du

Nil. La tentative de coup d'Etat visait le gouvernement de transition soudanais formé après l'éviction en avril 2019 de l'autocrate Omar el-Béchir, renversé après 30 ans de règne sans partage.

DEUX ANS AU POUVOIR

En place depuis plus de deux ans, le cabinet civilo-militaire, né d'un accord historique avec les factions politiques à la pointe de la mobilisation populaire contre M. Béchir, est censé emmener le Soudan vers un pouvoir entièrement civil.

Mais jusqu'à présent, les militaires ont toujours la haute main, tandis que les civils peinent à s'imposer. Outre cette concurrence au cœur du pouvoir, le Soudan a rencontré de nombreuses embûches dans sa tentative de transformation politique, caractérisée par de graves difficultés économiques et des divisions politiques profondes. Ces derniers mois, le gouvernement a entrepris une série de réformes économiques difficiles pour pouvoir bénéficier d'un programme d'allègement de la dette du Fonds monétaire international (FMI). Ces mesures comprenant la réduction des subventions et l'instauration d'un flottement contrôlé de la monnaie locale ont été jugées trop sévères par de nombreux Soudanais. Des manifestations sporadiques ont récemment eu lieu dans tout le pays pour protester contre les mesures soutenues par le FMI et l'augmentation du coût de la vie.



Mutations géostratégiques

Cinq mythes à éviter

Du fait de la mentalité rentière de certains responsables, face aux nouveaux enjeux mondiaux et aux tensions internes budgétaires et sociales, s'impose un discours de vérité, loin de la démagogie et un renouveau culturel.

Par Abderrahmane Mebtoul*

Or, combien de fois nous n'avons pas attiré l'attention depuis de longues années sur les dérives de la politique économique mais avons-nous été écoutés ?

(voir www.google.com 1980/2021). Souhaitons que nos responsables évitent cinq mythes et les pratiques du passé qui ont conduit le pays à la situation actuelle malgré ses importantes potentialités.

1. PREMIER MYTHE À ÉVITER, PRÉVOIR UN DÉVELOPPEMENT SANS BONNE GOUVERNANCE

Les scandales financiers mis en plein jour, ayant existé par le passé mais de moindres dimensions, relatés ces dernières années montrent clairement que certains dirigeants n'étaient pas mus par les intérêts supérieurs du pays.

Or sans un retour à la confiance et la moralité des dirigeants, cette société anémique comme l'a mis en relief le grand sociologue maghrébin Ibn Khaldoun, il est illusoire de parler de développement et d'un Front intérieur pouvant indispensable en faveur des réformes qui seront douloureuses à court terme mais porteuses d'espoir à moyen terme. Certes les réformes politiques sont indispensables mais négliger l'économique conduira inévitablement au retour au FMI avec d'importantes incidences politiques, économiques, sociales et sécuritaires. Certes, on ne peut, en deux années après une léthargie de plusieurs décennies, redresser le bateau Algérie où uniquement pour la période 2000/2019, les recettes ont dépassé les 1.000 milliards de dollars avec une sortie de devises en biens et services de plus de 935 milliards de dollars, avec un taux de croissance dérisoire qui a fluctué entre 2/3% alors qu'il aurait dû être de 9/10%.

Oui, la situation socioéconomique est préoccupante à l'instar de bon nombre de pays dans le monde du fait de la crise actuelle. L'annonce de l'amélioration de la balance commerciale, pour 2021 ne relève pas d'une bonne gestion mais de la réduction drastique des importations qui ont paralysé bon nombre de secteurs. C'est comme dans un ménage où la réduction de la nourriture entraîne des maladies sur le corps social. Le taux de croissance du produit intérieur brut PIB algérien dépend fondamentalement via la dépense publique de l'évolution du cours des hydrocarbures qui détermine, à la fois, le taux de croissance, le taux d'emploi et les réserves de change. L'Algérie ne peut continuer à fonctionner sur la base d'un cours supérieur à 100 dollars le baril, où selon le FMI le cours budgétaire inscrit dans les différentes lois de finances 30 ou 40 dollars étant un artifice comptable, le prix d'équilibre était esti-

mé de 104,6 dollars en 2019 et à plus de 110 dollars pour les lois de finances 2020/2021.

Malgré ces tensions, le gouvernement a maintenu les transferts sociaux budgétisés, comme acte de solidarité s'établissant environ à 14 milliards de dollars, soit 8,4% du PIB, et plus de 21% de la totalité du budget de l'Etat ces transferts, à l'avenir devant être ciblés pour les plus démunis.

2. DEUXIÈME MYTHE : CRÉATION DE MILLIONS D'EMPLOIS SANS RÉFORMES NI CROISSANCE

La croissance a été négative d'au moins 5% en 2020 et les prévisions de 3/4 % en 2021, se calculent par rapport à la période précédente, un taux de croissance négatif en T0 par rapport à un taux de croissance positif en T1, donne une croissance cumulée faible, environ entre 0 et 1% en termes réels en 2021. En ce mois de septembre 2021, nous avons un tissu productif interne privé et public, peu performant, le taux d'intégration ne dépassant pas 15% où selon l'ONS plus de 80% du tissu économique est constitué d'unités personnelles ou de petites Sarl, peu innovantes. Il est utopique de créer en 2021, comme annoncé le 12/01/2021, au Forum 'Ech Chaab' par un ministre-délégué auprès du Premier ministère, entre 1 et 2 millions d'entreprises par décrets, soit pour 10 emplois par entreprises la création entre 10 et 20 millions d'emplois (une chimère) alors que la majorité des entreprises existantes sont en sous-activité, un projet PMI/PME pour sa maturation et sa rentabilité, répondant aux normes coûts/qualité, dans le cadre concurrentiel où le dénominateur est le marché, nécessitant, au minimum, 2/3 années, les grands projets 5/7 ans et avec quel financement.

Comme ces déclarations, démontrant une communication institutionnelle non adaptée des années 1970/1980 avec l'effacement du système d'information, accentuant le divorce Etat-citoyens, que les réformes auraient commencé et qu'il fallait attendre 2021 pour voir leurs effets, alors que la majorité des experts sérieux s'accordent à dire que les véritables réformes politiques, sociales (des subventions ciblées) et économiques n'ont pas encore commencées.

3.-TROISIÈME MYTHE DES SOLUTIONS PUREMENT MONÉTARISTES À LA FRIEDMANN, COMME LA SOLUTION MIRACLE DE LA DÉVALUATION DU DINAR POUR DYNAMISER LES EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

Le cours du dinar est passé à 5 dinars un dollar vers les années 1970 à 116 dinars un dollar en 2019, plus de 132 dinars un dollar

en janvier 2021, et toujours directement et indirectement les exportations 98% des entrées en devises sont représentées par les hydrocarbures et ses dérivés, montrant que le blocage est d'ordre systémique. Le déficit budgétaire qui selon la LF2021, serait de 21,75 milliards de dollars, au cours de 128 dinars un dollar, cotation au moment de l'élaboration de cette loi, et un déficit global du trésor prévu de 28,26 milliards de dollars.

Pour faire face aux tensions financières, vision purement monétariste, source d'inflation en cas de non création de valeur ajoutée, nous assistons à une dévaluation accélérée qui ne dit pas son nom de la cotation du dinar officiel du dinar où le 21 septembre 2021, un dollar s'échange à plus de 136 dinars dépréciation du dinar par rapport au dollar et l'euro a pour but essentiel de combler artificiellement le déficit budgétaire, non articulé à un véritable plan de relance économique et donc assimilable à un impôt indirect que supporteront les consommateurs algériens. Cette cotation du dinar est donc fortement corrélée au niveau de production et productivité et dans une économie rentière aux réserves de change qui ont évolué du 01 janvier 2014 à 194 milliards, selon le plan d'action du gouvernement ayant clôturé à 48 milliards de dollars au 31/12/2020 et à environ 44 entre avril/mai 2021.

Dans ce cadre, il s'agira d'éviter d'appliquer des schémas de pays développés comme le financement non conventionnel, 16 milliards de dollars prévus en 2021, où les recettes keynésiennes de relance de la demande globale applicables à une économie productive structurée, alors que l'Algérie souffre de rigidités structurelles et de la faiblesse de l'offre. Avec la dominance de la sphère informelle qui contrôle plus de 50% de l'activité économique, hors hydrocarbures et plus de 33% de la masse monétaire en circulation où faute de la compréhension du fonctionnement de cette sphère claire l'on croit combattre par des actions bureaucratiques, expliquant tous les échecs de cette intégration (voir le poids de la sphère informelle et ses incidences géostratégiques au Maghreb : étude du professeur Abderrahmane Mebtoul réalisée pour l'Institut français des relations internationales Ifri-Paris, décembre 2013 et revue stratégique du ministère de la Défense nationale IMDEP, octobre 2019).

4.-QUATRIÈME MYTHE, LE DÉVELOPPEMENT DES START-UP ET DE LA PRIVATISATION COMME FACTEUR DE DÉVELOPPEMENT, SANS VISIONS STRATÉGIQUES

L'expérience des pays développés montre que la rentabilité des start-up est fonction d'institutions et d'entreprises performantes alors que le tissu économique algérien est composé selon l'ONS à plus de 80% d'entreprises familiales, de petites SARL, peu innovantes. Evitons de renouveler les expériences négatives de l'ANSEJ qui selon un rapport officiel 2020, plus de 70% des projets, des jeunes promoteurs, sont en difficultés ou en faillite, ne pouvant pas rembourser les emprunts bancaires. Comme le développement des start up nécessitent un fort débit d'Internet qui fait cruel-

lement défaut et leur succès dépend de la 5G afin de maîtriser de l'intelligence artificielle, non encore mise en place. Concernant la privatisation, sans réformes structurelles même partielles via la bourse d'Alger, peut conduire au bradage du patrimoine national où le constat est l'absence de titres de propriétés clairs, des comptabilités défectueuses, des sureffectifs, des banques qui croulent sous le poids des créances douteuses et le déficit

cette filière pour réduire les coûts, au niveau mondial crée, de moins en moins d'emplois.

En prenant l'hypothèse de 7 milliards de dollars d'investissement, le retour en capital pour une exportation de 30.000 millions de tonnes de fer brut/an, serait de 8/10 ans. Pas de rente et donc, seule la transformation en produits nobles (acières spéciaux) peut procurer une valeur ajoutée plus importante à l'exportation, mais nécessitant d'importants investissements et des partenaires qui contrôlent le marché mondial. Pour la production d'or, rappelons-nous le déficit structurel de l'ENAOR, malgré tous les moyens mis à sa disposition par l'Etat, le départ de l'Australien pour qui la rentabilité était aléatoire, le coût de prospection élevé et dont la rentabilité dépend des fluctuations de l'once d'or pouvant aller entre 20 et 40% ces dernières années. Comment de jeunes Algériens peuvent-ils rentabiliser ces gisements ? Quant au complexe de zinc qui devrait entrer en production selon le ministre des Mines, en 2024, sauf problèmes techniques ou de financement, selon les règles financières internationales, le seuil de rentabilité ne se fera pas avant 3 ans soit 2027 et le retour de l'investissement dépendra du coût final du projet et de sa capacité à exporter, du fait du marché étroit de l'Algérie

En résumé, l'impact de l'épidémie du coronavirus préfigure d'importantes mutations géostratégiques mondiales, politiques, économiques, sociales et sécuritaires où le monde ne sera plus jamais comme avant. Mais cette épidémie n'est rien face aux impacts du réchauffement climatique qui risquent de bouleverser toute la planète avec la guerre pour l'eau donc posant le problème de la sécurité alimentaire, et la nécessaire adaptation à la transition numérique et énergétique. Devant distinguer le court terme, des moyen et long termes, tactiques et stratégiques, sans vision stratégique, les hydrocarbures seront encore pour longtemps la principale entrée de devises du pays.

D'où l'urgence du redressement de l'économie nationale et un renouveau de la gouvernance avec une réorganisation institutionnelle qui doit s'insérer dans le cadre d'objectifs stratégiques précis. Aussi, par un langage de la vérité, loin de toute sinistre et autosatisfaction destructrice à laquelle la population algérienne ne croit plus, l'Algérie, pays à fortes potentialités et acteur stratégique de la stabilité du Bassin méditerranéen et du continent Afrique a besoin d'un renouveau culturel loin de la mentalité rentière, une lutte contre la corruption possible du code pénal à ne pas confondre avec acte de gestion, en bref de la refonte du système politique et socio-économique. Pourtant en ce mois de septembre 2021, malgré les discours de sinistre, l'Algérie est encore debout grâce aux patriotes honnêtes qui constituent l'immense majorité des travailleurs et des cadres dirigeants, devant éviter les errements du passé en ces moments de hautes tensions géostratégiques, financières et sociales avec le retour de l'inflation en 2021 que l'on ne combat pas avec des slogans ou des décrets, les lois économiques étant insensibles aux slogans politiques.

*Professeur des Universités,
expert international

Les salaires en Algérie: illusion monétaire ou piège ?

Par A. Boumezrag*

Contrairement aux idées répandues ici et là, ce ne sont pas les urnes qui légitiment le pouvoir en Occident mais la production des biens et services c'est-à-dire la croissance économique suivant une logique purement économique en vertu de la valeur travail. Par contre ce qui légitime le pouvoir en Algérie, c'est la redistribution des revenus de la rente pétrolière et gazière relayée par l'endettement extérieur suivant une logique essentiellement politique en vertu du principe sacro-saint que «tout peut s'acheter, il suffit d'y mettre le prix» (le pouvoir, la sécurité, la paix sociale, le confort matériel, etc.). Dans une économie de marché les rapports de productions sont dominants et de nature conflictuelle parce qu'il s'agit d'exploitation de la force de travail c'est-à-dire de la mobilisation des ressources humaines. Ils s'expriment ainsi exploitation de la force de travail et du pouvoir par le capital.

La dialectique du pouvoir en Occident, on la trouve dans la lutte classique entre patrons et ouvriers. Dans une économie rentière, les rapports dominants sont des rapports d'aliénation de nature non conflictuelles parce que reposant sur l'exploitation des ressources naturelles c'est-à-dire énergétiques ou minières et non sur l'exploitation des populations à des fins productives. Ces rapports se traduisent par une double aliénation ; aliénation du pouvoir vis-à-vis de l'Occident et de la population vis-à-vis du pouvoir. C'est pourquoi, des voix de plus en plus nombreuses remettent en cause la légitimité d'une gestion par l'Etat. Le développement des déficits des entreprises publiques, les perversions de gestion, l'ampleur du chômage sur une longue durée, le poids excessif des dépenses publiques imprudentes, la baisse drastique des revenus pétroliers, l'effondrement des cours pétroliers et gaziers, la flambée des prix des denrées alimentaires sur le marché international, la dépendance de la population à l'égard des importations, la fragilité de la santé de la population, la récession économique mondiale, la pandémie du coronavirus Covid-19 font peser sur le budget de l'Etat et donc sur l'impôt ordinaire un poids excessif qu'il ne pourra pas supporter la chute de la fiscalité pétrolière («le couteau a atteint l'os»).

Désormais, il ne suffit plus de savoir que les entreprises sont gérées par l'Etat pour être assurés qu'elles remplissent concrètement les objectifs de service public. Il faut montrer quels services elles rendent à la collectivité et selon quels coûts. La légitimité de l'action de l'Etat se trouve ainsi soumise aux critères de rationalité économique. Dans le processus de légitimation qu'il va mettre en œuvre le pouvoir va privilégier la construction de l'Etat et le développement de l'économie. L'affirmation du pouvoir issu du 19 juin 1965, c'est dès le départ liée à une industrialisation intensive financée quasi entièrement par la rente et l'endettement, se concentrant dans le secteur public. La volonté de l'Etat de soumettre à sa logique de domination l'ensemble du corps social a trouvé dans l'existence de la rente et des possibilités d'endettement que procurent éventuellement les réserves en hydrocarbures, le moyen le plus efficace de sa réalisation. La politique de développement a eu pour résultat majeur, la salarisation d'une fraction importante de la population active qui devient intégralement dépendante des revenus distribués par l'Etat.

L'économie de l'Algérie se caractérise par la prédominance d'un important secteur public dans la plupart des secteurs d'activités économiques. La politique salariale a été caractérisée par les interventions de l'Etat qui ont abouti à la mise en place d'un système national de rémunération des salaires. Une politique salariale qui vise une garantie de l'emploi. Elle se caractérise par la volonté des pouvoirs publics d'assurer à chacun un emploi qui ne soit pas soumis aux aléas de l'activité économique. La rupture du contrat de travail par les employeurs publics est une exception qui est soumise à l'accord préalable de l'inspection du travail. Dans l'administration publique, les salaires sont directement déterminés par l'employeur : l'Etat. Par contre, les entreprises publiques, quel que soit

«Tout le monde manipule tout le monde et c'est ce qui rend la politique dangereuse et passionnante à la fois.» Bruno Kreisky

le degré d'intervention de l'Etat, bénéficient d'une marge de liberté dans la formation des revenus de leur personnel dans le cadre de la législation et de la réglementation en vigueur. La salarisation dont il est question ici n'a rien à voir avec la salarisation qui engendre le processus de domination croissante du capital c'est à dire un nombre croissant d'individus qui doivent vendre leur force de travail pour subsister. En Algérie, la salarisation signifie émargement au rôle de la rente, en contrepartie d'une allégeance implicite à la couche sociale qui est au pouvoir. Cela ne veut pas dire qu'il n'existe pas d'exploitation de la force de travail.

Par-là, on veut dire que la logique dominante n'est pas celle de la production de la plus-value mais une logique rentière c'est à dire une logique qui pervertit la première. De plus, c'est la grande masse salariale distribuée par l'Etat à travers ses dépenses d'équipement ou administratives qui procure des bénéfices substantiels au secteur privé. Une partie importante de la rente est par conséquent indirectement transférée au capital privé. Cinquante ans après, l'économie algérienne se caractérise par un lourd déficit budgétaire, une dangereuse dépendance alimentaire, une chute de la productivité du travail, une dépendance accrue à l'égard des revenus pétroliers et surtout un chômage massif. La construction d'une économie autochtone à partir des revenus pétroliers semble avoir atteint ses limites. Derrière les proclamations et les programmes un certain nombre de phénomènes négatifs ont vu le jour. Il s'agit de la constitution rapide d'une bourgeoisie bureaucratique plus ou moins corrompue sabotant dans la pratique ce qu'elle prétend mettre en œuvre dans son discours ; la gabegie économique due à l'inexpérience d'abord et ensuite à la lourde machine inefficace mise en place par l'Etat ; la perte de l'enthousiasme des premières années de l'indépendance et les inquiétudes suscitées par le régime militaire mis en place ; l'accroissement des pouvoirs de l'appareil coercitif.

Cette construction économique se fait au prix d'une forte extraversion de l'économie, tant du point de vue de l'importation que du point de vue de l'exportation. L'intensité capitaliste des investissements et leur canalisation vers le secteur de l'industrie ont été à l'origine de multiples déséquilibres économiques et financiers. Bref, l'Algérie vit un blocage historique structurel qui empêche la naissance et le développement d'une formation économique et sociale véritablement dynamique, c'est-à-dire d'une conscience patriotique véritable, d'une conscience de classe ouvrière aiguë, d'une structure de classe productive, d'une culture locale féconde, d'une urbanisation homogène et fonctionnelle. Cependant, il est illusoire de croire à une débureaucratisation de la vie économique et sociale car la bureaucratie créée et entretenu par l'Etat constitue en fait son assise sociale principale ou bien d'accroître les libertés démocratiques et syndicales des travailleurs alors que l'Etat «militaro-rentier» s'est édifié sur la suppression de ces libertés et la mise en place de syndicats, d'associations et de partis dépendants. Au lendemain de l'indépendance, la société entière se trouvait désorganisée, déstructurée, atomisée, fragilisée. C'est pourquoi l'armée, seule force organisée du pays, a réussi à imposer une organisation étatique paramilitaire, fortement structurée. L'idéologie de développement servant de base de légitimité, l'industrie, le commerce, les banques sont organisées en entreprises d'Etat. Elles sont dirigées et gérées par des directeurs nommés par l'Etat. Qui est cet homme de confiance ? L'Etat peut le révoquer ou le muter en cas de besoin. C'est devant l'Etat qu'il est responsable de ses actes et de la façon dont il s'acquitte de ses fonctions. Tout le personnel de l'entreprise travaille sous son autorité. Les travailleurs n'ont aucune voix au chapitre, ni en ce qui concerne la gestion, ni en ce qui concerne leur situation professionnelle.

Lorsqu'on analyse de près le problème de

rémunération, on se rend compte que le souci premier des autorités est de permettre aux travailleurs de mener une existence «normale» en fonction des variations du coût de la vie qui déterminent le niveau des salaires. En un mot, le niveau des salaires est indexé au coût de la vie, donc du pouvoir d'achat et non à la productivité du travail. Cette amélioration du pouvoir d'achat est due en grande partie grâce aux importations. La salarisation dont il est question ici n'a rien à voir avec la salarisation qui engendre le processus de domination croissante du capital c'est-à-dire un nombre croissant d'individus qui doivent vendre leur force de travail pour subsister. En Algérie, la salarisation signifie émargement au rôle de la rente en contrepartie d'une allégeance implicite à la couche sociale qui est au pouvoir. Cela ne veut pas dire qu'il n'existe pas d'exploitation de la force de travail. Par là, on veut dire que la logique dominante n'est pas celle de la production de la plus-value mais une logique rentière c'est-à-dire une logique qui pervertit la première. De plus, c'est la grande masse salariale distribuée par l'Etat à travers ses dépenses d'équipement ou administratives qui procure des bénéfices substantiels au secteur privé. Une partie importante de la rente est par conséquent indirectement transférée au capital privé.

Après cinquante ans de politiques étatiques, l'économie algérienne se caractérise par un lourd déficit budgétaire, une dangereuse dépendance alimentaire, une chute de la productivité du travail, une dépendance accrue à l'égard des revenus pétroliers et surtout un chômage massif. La construction d'une économie autochtone à partir des revenus pétroliers semble avoir atteint ses limites. Derrière les proclamations et les programmes un certain nombre de phénomènes négatifs ont vu le jour. Il s'agit de la constitution rapide d'une bourgeoisie bureaucratique plus ou moins corrompue sabotant dans la pratique ce qu'elle prétend mettre en œuvre dans son discours. La légitimité de l'action de l'Etat se trouvait ainsi soumise au critère de la rationalité économique. En effet, au premier regard, l'entreprise publique, manifestation des pouvoirs publics dans l'économie serait soumise aux commandements de l'Etat en tant qu'elle est publique et aux impératifs du marché, en tant qu'entreprise. Si l'on admet cette analyse, il faut accepter l'idée que le degré d'autorité et donc de responsabilité de l'entreprise publique est à définir tant vis-à-vis des pouvoirs publics que des mécanismes de marché. S'il est fondé d'affirmer que les entreprises publiques ont des préoccupations similaires à celles des entreprises privées, il n'en demeure pas moins qu'elles ont une vocation instrumentale au service de l'Etat. Elles sont tenues d'intégrer dans leurs objectifs les priorités définies par les pouvoirs publics, de soutien à l'investissement productif, de maintien de l'emploi ou d'autres.

Les entreprises publiques obéissent à une double logique : les entreprises publiques se voient assigner par l'Etat des objectifs économiques et sociaux ; les entreprises publiques sont tenues de rendre compte de leur gestion à l'Etat. Elles doivent d'abord assurer à l'Etat la maîtrise de nouveaux «gisements de productivité», lui permettre de «choisir les investissements, de les provoquer ou de les diriger. En d'autres termes, elles doivent servir de points d'appui privilégié à la mise en œuvre du plan redevenu le vecteur principal du développement du pays dont la cohérence est ainsi garantie et les incertitudes réduites. Bref, parce que la nationalisation permet à l'Etat de contrôler désormais les positions dominantes, elle lui permet aussi d'aider plus efficacement les secteurs en difficulté et les industries d'avenir. L'Etat propriétaire se trouve par là même davantage mis à contribution, sollicité à la fois par les besoins des nouvelles entreprises publiques et les besoins des anciennes. De là la crainte de voir l'Etat opérer des transferts vers des sociétés en difficulté, au détriment du développement et de la santé financière des plus dynamiques. Les rapports de

l'Etat avec les entreprises publiques appellent encore la résolution d'un redoutable dilemme entre les exigences d'une tutelle vigilante et celle d'une autonomie de gestion. Des aménagements s'imposent tout en assurant au pouvoir un droit de regard sur l'utilisation des deniers publics n'ailant pas à l'encontre des comportements dictés par des impératifs de rentabilité d'où l'importance d'une Cour des comptes comme instrument de contrôle auquel doit être assujetti le secteur public. L'entreprise publique naît que de la volonté de la puissance publique, elle n'existe au départ que par elle qui lui donne sa substance, c'est-à-dire sa personnalité juridique et son patrimoine. Il existe une certaine tension qui oppose l'entreprise publique comme sujet et comme instrument. Il appartient à l'Etat de déterminer la marge de manœuvre c'est-à-dire l'espace de son autonomie. Les entreprises publiques peuvent par leur propre mouvement échapper à l'autorité de l'Etat, en se soumettant aux impératifs de la rentabilité et de la combativité. Cette marge de liberté ne peut que donner la mesure de leur insertion dans les rouages de l'économie de marché. Et, dans ce cadre, elles auront le marché pour loi et le marché pour sanction.

Leur soumission aux lois du marché signifie effectivement qu'elles doivent obéir à la loi de l'échange équivalent qui règle les rapports entre les détenteurs de capitaux et donc de la logique contractuelle qui est la seule expression juridique possible du marché. Or, ce qui importe, ce n'est pas la nature de la prestation produite par l'entreprise, mais les conditions dans lesquelles cette prestation se trouve produite. On comprend alors que si la responsabilité des entreprises qui se soumettent à la loi du marché, elle ne peut que se trouver limitée dans la logique des rapports de pouvoir qui se déplient au sein du procès de production. Et, là l'intervention de l'Etat est nécessaire au même titre que pour une entreprise privée. C'est donc à l'Etat que l'on est finalement renvoyé, mais un Etat qui est très loin des doctrines classiques. Un Etat qui protège les entreprises publiques et atténue leur responsabilité vis-à-vis du marché. Les entreprises publiques peuvent quant à elles acquérir vis-à-vis du marché une autonomie tangible et jouer un rôle spécifique pourvu qu'elles soient responsables vis-à-vis de l'Etat. Le développement est une des manifestations du pouvoir. Les formes du pouvoir ne sont pas indépendantes des structures économiques. Le travail n'a plus de statut objectif car il n'existe pas de relations entre le travail et les salaires. «Les Algériens font semblant de travailler et l'Etat fait semblant de les payer» pour reprendre un dicton populaire. Ces «salaires» ne sont en vérité rien d'autre que la quote-part de la rente pétrolière et gazière qui doit revenir de droit à chaque Algérien sans distinction de sexe, d'âge, de statut ou de qualification, ou d'emploi. «Me léhitoubakharou». Chez les peuples laborieux, le salaire est la contrepartie de leur labeur qui assure la dignité de chacun et la prospérité de tous ; par contre dans les pays rentiers comme le nôtre, le salaire est le prix d'une allégeance politique c'est-à-dire l'acceptation de notre aliénation à l'ordre politique, économique et social établi. «L'appât immoré de l'argent, comme celui du pouvoir a un prix : la dignité». L'expérience algérienne des trente dernières années de tentatives vaines de développement et de restructuration nous enseigne deux choses : la première c'est l'absence de toute forme de responsabilité juridique de l'Etat vis-à-vis des opérateurs économiques privés ne peut aboutir qu'à un retrait voire une paralysie des activités économiques privées. La seconde, c'est que la recherche tous azimuts de l'engagement de la responsabilité étatique débouche nécessairement sur la paralysie des opérateurs publics économiques d'où le gel définitif du mouvement historique de la formation économique et sociale à un moment fatidique où les marchés extérieurs se referment, que la rente énergétique se dissipe, où la famine pointe à l'horizon. Pour dégeler les forces productives, que faut-il faire ? Qui doit le faire ? Sur qui doit-il s'appuyer ?

*Docteur

Sidi Brahim, cimetière des «chasseurs d'Orléans»

Rokbet Mezzoudi est un des contreforts de la petite chaîne du Guerbous, au revers du Djebel Kerkour, sur la route conduisant de Sidi Boudjenane à Ghazaouet.

A 25 km de cette ville, un monument de 5m50 de haut a été érigé à l'endroit même où a été tué le lieutenant-colonel Montagnac le 23 septembre 1845 début de la cuisante défaite pour la France de «la Bataille de Sidi Brahim» qui s'est étendue jusqu'au 26 septembre.

Par Chamyl Boutaleb*

Une ordonnance royale du roi Louis-Philippe 1^{er} du 28 septembre 1840 décide la création de 10 bataillons sur le type de celui des tirailleurs de Vincennes. Le nom de tirailleur est abandonné au profit de celui de chasseur à pied (qui prendra aussi le nom de chasseur de Vincennes). La création de ce nouveau corps des chasseurs tend à la formation d'une troupe d'élite. En décembre 1839, la 1^{re} division (à laquelle appartient le bataillon de tirailleurs) commandée par le duc d'Orléans, est envoyée en renfort contre l'Emir Abd-El-Kader lors de l'expédition des Portes de Fer. Dès 1841, 5 de ces bataillons sont engagés en Algérie (les 5^e et 8^e à la province d'Oran, les 3^e, 6^e et 10^e à celle d'Alger). En 1842, pour perpétuer le souvenir du Prince royal (mort à Neuilly, victime d'un accident de voiture) et sur proposition du maréchal Soult, les chasseurs sont désignés sous la dénomination de «Chasseurs d'Orléans». À la suite de la bataille de Sidi Brahim, le 8^e bataillon de chasseurs à pied prendra le nom de «Bataillon de Sidi Brahim».

F.-J. Lucien de Montagnac (mort à l'âge de 42 ans à Sidi Brahim) a été responsable de nombreux massacres à l'encontre des populations civiles sans défense durant la conquête de l'Algérie. En 1836, il est envoyé en Algérie comme capitaine. Le 18 juillet 1841, il est élevé au grade de chef de bataillon. Pendant cette période, il s'illustre par sa brutalité à l'égard des populations locales : le 15 mars 1843, il écrit ceci : «On ne se fait pas d'idée de l'effet que produit sur les arabes une décollation de la main des chrétiens..., aussi, une tête coupée produit-elle une terreur plus forte que la mort de cinquante individus. Il y a déjà pas mal de temps que j'ai compris cela, et je t'assure qu'il ne m'en sort guère d'entre les griffes qui n'ont subi la douce opération. Tous les bons militaires que j'ai l'honneur de commander sont prévenus par moi-même que s'il leur arrive de m'amener un arabe vivant, ils recevront une volée de coups de plat de sabre». Le 2 mai 1843, il précise : «Nous nous sommes établis au centre du pays..., brûlant, tuant, saccageant tout. Quelques tribus pourtant résistent encore, mais nous les traquons de tous côtés, pour leur prendre leurs femmes, leurs enfants, leurs bestiaux». Son acharnement n'épargne pas les femmes : «On en garde quelques-unes comme otages, les autres sont échangées contre des chevaux, et le reste est vendu à l'enchevêtre comme bêtes de somme».

Il vante même les exécutions sommaires qu'il multiplie; il écrit de Philippeville le 15 mars 1843 : «Voilà, mon brave ami, comment il faut faire la guerre aux arabes : tuer tous les hommes jusqu'à l'âge de quinze ans, prendre toutes les femmes et les enfants, en charger des bâtiments, les envoyer aux îles Marquises ou ailleurs; en un mot pour finir, anéantir tout ce qui ne rampera pas à nos pieds comme des chiens... Selon

moi, toutes les populations qui n'acceptent pas nos conditions doivent être rasées, tout doit être pris, saccagé, sans distinction d'âge ni de sexe; l'herbe ne doit plus pousser où l'armée française a mis le pied» (In : de Montagnac - «lettres d'un soldat, neuf années de campagnes en Afrique» - «correspondance inédite du colonel de Montagnac publiée par son neveu» [Charles, fils de Elizé de Montagnac] - Paris Plon 1885, p.503). Le 19 décembre 1844, il écrira encore ceci à sa sœur : «Et ces malheureuses populations ? Elles iront toutes mourir de misère sur le bord d'une fontaine tarie; celles qui échapperont au désastre viendront s'étoiler sous les miasmes de notre civilisation infecte, et s'éteindront bien-tôt. Tel est pourtant le sort réservé à tous ces êtres que les événements ont placés sous notre domination. Là où nous passons, tout tombe» (In : Archive Galica-p.427). Comble ! Complicité de crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide, le général d' Hilliers Baraguay sera chargé de lui transmettre les témoignages de satisfaction du ministre de la Guerre qui, le 10 mars 1844, le fera élire au grade de lieutenant-colonel au 15^e Léger.

Le 21 septembre 1845, Montagnac, commandant supérieur du poste Djemaâ-Ghazaouet, part à la rencontre de l'armée de l'Emir avec plus de 800 hommes : 456 hommes du 15^e Léger dont 390 du 8^e Bataillon de Chasseurs d'Orléans et 2 pelotons du 2^e Hussards, régiment de Chamborant (66 cavaliers; tous furent tués), commandés par Courby de Cognord, du capitaine Genty de Saint-Alphonse et du sous-lieutenant Klein (tué lui aussi), s'y ajoutèrent 5 compagnies des 8^e Chasseurs (346 chasseurs et carabiniers), commandés par A.-L.- Adolphe Froment-Coste (tué ce jour-là) et du capitaine Dutertre, de Rozagutti (chirurgien) et de Lévy (interprète).

Entraîné dans une embuscade, il est attaqué par les 1.500 cavaliers menés par l'Emir et ses khalifas Mohamed Bouhmedi Oulhaci et Mustapha Ben Touhami. La colonne Montagnac est presque entièrement détruite et une centaine d'hommes faits prisonniers. Le capitaine Dutertre, fait prisonnier, est amené devant le mausolée de Sidi Brahim pour exiger la reddition et la vie sauve des chasseurs qui s'y sont réfugiés. Avant d'être mis à mort, il aura le temps d'exhorter les survivants à se battre jusqu'à la mort. Le capitaine de Chargère et le lieutenant de Raymond sont tués, le sous-lieutenant Larrazet et le commandant de Cognord seront faits prisonniers. A l'aube du 3^e jour, le capitaine Géreaux, seul officier qui n'a pas été tué avec le lieutenant Chappedelaine, sortira du mausolée de Sidi Brahim avec ses soldats pour se diriger vers Djemaâ-Ghazaouet. À quelques kilomètres du camp, la troupe ne peut résister à l'affrontement contre des combattants des Ouled Ziri. Le capitaine Géreaux sera tué et de ses 82 hommes, 11 seulement survécurent, dont un hussard (In : Cavai-



gnac, «Rapport Militaire»). C'est durant la bataille de Sidi Brahim que l'Emir reçut la seule blessure sérieuse durant ses 17 années de djihad, blessure au lobe de l'oreille droite par le ricochet d'une balle perdue. Il fit une prière à 2 genouflexions sous un olivier qui existe toujours. Après avoir sécurisé l'endroit, les troupes françaises ont récupéré les restes des soldats et ont construit un tumulus en pierre avec un peu de maçonnerie par le 2^e Zouave. En 1853, l'armée française a édifié, sur le sommet du monticule (où a péri Montagnac) connu sous le nom de «colonel Montagnac» («Tell Bouhmedi» serait plus juste). Dans la nuit du 17 au 18 mars 1888, ce monument fut totalement détruit par la foudre et reconstruit la même année avec un apport supplémentaire de 2m, donc il fait maintenant 7m50. Lobélique existant sur la «place d'Armes» d'Oran a été édifié en 1898 à la mémoire des soldats français tombés à Sidi Brahim (œuvre du sculpteur français Jules Dalou) et inauguré en grande pompe le 23 septembre 1898. A l'indépendance, l'effigie de l'Emir Abd-El-Kader fut scellée sur les quatre faces du monument.

Les restes des soldats français tombés à Sidi Brahim furent rassemblés dans un ossuaire appelé «tombeau des braves» qui se trouvait sur les bords de la rivière que longe la vieille route conduisant de Ghazaouet à Nedroma, au pied de l'escarpement qui sert de rempart au village des Ouled Ziri, entre la route et la rivière, nommée en cet endroit Oued El-Messa. C'est dans le ravin proche que les rescapés de la «bataille de Sidi Brahim» furent achevés, le 26 septembre 1845, à coups de batte par les femmes des Ouled Ziri (dont l'héroïne El-Âfia qui sera déportée). En 1962, les restes seront ramenés en France et en 1965, ils seront déposés dans le musée des chasseurs dans le vieux fort de Vincennes.

Sources :
Pierre Givaudon, «Eugène Cavaignac (1802-1857)», Bulletin de la Sabix. Société des amis de la Bibliothèque et de l'Histoire de l'École polytechnique, n° 48, 1^{er} juin 2011, pp.73-78.
Pierre Caron, «Lt Paul Azan, Récits d'Afrique. Sidi Brahim, 1905», Revue d'Histoire Moderne & Contemporaine, vol. 7, n° 8, 1905, pp.629-631.

«Notice manuscrite sur le combat de Sidi Brahim» du capitaine Guénard, officier adjoint du bureau arabe de Djemaa El Ghazaouet.

Archives du 7^e bataillon de chasseurs alpins de Bourg-Saint-Maurice.

Camille Leynadier et Bertrand Clauzel, «Histoire de l'Algérie française», 1846, p.403)

de l'insurrection de 1871, proclame avec force que «la race supérieure, porteuse d'une civilisation, était autorisée à massacer la race inférieure dans son propre intérêt». C'était une théorie officielle qui couvrait naturellement tous les méfaits et tueries collectives commis en terre conquise.

Personne n'avait honte de le cacher. Plus on tuait d'arabes, plus on avait la chance de gravir les échelons de la hiérarchie militaire. Gabriel Esquer a, au début du 19^e siècle, fait publier de gros volumes contenant les correspondances d'officiers supérieurs. Louis Veuillot reconnaissait à l'Emir son humanisme. Gouyon et son épouse ont eu cette intégrité intellectuelle de dire des vérités que leur imposa la forte personnalité de l'Emir Abd-El-Kader (In : Les Français en Algérie», p.186. Cité par Cheikh Bouamrane). Les correspondances des généraux français eux-mêmes nous renseignent sur la guerre d'extermination menée par l'armée française : «Nous tirons, peu de coups de fusils, nous brûlons tous les douars, toutes les villes, toutes les cahutes... On ravage, on brûle, on pille, on détruit les maisons et les arbres. Pour chasser les idées noires qui m'assiègent quelquefois, je fais couper des têtes» (Saint Arnaud). Un historien français socialiste n'a pas hésité à écrire : «Les généraux élèvent la dévastation à la hauteur d'une doctrine. Ils ne brûlèrent pas le pays en cachette et ne massacrèrent pas les ennemis en faisant des tirades humanitaires.

Ils s'en firent gloire, tous». Le général Pélissier enfermera 500 hommes, femmes et enfants de la tribu des Ouled-Riah dans une grotte et les fera périr par asphyxie, «enfumés comme des bêtes puantes». Bugeaud, qui avait en 1845 ravagé plusieurs villages kabyles, accusés d'avoir seulement donné l'hospitalité à l'Emir, avouait avec la franchise du soldat têtu : «Nous avons beaucoup détruit, peut-être me traiteront-on de barbare. Mais je me place au-dessus des reproches de la presse quand j'ai la conviction que j'accomplis une œuvre utile à mon pays».

L'Algérie éprouvait toute la force de la civilisation européenne, mais d'une civilisation entièrement dépourvue de cette charité qui devait en être la marque.

*Dr.

MILA

Les hammams autorisés à reprendre leurs activités

Le wali de Mila, Abdelouahab Moulay a décidé d'autoriser la reprise de l'activité des infrastructures thermales de la wilaya à travers l'autorisation de l'exploitation des hammams avec des pièces individuelles, alors que l'interdiction de l'activité des hammams ayant des espaces collectifs reste de mise, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya. La décision a été prise au cours de la réunion hebdomadaire de la cellule de wilaya de lutte contre le coronavirus qui s'inscrit dans le cadre du suivi périodique de la situation épidémiologique dans la wilaya, a-t-on indiqué, précisant que la réunion tenue dimanche soir a été présidée par le chef de l'exécutif local en présence des membres de la commission sécuritaire élargie. La déci-

sion a été prise suite au recul du nombre des contaminations par le coronavirus à travers les différentes communes de la wilaya, a indiqué la même source, soutenant que le reste des mesures préventives déjà imposées pour limiter la propagation du virus «restera de mise» malgré l'amélioration de la situation sanitaire. En outre, il a été, décidé de prolonger de 10 jours supplémentaires la suspension des actes de mariage et de renforcer l'application des mesures répressives par les services de sécurité à l'encontre des citoyens indisciplinés notamment en ce qui concerne les fêtes et les regroupements.

Selon les services de la wilaya, il a été également décidé de poursuivre l'application rigoureuse des mesures préventives dans les magasins, les

moyens de transport, les mosquées et même à l'intérieur des administrations et des établissements publics accueillants les citoyens. Ceci, outre l'intensification des opérations de contrôle et d'inspection s'agissant du respect de l'application du protocole sanitaire et le total respect du port de masque pour les travailleurs dans les magasins et les structures commerciales et les citoyens fréquentant ces lieux. La poursuite de la campagne élargie de vaccination et la sensibilisation des citoyens à ce sujet, ont été parmi les points évoqués au cours de cette réunion mise à profit pour mettre l'accent sur l'importance de vacciner les personnels des secteurs de l'éducation nationale, de la formation et de l'enseignement professionnels et de l'enseignement supérieur.

KHENCHELA

Plus de 170 bus de transport scolaire pour les zones d'ombre

La Direction de l'Education de Khencela a mobilisé 171 bus de transport scolaire au profit des élèves issus des zones d'ombre, en collaboration avec les assemblées populaires communales (APC) et la Direction de l'action sociale (DAS), a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya. Dans le cadre du programme visant l'amélioration des conditions de scolarisation dans les groupements ruraux, il a été ainsi procédé à la mobilisation de 171 bus de transport scolaire depuis mardi dernier, au service de plus de 10.000 élèves issus des zones d'ombre relevant de 20 communes de la wilaya de Khencela, a déclaré à l'APS l'attaché au cabinet du wali chargé du suivi du dossier de l'éducation et

de l'enseignement, Kamel Hakas. Une enveloppe financière de huit (8) millions DA a été mobilisée par les services de la wilaya de Khencela pour louer 38 bus auprès de privés et couvrir le déficit en matière de conducteurs de bus de transport scolaire enregistrés à cause du gel du recrutement dans ces postes depuis 2014, a souligné M.Hakas qui a indiqué que les bus loués viendront s'ajouter aux 133 bus des communes et de la DASS qui seront mis à la disposition des élèves des zones enclavées.

Les bénéficiaires des cantines scolaires (repas chauds) au titre de la saison scolaire 2021-2022 a atteint les 57.000 élèves issus des zones d'ombre à travers 20 communes de la wilaya, selon le même responsable qui

a rappelé à ce sujet l'instruction des ministères de l'Education nationale, et de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire. La Direction de l'Education nationale de Khencela a validé 41.881 dossiers d'attribution de primes scolaires au profit des élèves démunis, selon M.Hakas qui a fait état du versement d'un montant estimé à 5.000 DA dans les comptes postaux des parents de 39.275 élèves en attendant l'achèvement de l'opération avant la fin de la semaine en cours. Une enveloppe financière de plus de 210 millions DA a été réservée pour garantir l'attribution de la prime scolaire pour les élèves démunis, les orphelins et les enfants des familles à faible revenu avant la rentrée scolaire 2021-2022.

GUELMA

Ouverture de dix points de vente de lentilles et de pois chiche

La Coopérative de céréales et légumes secs (CCLS) de la wilaya de Guelma a ouvert 10 points de vente de lentilles et de pois chiche au profit des consommateurs, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale du Commerce. La direction a informé, par communiqués et sur les réseaux sociaux, les citoyens de l'ouverture de nouveaux points de

vente de lentilles et de pois chiche à des prix compétitifs, après la récente augmentation des prix de ces deux produits alimentaires, a-t-on indiqué de même source. L'initiative s'inscrit dans le cadre des efforts visant le soutien du pouvoir d'achat des citoyens et l'encouragement à la consommation du produit local, a-t-on ajouté, faisant savoir que les prix proposés

au niveau des points désignés ont été fixés à 120 DA le kg pour les pois chiches et 100 DA le kg pour les lentilles. Les points réquisitionnés par la CCLS pour l'opération sont répartis dans les villes de Guelma, Ain Reggada, Oued Zenati et Ain Makhoul, en plus des localités d'Ain Laârbi, Roknia, Medjaz Amar, Oued Fragha et Oued Cheham, a-t-on fait savoir.

Recensement du cerf de Barbarie

La conservation des forêts de la wilaya de Guelma a lancé un recensement de la population du cerf de Barbarie dans la réserve naturelle des monts de Beni Salah dans la commune de Bouchegouf, basé sur la méthode du «comptage au brame», a appris lundi auprès de cette conservation. L'opération de recensement, qui s'est déroulée les 14 et 15 de ce mois, s'inscrit dans le cadre du suivi périodique et du recensement annuel effectué par les services forestiers en coordination avec la réserve de chasse de Zeralda (Alger) et la Direction générale des forêts pour connaître les effectifs approximatifs de cet animal au niveau de la réserve qui s'étend dans la région des communes de Bouchegouf et Mjaz Sfa, à l'Est du chef-lieu de la wilaya, ont indiqué les mêmes services à l'APS. La même source a relevé que l'opération a été marquée par

la participation de spécialistes et de chercheurs des universités du 8 mai 45 de Guelma et Badji Mokhtar d'Annaba, en plus de spécialistes des conservations des forêts de Guelma, Oum El Bouaghi et Tindouf, ainsi que les présidents des Fédérations de chasse des wilaya de Guelma et d'Oum El Bouaghi. Selon les informations recueillies auprès de la même conservation, les équipes qui ont assuré le recensement s'appretent à tenir des réunions techniques pour débattre des conclusions des chercheurs et spécialistes du domaine et déterminer le nombre approximatif du cerf de Barbarie dans la réserve naturelle des monts de Beni Salah. Les résultats de ce comptage seront communiqués ultérieurement, selon les mêmes services. Selon certains spécialistes du domaine, la technique de l'écoute du brame s'appuie sur le suivi des sons

émis par les mâles à travers la répartition des équipes spécialisées dans plusieurs zones d'écoute implantées dans différents points de la réserve naturelle. Les spécialistes détaillent qu'en théorie, il est supposé que la présence de chaque cerf mâle s'accompagne de la présence de 3 femelles de la même espèce. Le conservateur des forêts de la wilaya de Guelma, Boubaker Ouadi, avait déclaré précédemment que le cerf de Barbarie a réussi à échapper aux flammes qui ont dévasté d'importantes parties de la réserve naturelle des monts de Beni Salah à la mi-août. Le même responsable a soutenu que les patrouilles menées par les services de la conservation des forêts, encadrées par les services de sécurité compétents dans la réserve, après les incendies, «n'ont trouvé aucune reste de carcasse de cerfs de Barbarie, morts ou brûlés».

BORDJ BOU ARRERIDJ

Ouverture d'une école numérique pilote

Le secteur de l'éducation de la wilaya de Bordj Bou Arreridj a été renforcé, à l'occasion de la nouvelle rentrée scolaire, par plusieurs nouvelles infrastructures et l'ouverture d'une école numérique pilote, a-t-on appris lundi des services de la wilaya. La même source a précisé que la wilaya sera renforcée par de nouvelles structures, dont un (1) lycée, six (6) classes, trois (3) collèges d'enseignement moyen (CEM), sept (7) groupes scolaires, 24 cantines scolaires, et l'équipement de 62 cantines scolaires, et ce, dans le cadre de la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales pour assurer des repas chauds dès le premier jour de la rentrée, signalant une hausse du nombre de cantines scolaires qui offrent des repas chauds à 486 cantines, au cours de la nouvelle année scolaire alors que leur nombre ne dépassait pas 30 l'année dernière. La wilaya de Bordj Bou Arreridj a également bénéficié dans le volet du transport scolaire de 81 bus offerts par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, au cours de l'année scolaire écoulée, affectés à la prise en charge des élèves vivant dans les zones d'ombre, a-t-on encore détaillé. Aussi, un montant de plus de 11 millions de dinars a été consacré au cartable scolaire, a-t-on conclu.

EL KHRoub

Un homme mortellement percuté par un camion



Un homme a trouvé la mort mardi dans la commune d'El Khroub, dans la wilaya Constantine, après avoir été percuté par un camion, a-t-on appris auprès de la protection civile (DPC).

L'accident s'est produit plus exactement dans la zone de Sidi Amor relevant de cette commune située dans la zone Sud de la wilaya de Constantine,

après avoir été percuté par un camion, a-t-on appris auprès de la protection civile (DPC). L'accident s'est produit plus exactement dans la zone de Sidi Amor relevant de cette commune située dans la zone Sud de la wilaya de Constantine,

après avoir été percuté par un camion, a-t-on appris auprès de la protection civile (DPC). L'accident s'est produit plus exactement dans la zone de Sidi Amor relevant de cette commune située dans la zone Sud de la wilaya de Constantine,

après avoir été percuté par un camion, a-t-on appris auprès de la protection civile (DPC). L'accident s'est produit plus exactement dans la zone de Sidi Amor relevant de cette commune située dans la zone Sud de la wilaya de Constantine,

après avoir été percuté par un camion, a-t-on appris auprès de la protection civile (DPC). L'accident s'est produit plus exactement dans la zone de Sidi Amor relevant de cette commune située dans la zone Sud de la wilaya de Constantine,

après avoir été percuté par un camion, a-t-on appris auprès de la protection civile (DPC). L'accident s'est produit plus exactement dans la zone de Sidi Amor relevant de cette commune située dans la zone Sud de la wilaya de Constantine,

après avoir été percuté par un camion, a-t-on appris auprès de la protection civile (DPC). L'accident s'est produit plus exactement dans la zone de Sidi Amor relevant de cette commune située dans la zone Sud de la wilaya de Constantine,

après avoir été percuté par un camion, a-t-on appris auprès de la protection civile (DPC). L'accident s'est produit plus exactement dans la zone de Sidi Amor relevant de cette commune située dans la zone Sud de la wilaya de Constantine,

après avoir été percuté par un camion, a-t-on appris auprès de la protection civile (DPC). L'accident s'est produit plus exactement dans la zone de Sidi Amor relevant de cette commune située dans la zone Sud de la wilaya de Constantine,

après avoir été percuté par un camion, a-t-on appris auprès de la protection civile (DPC). L'accident s'est produit plus exactement dans la zone de Sidi Amor relevant de cette commune située dans la zone Sud de la wilaya de Constantine,

après avoir été percuté par un camion, a-t-on appris auprès de la protection civile (DPC). L'accident s'est produit plus exactement dans la zone de Sidi Amor relevant de cette commune située dans la zone Sud de la wilaya de Constantine,

après avoir été percuté par un camion, a-t-on appris auprès de la protection civile (DPC). L'accident s'est produit plus exactement dans la zone de Sidi Amor relevant de cette commune située dans la zone Sud de la wilaya de Constantine,

après avoir été percuté par un camion, a-t-on appris auprès de la protection civile (DPC). L'accident s'est produit plus exactement dans la zone de Sidi Amor relevant de cette commune située dans la zone Sud de la wilaya de Constantine,

après avoir été percuté par un camion, a-t-on appris auprès de la protection civile (DPC). L'accident s'est produit plus exactement dans la zone de Sidi Amor relevant de cette commune située dans la zone Sud de la wilaya de Constantine,

après avoir été percuté par un camion, a-t-on appris auprès de la protection civile (DPC). L'accident s'est produit plus exactement dans la zone de Sidi Amor relevant de cette commune située dans la zone Sud de la wilaya de Constantine,

après avoir été percuté par un camion, a-t-on appris auprès de la protection civile (DPC). L'accident s'est produit plus exactement dans la zone de Sidi Amor relevant de cette commune située dans la zone Sud de la wilaya de Constantine,

après avoir été percuté par un camion, a-t-on appris auprès de la protection civile (DPC). L'accident s'est produit plus exactement dans la zone de Sidi Amor relevant de cette commune située dans la zone Sud de la wilaya de Constantine,

après avoir été percuté par un camion, a-t-on appris auprès de la protection civile (DPC). L'accident s'est produit plus exactement dans la zone de Sidi Amor relevant de cette commune située dans la zone Sud de la wilaya de Constantine,

après avoir été percuté par un camion, a-t-on appris auprès de la protection civile (DPC). L'accident s'est produit plus exactement dans la zone de Sidi Amor relevant de cette commune située dans la zone Sud de la wilaya de Constantine,

après avoir été percuté par un camion, a-t-on appris auprès de la protection civile (DPC). L'accident s'est produit plus exactement dans la zone de Sidi Amor relevant de cette commune située dans la zone Sud de la wilaya de Constantine,

après avoir été percuté par un camion, a-t-on appris auprès de la protection civile (DPC). L'accident s'est produit plus exactement dans la zone de Sidi Amor relevant de cette commune située dans la zone Sud de la wilaya de Constantine,

après avoir été percuté par un camion, a-t-on appris auprès de la protection civile (DPC). L'accident s'est produit plus exactement dans la zone de Sidi Amor relevant de cette commune située dans la zone Sud de la wilaya de Constantine,

après avoir été percuté par un camion, a-t-on appris auprès de la protection civile (DPC). L'accident s'est produit plus exactement dans la zone de Sidi Amor relevant de cette commune située dans la zone Sud de la wilaya de Constantine,

après avoir été percuté par un camion, a-t-on appris auprès de la protection civile (DPC). L'accident s'est produit plus exactement dans la zone de Sidi Amor relevant de cette commune située dans la zone Sud de la wilaya de Constantine,

après avoir été percuté par un camion, a-t-on appris auprès de la protection civile (DPC). L'accident s'est produit plus exactement dans la zone de Sidi Amor relevant de cette commune située dans la zone Sud de la wilaya de Constantine,

après avoir été percuté par un camion, a-t-on appris auprès de la protection civile (DPC). L'accident s'est produit plus exactement dans la zone de Sidi Amor relevant de cette commune située dans la zone Sud de la wilaya de Constantine,

après avoir été percuté par un camion, a-t-on appris auprès de la protection civile (DPC). L'accident s'est produit plus exactement dans la zone de Sidi Amor relevant de cette commune située dans la zone Sud de la wilaya de Constantine,

après avoir été percuté par un camion, a-t-on appris auprès de la protection civile (DPC). L'accident s'est produit plus exactement dans la zone de Sidi Amor relevant de cette commune située dans la zone Sud de la wilaya de Constantine,

après avoir été percuté par un camion, a-t-on appris auprès de la protection civile (DPC). L'accident s'est produit plus exactement dans la zone de Sidi Amor relevant de cette commune située dans la zone Sud de la wilaya de Constantine,

après avoir été percuté par un camion, a-t-on appris auprès de la protection civile (DPC). L'accident s'est produit plus exactement dans la zone de Sidi Amor relevant de cette commune située dans la zone Sud de la wilaya de Constantine,

après avoir été percuté par un camion, a-t-on appris auprès de la protection civile (DPC). L'accident s'est produit plus exactement dans la zone de Sidi Amor relevant de cette commune située dans la zone Sud de la wilaya de Constantine,

après avoir été percuté par un camion, a-t-on appris auprès de la protection civile (DPC). L'accident s'est produit plus exactement dans la zone de Sidi Amor relevant de cette commune située dans la zone Sud de la wilaya de Constantine,

après avoir été percuté par un camion, a-t-on appris auprès de la protection civile (DPC). L'accident s'est produit plus exactement dans la zone de Sidi Amor relevant de cette commune située dans la zone Sud de la wilaya de Constantine,

après avoir été percuté par un camion, a-t-on appris auprès de la protection civile (DPC). L'accident s'est produit plus exactement dans la zone de Sidi Amor relevant de cette commune située dans la zone Sud de la wilaya de Constantine,

après avoir été percuté par un camion, a-t-on appris auprès de la protection civile (DPC). L'accident s'est produit plus exactement dans la zone de Sidi Amor relevant de cette commune située dans la zone Sud de la wilaya de Constantine,

après avoir été percuté par un camion, a-t-on appris auprès de la protection civile (DPC). L'accident s'est produit plus exactement dans la zone de Sidi Amor relevant de cette commune située dans la zone Sud de la wilaya de Constantine,

après avoir été percuté par un camion, a-t-on appris auprès de la protection civile (DPC). L'accident s'est produit plus exactement dans la zone de Sidi Amor relevant de cette commune située dans la zone Sud de la wilaya de Constantine,

après avoir été percuté par un camion, a-t-on appris auprès de la protection civile (DPC). L'accident s'est produit plus exactement dans la zone de Sidi Amor relevant de cette commune située dans la zone Sud de la wilaya de Constantine,

après avoir été percuté par un camion, a-t-on appris auprès de la protection civile (DPC). L'accident s'est produit plus exactement dans la zone de Sidi Amor relevant de cette commune située dans la zone Sud de la wilaya de Constantine,

après avoir été percuté par un camion, a-t-on appris auprès de la protection civile (DPC). L'accident s'est produit plus exactement dans la zone de Sidi Amor relevant de cette commune située dans la zone Sud de la wilaya de Constantine,

après avoir été percuté par un camion, a-t-on appris auprès de la protection civile (DPC). L'accident s'est produit plus exactement dans la zone de Sidi Amor relevant de cette commune située dans la zone Sud de la wilaya de Constantine,

après avoir été percuté par un camion, a-t-on appris auprès de la protection civile (DPC). L'accident s'est produit plus exactement dans la zone de Sidi Amor relevant de cette commune située dans la zone Sud de la wilaya de Constantine,

après avoir été percuté par un camion, a-t

BOUIRA

Douze moutons et 300 bottes de foin dévastés dans un incendie

Farid Haddouche

Douze têtes de mouton dont périr et environ 300 bottes de foin ont été calcinées dans un incendie qui s'est déclaré avant-hier en fin de journée, dans

une étable située à El Mouattie, dans la commune d'Ain Bessem, à une trentaine de kilomètres à l'ouest du chef-lieu de wilaya. Les éléments de l'unité secondaire de la Protection civile de la commune d'Ain Bessem, appuyés par

ceux de l'unité secondaire des communes de Bir Ghalou et Souk El-Khemis, sont intervenus pour éteindre le feu. Il est à déplorer la perte de 12 moutons et la destruction de 300 bottes de foin, avant que l'incendie ne soit maîtrisé.

Remise des clés à 823 bénéficiaires de logements sociaux

Le wali Abdeslam Lakhdar Ayat, a procédé, hier matin, vers 9h dans la ville de Bouira, à la remise des clefs de logements sociaux locatifs à 823 bénéficiaires concernés par l'opération de relogement. L'opération s'est déroulée au pôle urbain situé à l'entrée-nord de la ville de Bouira, dans une at-

mosphère de joie. Cette journée a coïncidé, également, avec le coup d'envoi officiel de la rentrée scolaire, donnant ainsi l'occasion au wali de s'enquérir de 3 nouvelles structures scolaires réalisées. Ces nouveaux établissements scolaires, viendraient renforcer les capacités d'accueil du secteur de l'Educa-

F. H.

466 foyers raccordés au réseau de l'électricité

Depuis le mois de juin à ce jour, la direction de Distribution de l'électricité et du gaz (SADEG) de la wilaya de Bouira a raccordé en électricité 466 foyers répartis sur plusieurs communes, nécessitant la réalisation d'un réseau de distribution de l'électricité de 36,58 km. La SADEG a précisé que «ces réalisations entrent dans les programmes du CGSCL et le complémentaire, dont 349 foyers ont été raccordés dans le cadre de la Caisse de garantie et de solidarité des autorités locales (CGSCL) et 117 foyers dans le programme complémentaire qui entre dans le cadre du programme de l'Etat.»

A noter, que parmi les villages qui ont bénéficié du programme de la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales (CGSCL), se trouvent Beni Ikhlef, Ouled Brahim, Igrourej et Raffour au nord de la commune de M'chedallah, (43 foyers), Samaâne dans la

commune de Ait Laâziz (47 foyers), Ouled Ali dans la commune d'Ain Turk (34 foyers). Chaâbet Yakhlef dans la commune d'Aomar (66 foyers), Bsibsa dans la commune de Zbarbar (23 foyers). Ghorifa dans la commune de Guerrouma (20 foyers), Tazrout dans la commune de Bouderbala (22 foyers), Ouled M'henni dans la commune d'Oued El Berdi (49 foyers), Houari dans la commune de Chorfa (7 foyers), El Guettar dans la commune de Kaduria (15 foyers), Kheraba dans la commune de Maâla (7 foyers), Cité Saadi Moussa, dans la commune d'Aomar centre (07 foyers), Zekour, dans la commune d'El Hakimia (5 foyers). Et Centre Beni Slim, dans la commune d'Ain Laloui (04 foyers). Quant au programme complémentaire de l'Etat, il a comporté les villages de Besbaa-Ghelta, Ouled Amar, Ouled Belgacem, Elhieb, Ben S'haba, Kaf Lahmar,

F. H.

Suppression des pénalités de retard des cotisations à la CASNOS

Une mesure qui vient à coup sûr alléger les peines, qu'endurent les cotisants, notamment pendant la manifestation de la pandémie du Covid 19, qui a mis à mal leurs activités, en freinant leurs productivités et bénéfices, de manière pesante. M. El Oualid Khirani directeur de la CASNOS de la wilaya de Bouira, nous dira à ce sujet « C'est une mesure exceptionnelle d'exonération des majorations et des pénalités de retard pour tous les non-salariés. Les bénéficiaires sont ceux qui n'ont pas encore déclaré leurs activités à la CASNOS, ou les adhérents débiteurs » Sur la question de savoir comment bénéficier de ses mesures, notre interlocuteur nous éclairera sur ce point « soit l'assujetti

se présentera pour payer toutes les cotisations avec l'exonération des majorations et pénalités de retard à 100 %. Quant à celui qui ne peut pas payer en une seule fois, il pourra négocier un échéancier de paiement et cela avant le 31 janvier 2022. » S'agissant du guichet itinérant, ce dispositif est conçu d'après les arguments formulés par ce responsable à « améliorer la qualité des prestations, assurer une proximité aux assurés sociaux des localités lointaines, couvrir un maximum d'espace du territoire du pays, éviter aux assurés sociaux les désagréments des déplacements et satisfaire les demandes des assurés sociaux » Autrement, les principales missions relèvent de « la constitution de

dossiers, affiliation, paiement des cotisations, canal banque-ccp, délivrance de décisions et attestations, réception des dossiers médicaux et fichiers des pharmaciens, Cartes Chifa (réception dossiers, mise à jour et remise de cartes), réception des demandes d'invalidité et de retraite, renouvellement des pièces des dossiers de retraite et d'invalidité et réception de recours. »

Par ailleurs, l'agence CASNOS de Bouira, en plus d'avoir une annexe au chef-lieu de wilaya, pour les prestations, retraites et contrôle médical, elle dispose encore de 4 structures annexes situées dans les 4 grandes daïras, à savoir : Aïn Bessem, Sour El Ghozlane, M'chedallah et Lakhdaïnia. F. H.

TIZI-OUZOU

Des dons du CRA pour des structures de santé et des familles vulnérables

Des dons au profit des structures de santé et des familles vulnérables de la wilaya de Tizi-Ouzou, ont été remis lundi par le Croissant-Rouge algérien (CRA), en prévision de la rentrée sociale, a annoncé la présidente de cette organisation humanitaire. Mme Saïda Benhabyles, qui s'est rendue dans la wilaya de Tizi-Ouzou pour superviser cette opération de solidarité a indiqué que ces dons sont composés de 10 concentrateurs d'oxygène, d'un groupe électrogène (d'une puissance de 40 KVA) et de 5 fauteuils roulants, destinés à des structures de santé de la wilaya qui ont exprimé un besoin en la matière. A cela s'ajoute un autre don composé de 100 tapisseries scolaires (cartables avec fournitures scolaires) et 100 colis alimentaires au bénéfice des familles vulnérables, a-t-elle ajouté. Elle a annoncé que cette opération de solidarité organisée à Tizi-

Ouzou marque le lancement d'une caravane de solidarité qui va sillonna l'ensemble des wilayas du pays pour la distribution de dons similaires, avec, en plus, 20 tentes au profit des nomades. Revenant sur les actions entreprises dans le cadre de la pandémie de la Covid-19, elle a rappelé que le CRA, à travers ce comité local, a contribué, aux côtés des organisations de la société civile et des bienfaiteurs, à l'acquisition de générateurs d'oxygène au profit des hôpitaux de Larbaâ n'Ath Irathen, Draâ El Mizan, Tizi-Ouzou et Boghni. « Au titre de ces efforts, le comité du CRA de Tizi Ghenif s'est mobilisé et a collecté des dons pour l'acquisition d'un autre générateur d'oxygène qui sera réceptionné d'ici lundi » a-t-elle dit, soulignant qu'un total de 19 générateurs d'oxygène ont été remis par le CRA au profit des établissements de santé, à travers le territoire national. Mme Benhabyles qui a procédé au lancement de cette opération de solidarité, à partir du siège de la wilaya, en présence des autorités locales, a insisté sur l'importance de la transparence dans la gestion des opérations de solidarité, soulignant que « la transparence dans ce type d'initiatives permet d'avoir de la crédibilité qui, à son tour, permet de développer la culture de la solidarité », a-t-elle insisté. Elle a rappelé que « toutes les actions de solidarité entreprises par le CRA, depuis 2014, ont été initiées grâce aux dons de bienfaiteurs et d'opérateurs économiques, sans faire appel à l'argent du contribuable ». Elle a, en outre, souligné l'attachement du CRA « à la stabilité, l'intégrité territoriale et à la sécurité du pays, ainsi qu'à l'unité du peuple algérien, car sans cela on ne peut pas jouir d'une situation humanitaire digne », a-t-elle affirmé.

ALGER

Rentrée sociale : un programme de transport spécial par L'ETUSA



Ph.: Arch.

L'établissement public de Transports urbain et suburbain d'Alger (ETUSA) a annoncé, lundi dans un communiqué, avoir établi un programme de transport spécial pour la rentrée sociale qui a débuté, hier mardi, de 5h30 jusqu'à 19h30. «En prévision de la rentrée so-

ciale 2021-2022, l'Etablissement public de Transports urbain et suburbain d'Alger (ETUSA) a établi un programme de transport spécial à partir du 21 septembre 2021», a précisé la même source. Dans le cadre de ce programme, «les horaires de transport ont été fixés durant cette période de 05h30 pour le premier départ et 19h30 pour le dernier avec une fréquence de 30 à 40 minutes», a ajouté le communiqué. A cette occasion, l'ETUSA a réitéré à ses usagers «l'importance du port du masque et le respect du protocole sanitaire tout au long du trajet».

Horaires des prières pour Alger et ses environs

15 safar 1443

El Fedjr
05h09Dohr
12h41Assar
16h08Maghreb
18h48Icha
20h07

Programme de modernisation de la ville Vers l'aménagement des quartiers touchés par des relogements

Après le site de Batimate Taliane et celui de Ras El Ain, des études seront lancées pour l'aménagement d'autres assiettes foncières récupérées après les relogements des familles du vieux bâti et des bidonvilles, a-t-on appris hier auprès des services de l'APC d'Oran.

J. Boukraa

Ces opérations s'inscrivent dans le cadre des Jeux méditerranéens de 2022 prévus à Oran et du programme de modernisation de la ville. Nos sources indiquent que des bureaux d'études spécialisés en la matière seront retenus à l'issue d'un avis d'appel d'offres qui sera lancé prochainement. Il s'agit de certains sites où des assiettes foncières ont été récupérées après les démolitions, entre autres à Derb, Sidi El Houari, El Hamri, Es-Seddkia...

Selon les mêmes sources, ces travaux seront réalisés en prenant en considération les aspects spécifiques de chaque quartier, notamment en matière de préservation du cachet architectural.

Il y a lieu de signaler qu'une étude de technique d'évaluation des coûts des travaux a été réalisée il y a plus de trois années.

Selon nos sources, l'étude élaborée par les services techniques de la wilaya concerne, dans un premier temps, les quatre quartiers de Haï Derb, Medioni, El Hamri et Sidi El Houari qui ont connu d'importantes opérations de relogement ces trois dernières années.



Nos interlocuteurs affirment que le projet de réhabilitation de ces quartiers, tout comme la réhabilitation du vieux bâti, tient à cœur aux autorités de la wilaya. Une première étude établie par la commission de classement des immeubles par degré de vétusté a déjà arrêté le nombre de logements à réhabiliter dans ces quartiers.

Concernant l'évaluation du coût des travaux de ces quatre quartiers, nos sources indiquent qu'il leur avoisine les 15 milliards de DA. A ce titre, la réhabilitation du quartier d'El Hamri a été évaluée à quelque 8 milliards de DA, celle de Medioni à 2 milliards de DA, Haï Derb à 850 millions de DA et enfin Sidi El Houari à 4 milliards de DA. Dans ce quartier, d'ores et déjà une opération pilote de réhabilitation de 24 immeubles a été retenue par la wilaya. Les mêmes sources signalent, par ailleurs, que la commission chargée de la classification des immeubles par degré de vétusté a procédé au classement des immeubles dans les

quartiers de Sidi El Houari et El Hamri, concernés par un programme spécial de réhabilitation. Ces deux quartiers, qui avaient bénéficié d'une enveloppe spéciale pour une réhabilitation totale, dans le cadre du programme supplémentaire de développement, ont été les premiers quartiers ciblés par la commission.

Il est à souligner que le nombre prévisionnel de logements à expertiser dans les communes d'Oran : Mers El Kébir et Arzew est estimé à 54.500 logements. Pour la commune d'Oran, il est prévu l'expertise de 50.000 logements, alors que les 4.500 logements restants sont répartis entre les communes d'Arzew et Mers El Kébir. Signalons enfin que d'autres opérations sont programmées au niveau des grands boulevards périphériques et les entrées principales de la ville d'Oran. Nos interlocuteurs signalent qu'il s'agit d'un projet initié deux années auparavant mais qui n'a pu être concrétisé faute de moyens financiers.

Rue des Aurès ex-La Bastille Une tentative de squat d'une bâtie désaffectée avortée

K.Assia

Une tentative de squat d'une bâtie vieux bâti désaffectée située dans le quartier des Aurès ex-Bastille a été avortée par les services de la délégation communale El Emir en collaboration avec les services de la 16^e sûreté urbaine. Les personnes impliquées, des marginaux, avaient percé un trou dans le mur de cette bâtie et dont les occupants ont été relogés dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire pour s'introduire et la transformer en squat illicite. Sur ce, ils ont été interpellés et des procédures ont été prises à leur encontre. Le mois d'août dernier, deux tentatives de squat d'espaces publics ont été avortées dans le centre-ville par les mêmes services.

La première opération a ciblé la rue Serrar Mohamed dans le quartier de Saint Pierre où un mur en parpaings avait été érigé pour la construction d'une habitation illicite, pas loin de l'ancien siège de la 17^e sûreté urbaine.

La deuxième opération avait été menée au niveau du passage Clauzel à la rue Khémisti par les agents de la délégation sus-citée en collaboration avec les services de la Police de l'urbanisme et de la protection

de l'environnement (PUPE). En juin dernier, les mêmes services ont stoppé des travaux d'extension et d'aménagement d'un kiosque que son propriétaire avait entrepris sans aucune autorisation des services concernés à la place Commandant Majdoub (ex-place Hoche). Par ailleurs, plus d'une vingtaine de constructions illicites et d'extensions anarchiques ont été démolies en une année au centre-ville, selon un bilan des services concernés. Toujours dans le cadre de cette lutte sans merci contre l'occupation illicite de l'espace public, plusieurs opérations d'assainissement de la voie publique sont menées et ont permis de démanteler plus d'une quarantaine d'obstacles entre bornes en béton, obstacles, chaînes, plaques publicitaires et autres plaques accrochées aux troncs d'arbres et aux poteaux électriques. Les responsables ont également démantelé 20 panneaux publicitaires installés sans aucune autorisation. Pour celles qui sont placardées également, des réflexions sont à présent faites pour leur changement de site notamment au boulevard de l'ALN ex-front de mer. Outre le déboulonnement et l'enlèvement de ces plaques installées sans autorisation, les agents ont procé-

La formation professionnelle mise sur l'apprentissage 11.685 postes offerts pour la session d'octobre

J. Boukraa

pour passer d'un niveau à un autre, ainsi que 625 postes dans les établissements privés. Aussi, 3.755 postes de formation qualifiante ont été offerts dont 650 pour la femme au foyer et 510 pour le milieu carcéral.

Le secteur de la formation professionnelle a mobilisé tous les moyens humains et matériels nécessaires pour la réussite de la prochaine rentrée. Pour cette session, la direction de la formation professionnelle de la wilaya d'Oran a indiqué qu'au total 24.780 apprenants sont attendus dont 11.842 reconduits et 11.685 nouveaux stagiaires, a-t-on appris de M. Aimeur, directeur du secteur à Oran. Notre interlocuteur a indiqué qu'avec 29 établissements la capacité théorique est de 8.400 postes. Mais sur le terrain la réalité est tout autre, dans chaque session le nombre d'apprenants oscille entre 20.000 et 25.000. Le point fort de la wilaya d'Oran est le tissu industriel, le tissu de service et hôtellerie, entre autres. Ce potentiel encourage l'insertion des stagiaires dans le cadre des stages pratiques et dans le cadre de l'apprentissage. C'est pour cela que la formation professionnelle mise sur l'apprentissage, puisque 70% des demandeurs sont orientés vers l'apprentissage.

Ainsi et pour la prochaine session, la direction de la formation professionnelle de la wilaya a offert plus de 11.685 nouveaux postes pédagogiques et a ouvert de nouvelles spécialités.

Pour ce qui est des détails, notre interlocuteur a indiqué que 7.930 nouveaux postes pédagogiques ont été offerts par la direction de la formation professionnelle de la wilaya dans le cadre des formations diplômantes. Il s'agit de 1.440 postes de formation résidentielle, 4.380 postes en apprentissage et 1.375 autres de formation à distance dans le cadre des cours du soir, en plus de 80 postes nouveaux de formation en «passerelles», une offre de formation spéciale aux employés.

Pour la scolarisation des déficients mentaux Ouverture d'une dizaine de classes intégrées

La direction de l'action sociale de la wilaya d'Oran compte ouvrir une dizaine de classes intégrées au profit d'enfants souffrant de formes légères de déficience mentale, à partir de cette rentrée scolaire, a-t-on appris lundi de son directeur Mohamed Fedala. Quelque 41 classes ont été déjà ouvertes au cours des années écoulées dans différents établissements scolaires de la wilaya pour accompagner des enfants souffrant de difficultés d'apprentissage à cause de certains troubles ou déficience, a précisé le même responsable. Les autistes dont le nombre ne cesse de croître seront intégrés dans ces classes, qui accueillent un nombre réduit d'élèves - parfois 6 ou 7 - pour pouvoir les accompagner dans leur appren-

pratissage, a-t-il encore expliqué. «Nous ouvrons ces classes intégrées suivant la demande», a fait savoir ce responsable, ajoutant que le travail se fait en collaboration avec la direction de l'éducation qui met à disposition les classes alors que la DAS engage l'équipe pédagogique. Sur un autre volet concernant la rentrée scolaire, Mohamed Fedala a indiqué que quelque 6.000 cartables contenant les fournitures scolaires seront distribués au profit d'enfants démunis. Alors que pas moins de 100.000 familles sont inscrites sur les listes des aides, la DAS a lancé une campagne de collecte de dons pour venir en aide à un plus grand nombre d'élèves pour leur offrir des cartables et des fournitures scolaires, a-t-il encore noté.

Arzew Chute mortelle d'un pompier

Une jeune pompier a été victime d'une chute mortelle avant-hier au niveau du lieu-dit El Aaricha dans la commune d'Arzew. Agé de 34 ans et père d'une petite fille, l'infortuné a chuté d'une falaise alors qu'il s'adonnait à sa passion qui est la pêche. La victime exerçait au niveau de l'université secondaire de la protection civile d'Arzew.

J.B.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

BOUTEFLIKA Souad, 61 ans, Bir El Djir
KADRI Djamila, 44 ans, Yaghmoracen
MENKOURI Med, 88 ans, Hassi Bounif
KHALFI Sâada, 94 ans, Les Planteurs

Horaires des prières pour Oran et ses environs

15 safar 1443				
El Fedjr 05h26	Dohr 12h56	Assar 16h24	Maghreb 19h04	Icha 20h22



MOSTAGANEM

Un bout de paradis dans une jungle de béton

Vendredi 17 septembre, il est 16h passées. Les plagiastes désinstallent les dernières tentes, signifiant aux vacanciers que la saison estivale est terminée. Cette année, le confinement a fait du bien à la mer comme régénérée et plus propre.



El-Houari Dilmi

Les enfants comme les adultes barbotent dans une eau calme et limpide, sous le regard des surveillants de baignade, nombreux cette année. Sous un parasol aux couleurs bariolées, des jeunes aux allures de bodybuilders, tapotent sur leurs téléphones portables en poussant des jurons à la cantonade. C'est dans ce petit bout de paradis, à l'extrême Est de la wilaya de Mostaganem, le réseau n'existe pas, « même pas une station 4G » se désole un vacancier venu de Boumerdès avec sa petite famille. De Mostaganem jusqu'à la plage de Bahara, à cheval avec la wilaya de Chlef, les villages côtiers du littoral mostaganémois filent du mauvais coton à cause d'une saison estivale gâchée par la pandémie du Covid-19, pour la deuxième année consécutive. Une vue splendide sur la grande bleue s'offre à notre regard dès l'entame de la descente de la localité de Sidi Ali en direction de Sidi Lakhdar. La ville du saint patron des lieux, Sidi Lakhdar Benkhlof, grouille de monde en ce début SEPTEMBRE. Les rues sont animées et les commerces bien achalandés, surtout les fruits de saison disponibles à profusion. La voie large qui relie la localité de Sidi Lakhdar jusqu'à la plage de Bahara, à la limite de l'entrée de la wilaya de Chlef, en passant par Khadra et Achaacha, est en bon état, permettant à notre véhicule de rouler à vive allure en totale sécurité. Des vergers s'étaisent à perte de vue dès l'entrée de la localité de Khadra, connue pour ses anciennes cuves à vin qui occupent une bonne partie du paisible patelin. La mer est calme et le ciel scintillant d'un magnifique bleu azur.

LES CONSTRUCTIONS ILLICITES PROLIFÈRENT

Le paisible village rural de Bahara, relevant administrativement de la commune de Ouled Boughalem, est un peu plus fréquenté, comparé à l'année dernière vide. «Cette année, les choses vont un peu mieux par rapport à l'année dernière où nous avons vécu une saison blanche à cause du satané coronavirus», nous

confie un commerçant d'alimentation générale, implanté le long du boulevard qui traverse de part en part le village de Bahara. «Ce n'est que vers début août que les choses ont commencé à bouger; nous gagnons notre vie durant les trois mois de l'été, cette année, le manque à gagner s'est encore fait sentir durement sur tout le village», poursuit-il, en soupirant. Village côtier entièrement dédié au tourisme balnéaire, la localité de Bahara dégage un calme olympien. La circulation automobile y est très faible et son cachet pittoresque donne à la petite ville balnéaire un air de petit paradis sur terre. Ici, presque tout le parc immobilier est dédié à la location : des motels plus ou moins huppés jusqu'aux habitations juchées à flanc de montagne, on peut trouver où chercher pour quelques jours avec une grande facilité, et à des prix défiant toute concurrence. Pour un deux-pièces salon au milieu d'un vaste verger, les tarifs ont descendu cette année jusqu'à 2500 DA la nuitée, avec pratiquement toutes les commodités, comme l'eau courante, le gaz butane, et même du pain maison et autres fruits de saison offerts gratuitement par les généreux propriétaires des lieux. Mais seule ombre à ce tableau idyllique, la prolifération des constructions illégales. Plus de 105 habitations érigées au mépris de toute norme urbanistique, par des gens étrangers à la région ont été démolies, sur décision de la commune de Ouled Boughalem. Divisée en quatre plages, Bahara dispose d'autant d'accès à la mer, avec un sable fin et surtout très propre... Autre motif de satisfaction, la disponibilité du poisson en grandes quantités dans les marchés locaux. A Ouled Boughalem, il y a foule au marché de la ville. Un vendeur à la criée propose de la sardine à 200 DA le kilo, une aubaine pour les estivants qui se gavent de fruits de mer.

LA HARGA POUR FUIR LE VIDE

A quelques encablures de Bahara, on tombe sur la commune d'El Guelta, dépendant administrativement de la wilaya de Chlef. Ici, les rues sont TOUJOURS plus animées et les

commerces nombreux. On y trouve de tout, un parterre de bric et de broc tapisse une partie du centre-ville, avec des produits divers proposés à la vente, de la viande et des fruits et légumes jusqu'aux ustensiles de cuisine, articles d'habillement ou encore les articles de pêche. Dans cette paisible localité entièrement dédiée aux plaisirs de la mer, les immigrés y sont nombreux. « Mais cette année encore, ils ne sont pas venus à cause du maudit virus de corona », tempête un légumier, proposant des figues appetissantes à prix cassé. « Chaque année, nos immigrés viennent chargés de produits en tous genres qu'ils revendent ici à des prix défiant toute concurrence, mais cet été, c'est encore la sécheresse », soupire-t-il. Une vingtaine de kilomètres plus loin, en direction de la ville portuaire de Ténès, nous atteignons la localité d'El Marsa, connue pour sa marina et son petit port de pêche. Ses plages de galets sont un véritable régal pour les yeux. Une mer calme, un peu grâce à d'immenses brise-lames formés par des blocs de béton, qui agissent comme des lignes de défense efficaces contre les assauts de la mer. Au large, un spectacle magnifique offert par ces fermes aquacoles à la surface de l'eau, des sortes de bassins et cages aux couleurs chatoyantes, servant à l'élevage de poissons comme la dorade, à quelques dizaines de mètres du rivage. Sur le chemin du retour vers Bahara, des petites fillettes, belles et souriantes, offrent du pain maison sur le bord de la route. D'autres vendent du maïs grillé à 50 DA/pièce. Le soleil s'apprête à rejoindre sa cache, quand nous atteignons les plages de Decheria, occupées par des amoureux des beaux couchers de soleil pour bien terminer la journée, ou encore les morandus de la pêche à la ligne, juchés sur des rochers le long du rivage. Un silence sidéral plane sur le village de Bahara à la tombée de la nuit. Ce hameau, assis sur deux wilayas, Mostaganem et Chlef, pleure ses nombreux enfants qui ont traversé la Méditerranée en quête d'un chameau Eldorado. Beaucoup y ont laissé leurs vies, jetant comme un voile de tristesse sur les bons et généreux habitants de Bahara.

BECHAR

Le laboratoire vétérinaire régional inauguré

Un laboratoire vétérinaire à vocation régionale (Sud-Ouest) a été officiellement inauguré mardi à Bechar par les autorités de la wilaya, en présence des responsables du secteur de l'Agriculture et du développement rural.

Cette nouvelle structure de santé animale, qui s'étend 3.890 m² dont 900 m² bâties et qui a nécessité un investissement public de 100 millions DA au titre des efforts de consolidation de la politique nationale de santé animale et de santé publique vétérinaire pour l'accroissement des productivités agricoles et le développement de la sécurité sanitaire alimentaire dans les régions du sud du pays, est dotée de plusieurs services et salles spécifiques, selon sa fiche technique.

Il s'agit notamment des salles de préparation des échantillons, d'analyse sérologique, de parasitologie, de virologie, d'autopsie, de préparation des milieux, de bactériologie médicale et d'autres services spécialisés, en plus d'une animalerie de 96 m² et d'un bloc administratif et de

chambres d'hôtes, selon le même document.

Implanté au quartier de Bechar-Djedid (Sud de la commune de Bechar) et devant rayonner sur l'ensemble de la région du sud-ouest, ce laboratoire a pour principales missions le diagnostic des pathologies animales et le contrôle de qualité et de salubrité des produits alimentaires d'origine animale destinés à la consommation humaine et de l'alimentation de bétail.

Il a aussi pour mission la sensibilisation et l'éducation sanitaire des éleveurs et des consommateurs en matière de prévention de santé animale et de santé publique vétérinaire, ont indiqué des responsables locaux du secteur.

Des spécialistes et des techniciens spécialisés assureront les missions quotidiennes de cette nouvelle structure de santé animale, appelée à être aussi un outil important d'accompagnement des opérateurs économiques lors d'échanges commerciaux, notamment à l'exportation vers les pays de l'Afrique, ont-ils souligné.

MASCARA

Des voleurs de cheptel arrêtés

Mohamed Belkacir

Des malfaiteurs ont attaqué, en fin de semaine dernière, une bergerie dans une zone déserte dans la région de Tighennif, relevant de la wilaya de Mascara. Dans la soirée de jeudi à vendredi, à 1h 30 du matin, ils se sont rendus avec une voiture légère et un camion près du douar Ouled Trani. Ils ont neutralisé le gardien, avant de faire sauter les cadenas de la bergerie et emporté 30 moutons et 40 chèvres. A la vue des gendarmes les mis en cause ont pris la fuite à pied.

Dans le camion, les gendarmes ont trouvé une carte grise et une carte d'identité, qui ont mené à l'arrestation des éléments de cette bande.

NÂAMA

Un véhicule se renverse, six blessés

Six personnes ont été grièvement blessées dans un accident de la circulation, survenu lundi soir dans la commune d'Ain Benkhelil (wilaya de Nâama), ont indiqué les services de la Protection civile dans un communiqué.

L'accident s'est produit suite au dérapage d'un véhicule et son renversement au niveau du chemin de wilaya (CW 6) à 20 km de la commune d'Ain Ben-

khelil faisant six blessés graves âgés entre 3 mois à 43 ans (deux enfants, un homme et trois femmes), a-t-on précisé.

Les éléments de la Protection civile sont intervenus pour apporter les premiers soins et évacuer les blessés vers l'hôpital «Frères Chenafa» de la ville de Mecheria.

Les services de la sûreté ont ouvert une enquête sur les circonstances de cet accident.

SIDI BEL-ABBÈS

L'état de santé de l'artiste Mohamed Hazim s'améliore

L'état de santé de l'artiste comédien Mohamed Hazim, qui a subi une chirurgie cardiaque en urgence dimanche soir au centre hospitalo-universitaire (CHU) «Abdelkader Hassani» de Sidi Bel-Abbès, s'est amélioré, a-t-on appris lundi de ses proches.

L'artiste Hazim a été transféré, suite à un malaise le week-end dernier, au CHU de Sidi Bel-Abbès, où il a subi une opération d'urgence.

Selon une source médicale, Mohamed Hazim a quitté le bloc opératoire et son état de santé commence à s'améliorer. Il suit actuellement un traitement au niveau du service de cardiologie, en attendant son total rétablissement.

L'artiste Hazim est célèbre pour sa participation à de nombreuses œuvres artistiques, dont la série «Bila Houdoud» où il formait un trio avec les humoristes Mustapha et Hamid.

Italie

Naples poursuit son sans-faute et prend la tête

Naples a pris seul la tête du Championnat d'Italie lundi grâce à sa très large victoire sur la pelouse de l'Udinese 4-0 lundi en clôture de la 4e journée. Avec 12 points, le Napoli fait carton plein et devance de deux longueurs l'Inter (2e) et l'AC Milan (3e). Après avoir légèrement subi la domination des locaux dans les vingt premières minutes, le Napoli a ouvert la marque par Victor Osimhen, déjà auteur d'un doublé salvateur en Ligue Europa face à Leicester la semaine passée (2-2).

Le Nigérian s'est cette fois contenté de pousser dans le

but un ballon qui en prenait de toute façon le chemin sur un lob du capitaine napolitain Lorenzo Insigne, lancé côté gauche par Mario Rui (1-0, 24e). Les joueurs de Luciano Spalletti, ancien coach de l'Udinese, ont rapidement doublé la mise, d'une tête aux six mètres du Kosovar Ahmed Rrahmani (2-0, 35e) sur un petit centre du Sénégalais Kalidou Koulibaly venant conclure une superbe combinaison sur coup franc. Le Napoli a ajouté deux autres buts en seconde période, le premier d'une lourde frappe du droit à la limite de la surface de Koulibaly (3-0, 52e), le dernier par

le Mexicain Hirving Lozano (4-0, 84e), entré en cours de jeu, d'une belle frappe enroulée. L'addition aurait même pu être encore plus salée pour les hommes de Luca Gotti sans plusieurs parades de leur gardien Marco Silvestri, recruté au Hellas Vérone à l'intersaison. Naples, qui avait manqué d'un cheveu la qualification pour la Ligue des champions la saison dernière en concédant le nul à domicile lors de la dernière journée face au Hellas, a pris le taurneau par les cornes en ce début de saison, en remportant ses quatre premiers matches et en inscrivant 10 buts grâce à 9 buteurs différents.

Espagne

Le Barça évite le pire grâce à Araujo



La crise est proche en Catalogne: une semaine après la gifle face au Bayern Munich (3-0) en C1, le FC Barcelone s'est fait peur lundi en clôture de la 5e journée de Liga, en décrochant un nul inespéré 1-1 au Camp Nou contre Grenade. Des blessés en pagaille, pas de stars et un résultat mitigé...

La grimace qui fendait le

visage de l'entraîneur Ronald Koeman en fin de match lundi soir résume la mauvaise passe que traverse actuellement le club catalan. Chez lui, au Camp Nou, le Barça a plié dès la 2e minute sur une reprise de la tête de Domingos Duarte au second poteau après un centre parfait de Sergio Escudero... mais a réussi à revenir dans

les dernières secondes du match, grâce à un but de la tête à la 90e du défenseur uruguayen Ronald Araujo. Un résultat inespéré vu de la tournure du match, mais qui donne un sursis à Ronald Koeman: le Barça remonte à la 7e place du classement, bien qu'il ne totalise que deux victoires après quatre matches de Liga.

FC Barcelone

Iniesta voit Xavi entraîneur



Dans un entretien accordé à Goal Espagne, l'ancien capitaine du FC Barcelone Andrés Iniesta s'est confié sur l'actualité qui entoure son ancien club vendredi dernier, coïncidant avec l'anniversaire des 25 ans de son arrivée à la Masia. Le champion du Monde 2010 a no-

tamment donné son avis sur son ancien coéquipier au Barça Xavi Hernandez, aujourd'hui sur le banc d'Al-Sadd (D1 qatarienne), et le voit bien devenir entraîneur blaugrana dans le futur. « Je pense qu'il l'est. »

Si vous me demandez si j'imagine Xavi sur le banc du

Barça, sans que cela soit mal compris comme vous dites qu'il doit l'être maintenant, tout le monde serait d'accord pour dire qu'il l'est. Surtout parce qu'il s'est préparé et qu'il est capable. Il a la confiance nécessaire pour relever ce défi», a-t-il affirmé au média espagnol.

France

Marseille se teste à Angers, Pochettino scruté à Metz

En forme olympique, Marseille se rend à Angers ce soir, lors d'une 7e journée de Ligue 1 où sera scrutée la gestion de l'entraîneur du Paris SG Mauricio Pochettino, au cœur des débats, avant d'aller défier la lanterne rouge Metz. Marseille n'en finit plus de s'enflammer pour son équipe, qui réalise un début de saison spectaculaire... et efficace.

L'OM, qui reste sur trois succès consécutifs en Championnat, pointe ainsi à cinq unités du leader parisien, en comptant un match en moins (celui à rejouer contre Nice). « Pas impossible » de gagner le titre, a même lancé samedi le défenseur Luan Peres. La bonne forme des Marseillais, illustrée par le jeu-

ne attaquant Bamba Dieng, trois buts sur ses deux derniers matches de L1, sera mise à l'épreuve d'Angers qui, aussi, a réussi son entame.

Le SCO (4e, 11 pts) occupait la deuxième place avant de connaître dimanche un brutal coup d'arrêt contre Nantes (4-1). Ce déplacement au stade Raymond-Kopa ouvre une séquence de haut niveau pour Marseille, qui enchaînera ensuite par Lens, Galatasaray (Ligue Europa) et Lille. Avoir sous ses ordres un effectif de stars ne rend pas la vie de Mauricio Pochettino plus facile. L'entraîneur du PSG occupe le centre des débats depuis qu'il a décidé de remplacer Lionel Messi à la 76e minute du choc contre

Aujourd'hui

(18h00):	Montpellier	-	Bordeaux
	Monaco	-	Saint-Etienne
	Nantes	-	Brest
	Lille	-	Reims
	Rennes	-	Clermont
(20h00):	Lens	-	Strasbourg
	Lyon	-	Troyes
	Metz	-	Paris SG
	Angers	-	Marseille
	Lorient	-	Nice

Lyon (2-1), dimanche.

La «Pulga», peu habitué à sortir en cours de match avec le FC Barcelone ou l'Argentine, a esquissé une grimace, au moment de rejoindre le banc. Une image de dépit qui a fait le tour du monde. «Parfois ça plaît, parfois non», a balayé le technicien, dont la gestion sera à nouveau scrutée, sur le terrain de la lanterne rouge Metz (20h00). «Poche» doit trouver l'équilibre pour maintenir l'excellente dynamique (6 victoires sur 6) tout en faisant souffler ses cadres, alors que se profile un choc en Ligue des champions contre Manchester City, dans une semaine. Quatre jours après les célébrations qui ont suivi le derby remporté contre Lille (1-0), le stade Bollaert-Delelis retourne au silence, ce mercredi, pour Lens-Strasbourg, joué sans spectateurs. La commission de discipline de la Ligue (LFP) a sanctionné lundi, à titre conservatoire, le club nordiste, contraint de jouer à huis clos ses deux prochains matches à domicile.

Bayern Munich L'infirmerie continue de se remplir



En plus des indisponibilités sur blessure de Corentin Tolisso et Kingsley Coman, l'infirmerie du Bayern Munich va devoir accueillir deux nouveaux joueurs touchés à l'entraînement collectif de lundi : le gardien de but Sven Ulreich et le milieu de terrain Jamal Musiala, d'après les informations de Bild. Le club bavarois n'a pas encore com-

muniqué sur ces deux blessures, à trois jours d'un déplacement sur la pelouse du promu Greuther Fürth ce vendredi.

Le portier de 33 ans a quitté la séance après un gros coup reçu sur son genou droit par le Français Michael Cuisance. Le staff médical a même dû être emmené en voiturette de golf pour lui prodiguer les premiers soins à l'infirmier.

Quant à l'international allemand de 18 ans (8 sélections), c'est un duel avec le milieu de terrain espagnol Marc Roca qui a atteint sa cheville droite, recevant immédiatement des bandages.

Une accumulation de plusieurs blessures, notamment après les pépins physiques de Serge Gnabry et de Thomas Müller en ce début de saison.

Arsenal

Riqui Puig la nouvelle cible des Gunners

Arsenal maintiendrait des contacts avec le FC Barcelone pour un éventuel transfert du milieu de terrain Riqui Puig.

En proie à des difficultés financières, le club catalan serait prêt à laisser filer son joueur pour récupérer quelques dizaines de millions d'euros. Selon des informations de Fichajes, média espagnol spécialisé sur le mer-

cato, Riqui Puig serait dans le viseur d'Arsenal. Le club londonien pourrait passer à l'action lors du prochain mercato hivernal 2022.

Le club catalan ayant laissé des indices selon lesquels il était prêt à se séparer de son jeune joueur.

D'autant que ce dernier ne semble pas faire partie des plans de Ronald Koeman. Considéré comme un

grand espoir lorsqu'il est passé de La Masia à l'équipe première, le jeune Espagnol n'a pas pu encore exploser au plus haut niveau. Mikel Arteta apprécie le profil du joueur et le voit comme le parfait successeur de Dani Ceballos. Le média espagnol indique que le jeune milieu de terrain serait disponible pour 20 millions d'euros environ.

JM 2022 - Infrastructures Le gouvernement impulse une nouvelle dynamique

Une nouvelle dynamique sera impulsée aux différents chantiers des infrastructures sportives en cours de réalisation à Oran en prévision de la 19e édition des Jeux méditerranéens (JM) que va abriter la ville l'été prochain, suite à la réunion intersectorielle tenue récemment au niveau du ministère des Finances. Confrontés depuis quelque temps à certaines contraintes d'ordre technique et surtout financier, le complexe sportif olympique et le village méditerranéen, deux importants équipements dédiés aux JM, devraient «bientôt» passer à la vitesse supérieure en matière de réalisation, assure-t-on du côté du Comité d'organisation local (COJM) que dirige l'ancien nageur algérien Salim Iles. «Il n'y a pas lieu de trop s'inquiéter au sujet de l'avancement des travaux des différentes infrastructures sportives concernées par les JM. Certaines contraintes ont été signalées, mais avec la mobilisation des pouvoirs publics pour y remédier, tout devrait rentrer dans l'ordre», a assuré le président de la commission ad-hoc chargée du suivi des infrastructures sportives au niveau du COJM, Sofiane Benchekor.

En fait, l'intérêt particulier accordé par la plus haute autorité du pays, représentée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, au dossier des JM représente un gage d'assurance pour le COJM, a encore ajouté la même source. Deux directions locales sont chargées des dossiers des infrastructures sportives dédiées au rendez-vous méditerranéen à Oran, à savoir la Direction des équipements publics (DEP) et celle de la jeunesse et des sports (DJS).

C'est vers la première instance que les yeux sont le plus braqués, étant donné qu'il s'agit du maître d'œuvre du complexe sportif olympique dont va bénéficier, prochainement, la capitale de l'Ouest à l'occasion de ces Jeux. Lancés au début des années 2010, les travaux au niveau de cette importante infrastructure sportive, confiés à une

entreprise chinoise, ont beaucoup traîné avant l'avènement du choix porté à la candidature de la ville d'Oran pour abriter la 19e édition des JM en 2015. Depuis, un virage important a été amorcé dans la réalisation de ce complexe pour qu'il soit fin prêt pour accueillir l'événement sportif régional, programmé initialement pour l'été 2021 avant qu'il ne soit décalé d'une année à cause de la crise sanitaire mondiale liée à la propagation du coronavirus.

• Les assurances du MJS

Mais ce nouveau souffle donné aux différents chantiers du complexe qui comporte, entre autres, un stade de football (40.000 places), une salle omnisports (6.000 places), un stade d'athlétisme (4.000 places) et un centre nautique de trois piscines dont deux olympiques, a été freiné souvent par des contraintes d'ordre technique et financier. La crise sanitaire mondiale a eu également son impact sur l'évolution des travaux, obligeant les services concernés à revoir à chaque fois le calendrier de la livraison des différentes unités de ce complexe. Mais à l'approche de la tenue des JM, prévus du 25 juin au 5 juillet, la sonnette d'alarme a été tirée. Les appréhensions de voir le Comité international des JM retirer à l'Algérie l'organisation de cette manifestation sportive commençaient d'ailleurs à s'emparer des Algériens, avant que le ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderrezak Sebag, ne vienne dissiper ces craintes au cours de la conférence de presse qu'il a animée récemment, soulignant que le gouvernement accordait une grande priorité à cet événement méditerranéen. Cet intérêt du gouvernement a été traduit justement par l'installation par le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmen Benabderrahmane du Comité de suivi pour la prise en charge de la levée de tous les obstacles relatifs aux JM, formé des secteurs de la Jeunesse et des Sports, du ministère de l'Habitat et du wali de la wilaya d'Oran. Le comité, su-

A ce propos, il a été annoncé, lors de la dernière session de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), la mobilisation d'une somme de l'ordre de 790 millions de dinars pour le parachèvement des différents équipements sportifs.

Tout cela devrait permettre la réception des infrastructures en question dans les délais fixés, à savoir «en fin d'année», selon une précédente déclaration à l'APS du premier responsable de la DEP, Fouad Aïssi.

• Les chantiers de la DJS sur la bonne voie

Concernant les autres opérations engagées par la DJS au nombre de treize, le directeur de cette instance, Yacine Siefi, a fait savoir que la majorité d'entre elles seront achevées en décembre prochain. «Nous avons engagé pas moins de 13 opérations au niveau des différentes infrastructures sportives relevant de notre département. Les travaux avancent avec une cadence acceptable, et nous comptons réceptionner la plupart des équipements concernés en décembre prochain», a-t-il déclaré. «Le taux d'avancement des travaux diffère d'un équipement à un autre, mais la moyenne générale avoisine les 80 %. De petites contraintes techniques empêchent la livraison de quelques infrastructures.

Paris SG

Pochettino s'est expliqué avec Messi



À l'heure de son remplacement à la 76e minute contre l'Olympique Lyonnais (2-1) dimanche en Ligue 1, l'attaquant du Paris Saint-Germain Lionel Messi (34 ans, 2 matchs en L1 cette saison) a affiché son mécontentement.

Alors que l'entraîneur parisien Mauricio Pochettino a rapidement calmé le jeu en évoquant un choix tactique, le technicien argentin a en réalité pris cette décision afin de protéger le sexuple Ballon d'Or, victime d'une bâille au-dessus du genou.

Et même si l'ancien joueur du FC Barcelone voulait rester sur le terrain, Pochettino a joué la carte de la prudence en raison de l'enchaînement des matchs à venir. D'après les informations de la radio RMC mardi, les deux hommes se sont rapidement expliqués et l'incident est désormais clos. Entre les deux compatriotes, il n'y a plus aucun problème. Fin de cette petite polémique?

Tennis - ATP Federer promet de revenir plus fort



«Le pire est derrière moi et je suis impatient pour tout ce qui va venir», a assuré Roger Federer lundi, après avoir dû interrompre son bref retour sur les courts cette année pour subir une nouvelle opération à un genou.

Le champion suisse - qui vient de fêter ses 40 ans en août - a disputé seulement 13 matches après un an d'interruption et deux interventions chirurgicales sur son genou droit. Il avait été éliminé en quart de finale de Wimbledon en juillet avant de déclarer forfait pour les Jeux olympiques de Tokyo en raison de ce mal récurrent au genou, puis d'annoncer mi-août son opération et une absence pour «de nombreux

mois». «Je vais très bien. La rééducation se fait pas à pas», a-t-il dit lors d'un événement avec son sponsor Mercedes-Benz à Zürich. «Le pire est derrière moi et je suis impatient pour tout ce qui va venir.

Quand on se remet d'une blessure, chaque jour est un jour meilleur. Et donc c'est une période très stimulante», a ajouté le vainqueur de 20 tournois du Grand Chelem. Le Suisse ne se risque pas pour l'instant à prédire un retour sur les terrains, estimant «qu'il faudra encore un peu de patience». Cette année Federer a déclaré forfait pour Roland-Garros et il s'est incliné en quarts à Wimbledon contre le Polonais Hubert Hurkacz 6-3, 7-6 (7/4),

Cyclisme - Mondiaux 2021 Le relais mixte aujourd'hui à Bruges



L'épreuve du relais mixte, convoitée par les Pays-Bas, l'Italie et l'Allemagne, se dispute ce mercredi à Bruges, deux ans après sa première apparition dans les Championnats du monde de cyclisme. Dans cette épreuve qui réunit trois messieurs et trois dames par équipe, le premier tour de circuit (22,5 km de Knokke-Heist à Bruges) est bouclé par le trio masculin, le second (22 km autour de Bruges) par le trio féminin, alors que le temps final est pris sur la deuxième concurrente. Victorieuse aux récents championnats d'Europe, l'Italie aligne une for-

mation quasi-identique (De Marchi remplacé par Affini) avec notamment Filippo Ganna, sacré dimanche dans le contre-la-montre individuel. Avec l'ambition de faire beaucoup mieux que sa quatrième place de 2019, quand elle avait échoué au pied du podium derrière les Pays-Bas, l'Allemagne et la Grande-Bretagne.

Les Pays-Bas maintiennent le même groupe masculin (Bouwman, Mollema, van Emden) et renforcent sensiblement le groupe féminin avec deux des médaillées du chrono féminin, Ellen van Dijk (1re) et Annemiek van

Vleuten (3e), à côté de Rianne Markus. Leurs adversaires (Suisse, Danemark, voire Grande-Bretagne et Belgique) semblent collectivement moins forts. Même l'Allemagne qui salue les adieux de Tony Martin, quatre fois champion du monde du contre-la-montre individuel, pour la dernière course de sa carrière. Devant leur public, les Belges veulent marquer leur engagement dans cette épreuve symbole de la parité. Ils affichent sur leur maillot un hashtag GenderEquality pour soutenir l'égalité entre les coureurs messieurs et dames.

Judo - Grand Prix de Zgreb L'Algérie avec deux athlètes en Croatie



L'Algérie sera représentée par les judokas Wael Ezzine (-66 kg) et Moustapha Yasser Bouammar (-100 kg), au Grand Prix de Zagreb, prévu du 24 au 26 septembre courant en Croatie, a-t-on appris auprès de la Fédération algérienne (FAJ). Au total, 255 judokas (messieurs et dames), représentant 36 pays, prendront part à cette

compétition, considérée comme la première sortie officielle pour les judokas algériens après les JO de Tokyo.

Ezzine et Bouammar seront encadrés par le nouveau sélectionneur national, Ahmed Moussa, qui avait succédé à son élève Ammar Benyekhlef, juste après les dernières olympiades. Les deux représentants algériens seront fixés sur

leurs adversaires respectifs au premier tour de l'épreuve à partir de jeudi après-midi, à l'issue du tirage qui sera effectué à partir de 13h00 (heure algérienne). Le Grand Prix de Zagreb est considéré également comme «la première étape dans la cadre de la préparation des Jeux de 2024 à Paris» a encore précisé la Fédération.

Cyclisme - Championnats arabes Six cadets Algériens au Caire

L'Algérie sera représentée par six cyclistes aux Championnats arabes 2021 des «Cadets/Garçons», prévus du 12 au 28 novembre prochain au Caire (Egypte), a-t-on appris, auprès de la Fédération nationale de la discipline (FAC).

Le staff technique national a déjà effectué un premier stage de pré-sélection à Zéralda (Algéro-ouest), avec un effectif élargi de 15 cyclistes, et parmi lesquels il commencera par puiser une première liste de neuf éléments. Par la suite, et toujours en procédant par élimination, le staff technique national ne retiendra que «les

six meilleurs», qui représenteront les couleurs nationales aux prochains Championnats arabes, «prévus sous forme de Festivals» successifs dans la capitale égyptienne. «La préparation des jeunes cyclistes algériens est dirigée par l'entraîneur adjoint Mohamad Kenanes, avec l'aide de Lyès Chérif et le mécanicien Djamel-Eddine Nourani» a encore précisé l'instance fédérale dans un bref communiqué. Le deuxième stage de pré-sélection est prévu du 26 septembre au 5 octobre prochain. Après une courte coupure, les athlètes retenus reprendront le travail le 15 octobre, pour un

troisième stage bloqué, qui se clôturera le 25 du même mois. Pour ce qui est du quatrième et dernier stage, il a été programmé du 31 octobre au 10 novembre, et à l'issu duquel la liste finale des représentants algériens au Caire sera dévoilée. Les pré-sélectionnés sont : Bachir Chennafi, Mounir Lalaoui, Rayan Debbab, Abderrahmane Aksa, Ryad Bakhti, Djaoued Nehari, Ismaïl Haddad, Nacer-Allah Essemiani, Mohamed Amine Zerouati, Ali Zakaria Sahiri, Mohamed Mahmoud, Abdelhamid Belhadi, Yanis Hammaoui, Bilal Sebia et Anes Ryahi.

Basketball - Championnat arabe interclubs Tirage difficile pour l'USMB et le WOB

Les deux formations algériennes: USM Blida et WO Boufarik ont été reversées respectivement dans les Groupes «A» et «C» du prochain Championnat arabe interclubs, prévu du 29 septembre au 9 octobre à Alexandrie (Egypte), selon les résultats du tirage au sort. Outre l'USMB, le Groupe «A» comporte le club local de l'Union d'Alexan-

drie, ainsi que le représentant yéménite, Al-Mina, et son homologue marocain, Al-Fath. De son côté, le WOB a été reversé dans le Groupe «C», comportant également la formation yéménite du Chaâb Hadramaout, Al-Fath d'Arabie saoudite et Al-Ahly d'Egypte. Le Groupe «B» quant à lui se compose de la formation tunisienne Al-Za-

Equitation - Saut d'obstacles Le concours national le 9 octobre à Oran

Le grand prix d'Oran du concours national du saut d'obstacles 1, 2 et 3 étoiles aura lieu du 23 septembre au 9 octobre au centre d'équitation «Cavalier d'Oran», a-t-on appris, auprès de la Fédération équestre algérienne (FEA). Ce rendez-vous équestre composé de trois étapes, est organisé par le club hippique «Cavalier d'Oran» en collaboration avec la FEA dans le cadre des préparatifs de la 19e édition des Jeux méditerranéens, prévus à Oran en 2022. Plus de 250 cavaliers et cavalières des catégories cadets, juniors et séniors, représentant plusieurs clubs du pays, rivaliseront en trois étapes, selon la même source qui a

indiqué que la première étape des épreuves 1 et 2 étoiles aura lieu du 23 au 25 septembre et la seconde dans les épreuves 1 et 2 étoiles se déroulera du 29 au 2 septembre avant de clôturer avec la 3eme étape programmée du 7 au 9 octobre. Le programme de ce concours national de la ville d'Oran comprend 44 épreuves toutes catégories confondues dont le grand prix une étoile, deux et trois étoiles des séniors avec des obstacles de 1,20 mètre, 1,30 mètre et 1,40 mètre. Cette manifestation nationale équestre de trois weekends constituera une belle opportunité pour les cavaliers et cavalières pour une reprise de la compétition

suite à un arrêt de plusieurs mois à la pandémie du Covid-19. En marge de ce concours national, aura lieu le 2e tour du challenge mondial de saut d'obstacles catégorie, a, b et c, a-t-on fait savoir. Ce challenge mondial composé de trois tours permettra, selon les organisateurs, aux cavaliers et chevaux de différents clubs équestres âgés de 14 ans et plus titulaires de 1er et 2e degrés et chevaux «open» (6 ans et plus) de réaliser de meilleures performances dans la catégorie «A» pour se qualifier à la phase finale du challenge mondial de FEI qui aura lieu en juillet 2022 dans la ville d'Aachen en Allemagne.

Tennis - Circuit africain CAT «U14» L'Algérienne Maria Badache en demi-finale

La tennismwoman algérienne Maria Badache s'est qualifiée lundi pour les demi-finales du Circuit africain des moins de 14 ans actuellement en cours en Tunisie, en dominant la représentante du pays organisateur Yasmine Aljene sur le score de 6-2, 6-1.

Au prochain tour, elle sera opposée à la jeune la Marocaine Kenza El-Akili, avec l'objectif de gagner pour aller en finale. L'Algérienne avait déjà fait sensation au tour précédent, en dominant la tête de série N.1, l'Egyptienne Gana Houssem Salah-Eddin Mohamed Omar sur le score de 6-0, 6-1, avant de pour-

suivre son parcours avec le même rythme. Maria Badache s'est également qualifiée pour les quarts de finale du double, en faisant équipe avec sa compatriote Wissal Boudjemaaoui.

Elles seront opposées au duo Egyptien, composé de Gana Houssem Salah-Eddin Mohamed Omar et Nehad Nardine.

Lors du premier tour de ce tableau double, les Algériennes avaient dominé un tandem composé de la Marocaine Camelia Hadab et de la Tunisienne Khadija Ben Salem 7-5, 7-6 (4). L'Algérie est représentée par dix jeunes tennismen (six garçons et quatre filles)

Handisport - Stade Miloud Hadefi Un pôle de développement

L'entraîneur national de para-athlétisme, Mohamed Krachai Kada, a plaidé, lundi, pour la transformation du stade Miloud-Hadefi à Oran en un «pôle de développement pour les sportifs aux besoins spécifiques». «Le stade Miloud-Hadefi, sis à Haï El-Othmania (ex-Maraval) est le site le mieux indiqué pour contribuer au développement du handisport à Oran. Je souhaite que les autorités concernées le mettent à la disposition des sportifs aux besoins spécifiques tout en prenant soin de le réhabiliter, vu qu'il se trouve actuellement dans un état qui laisse à désirer», a déclaré ce technicien. Mohamed Krachai Kada n'est autre que le coach des deux champions algériens, Kamel Kerdjana et Lahouari Behlaz, qui comptent à eux seuls 21 médailles sur le plan international. «Le stade en question est notre seul lieu d'entraînement. On y trouve des difficultés énormes pour travailler dans la sérenité. On ne dispose même pas d'une salle propre à nous», a-t-il déploré. Pour le même coach, le handisport à Oran peut encore contribuer au développement de la discipline en Algérie, au regard des capacités énor-

mes dont disposent les athlètes. «Outre Kerdjana et Behlaz, que j'entraîne depuis plusieurs années, une nouvelle génération commence à s'illustrer à Oran, à l'image de Bendida et Kelloucouche.

A cette dernière d'ailleurs, je prédis un avenir radieux à condition qu'on y mette les moyens nécessaires, car c'est ce qui manque le plus à Oran. Je suppose que c'est le cas pour cette catégorie de sportifs un peu partout dans le pays», a-t-il encore regretté.

• Le handisport algérien «réhabilité»

Cette situation a poussé le même entraîneur à proposer la création d'un Comité paralympique algérien, profitant de l'intérêt particulier que commencent à accorder les pouvoirs publics aux athlètes aux besoins spécifiques.

«Je considère la cérémonie organisée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en l'honneur des médaillés aux derniers Jeux paralympiques à Tokyo, comme étant une marque de réhabilitation des sportifs aux besoins spécifiques. Le fait qu'il ait donné des instructions fermes pour les mettre sur le même pied d'égalité avec les autres sportifs est un

grand acquis pour nous», a encore ajouté Mohamed Kada Krachai. Evoquant justement les Jeux paralympiques, déroulés récemment dans la capitale japonaise, le coach national, dont les deux athlètes qu'il entraîne, à savoir Kerdjana et Behlaz ont terminé respectivement 2e et 4e dans l'épreuve de lancer du poids, a qualifié de «très satisfaisante» la participation algérienne dans ce rendez-vous planétaire. «Certes, par rapport à l'édition d'avant, tenue à Rio de Janeiro (Brésil) en 2016, nous avons remporté moins de médailles, mais il faut savoir que le niveau international a beaucoup progressé, au moment où nos athlètes manquent toujours de moyens pour améliorer leurs performances», a-t-il expliqué.

Il s'est, en outre, montré optimiste quant aux possibilités des athlètes algériens de revenir en force en vue des prochains rendez-vous internationaux, «surtout qu'on commence à voir réellement une nette volonté des responsables dans les différents niveaux pour prendre en charge cette catégorie de sportifs depuis que le président de la République a défendu notre cause», s'est-il réjoui.

Eliminatoires Mondial-2022 Niger-Algérie se jouera finalement à 17h00



Le match Niger - Algérie comptant pour la 4e journée des éliminatoires de la Coupe du monde de Qatar-2022, prévu le 12 octobre au stade du Général Seyni Kountché de Niamey, à 19h00 GMT, a été avancé à 16h00 GMT (17h00 heure algérienne), a indiqué mardi la Fédération algérienne de football (FAF) sur son site officiel. «Le gouvernement du Niger n'autorisant pas d'événement en soirée dû à des

restrictions sécuritaires, la FIFA a été dans l'obligation de fixer finalement la rencontre Niger-Algérie à 16h00 GMT, au lieu de 19h00 GMT, heure initialement fixée pour le match», a ajouté la même source. A noter que trois plages horaires sont retenues par la FIFA pour la diffusion des rencontres des éliminatoires du Mondial-2022 à savoir: 13h00 GMT, 16h00 GMT et 19h00 GMT, et où chaque fédération a la latitude de choisir l'horaire qui lui convient. Dans le même sillage, la demande la FAF de décaler pour 20h00 le match de la 3e journée, Algérie - Niger, prévu le vendredi 8 octobre au stade du Chahid Mustapha-Tchaker de Blida, a été acceptée. Après deux journées jouées, l'Algérie et le Burkina Faso sont en tête du groupe A avec quatre points chacun, suivis du Niger (3 pts) et de Djibouti qui ferme la marche avec zéro point.

FAF - Saison 2021-2022

43 arbitres d'élite en stage à Alger

Quarante trois (43) arbitres dont neuf (9) internationaux ont pris part au séminaire organisé du 16 au 19 septembre à Alger, dans le cadre de la préparation de la nouvelle saison footballistique 2021/2022, a annoncé mardi la Fédération algérienne de football (FAF). «Organisé par la Commission fédérale d'arbitrage (CFA) de la FAF, le séminaire destiné aux arbitres d'élite, a permis aux stagiaires de suivre des cours théoriques et d'autres pratiques, ainsi que des démonstrations (en feed-back), ce qui a permis au corps arbitral de se mettre à jour avec

les méthodes et autres consignes et techniques d'arbitrage», a indiqué l'instance dans un communiqué publié sur son officiel.

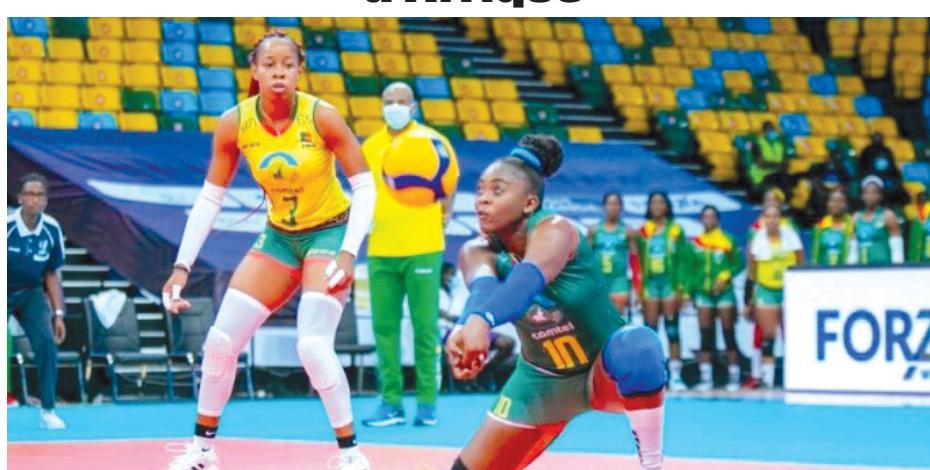
Le président de la FAF, M. Amara Charaf-Eddine, qui a assisté à la session finale, a exprimé aux présents, son soutien indéfectible aux arbitres, en les exhortant à fournir les efforts nécessaires non seulement pour être à la hauteur de leur mission, mais surtout de représenter dignement l'Algérie lors des compétitions internationales.

Le séminaire s'est clôturé par une cérémonie au cours de laquelle, l'arbitre Rafik Cherifi Nasreddine.

Achouri et l'arbitre assistant Boulegrinat ont été honorés par la CFA/FAF pour leur parcours exemplaire.

Il est à rappeler que l'instance fédérale avait organisé, durant la 2e semaine de septembre, sous l'égide de la FIFA, la formation «MA FIFA» au profit de trente (30) arbitres et arbitres assistants d'élite algériens, sous la conduite du M. Athana Nkubito (Directeur régional d'arbitrage de la zone francophone /FIFA), M. Issam Abdelfetah (Egypte), instructeur technique FIFA, et l'expert algérien de la FIFA, Cherifi Nasreddine.

Volleyball - CAN dames Les Camerounaises championnes d'Afrique



La sélection camerounaise de volley-ball «dames» a été sacrée championne d'Afrique, après sa victoire face à son homologue kényane, 3 sets à 1 (25-21, 25-23, 15-25, 25-23), en finale de la CAN-2021 disputée dimanche soir à Kigali (Rwanda). Grâce à cet exploit, les Camerounai-

ses enchaînent avec un troisième sacre successif après avoir remporté les éditions de 2017 et 2019. Les Kényanes, elles, restent quand même les détentrices du record de titres avec 9 sacres continentaux. La troisième place est revenue au Maroc, vainqueur du Nigeria 3 sets à 0 (25-19, 25-

17, 25-18), tandis que la Tunisie s'est contentée de la 5e place après avoir battu la RD Congo 3-0 (25-17, 25-11, 25-22). Les deux finalistes ont décroché leurs billets pour le championnat du monde féminin de volley-ball qui se jouera en Pologne et aux Pays-Bas en 2022.

MC Oran L'ère Aït Djoudi commence

M. Zeggai

Reportée plusieurs fois pour des raisons que tout le monde connaît, la reprise des entraînements aura lieu, sauf imprévu, aujourd'hui au stade Ahmed Zabana. C'est ce que nous a confirmé avant-hier Azzedine Aït Djoudi, l'entraîneur en chef du MCO. «Nous avons laissé le temps à la direction de régler certaines affaires administratives liées notamment à l'hébergement des nouveaux joueurs pour que ces derniers puissent se concentrer sur leur travail. Nous entamerons la reprise mercredi puisque l'effectif est presque arrêté», a-t-il assuré. L'effectif du MCO a connu des changements sensibles durant cette intersaison. Pas moins de 17 joueurs sont partis, au moment où le président Mehiaoui poursuit toujours l'opération de recrutement. A cet effet, la direction du club s'est assurée les services de deux gardiens de but, Soufi (ex-WAT) et Della (ex-ASMO), Koul El Khir et Chadli (ex-RCR), Allati (ex-MCA), Khadir (ex-USMBA), Berrached (ex-SKAF) et tout récemment Djaâabout, Dehar (ex-ASAM) et Khali (ex-CRB) en attendant les négociations pour un éventuel retour de Mansouri (ex-CS

Sfax), alors que Abid (ex-CSC), annoncé au MCO, vient d'opter pour le HBCL. A vrai dire, cette opération de recrutement continue de susciter de vives critiques chez le grand public hamraoui en raison du nombre de managers et autres pseudo-supporters qui veulent imposer n'importe quoi au MCO. Aussi, on vient d'apprendre que de nombreux fans du club se sont opposés à la libération de Bentiba. Dans ce même contexte, la libération du jeune Belloumi prête à confusion.

Au sein de la direction et certains organes de presse, on parle d'une résiliation de contrat, alors que d'autres affirment que l'international U20 a été libéré par la Chambre nationale de résolution des litiges pour des salaires impayés. Mais selon notre source, la CNRL «n'a jamais traité le dossier de Belloumi étant donné qu'il ne bénéficie pas de contrat professionnel», nous a-t-on dit. Belloumi aurait, selon ses proches, signé au GC Mascara en attendant la fin du mercato hivernal.

Toutefois, le silence inexplicable des actionnaires et surtout les membres du conseil d'administration, n'est pas du goût des supporters, surtout que les premiers cités étaient présents à la dernière rencontre avec le wali d'Oran. «Les spécialistes des rencontres avec les autorités locales et des assemblées générales électives ne sont jamais là pour contribuer à la gestion de l'équipe. Voilà l'un des maux du MCO», a tenu à dire un proche de l'équipe.

Handball - Championnat arabe des clubs Sebgag soutient l'ES Arzew

La direction de l'ES Arzew de handball, dont le président a été reçu lundi par le ministre de la Jeunesse et des Sports, a eu des assurances concernant la contribution des pouvoirs publics dans la réussite du championnat arabe des clubs qu'elle va organiser en mars prochain, a indiqué mardi son premier responsable. «Ma première rencontre avec le nouveau ministre de la jeunesse et des sports, Abderrazak Sebgag, m'a davantage rassuré quant au soutien des pouvoirs publics à notre club en vue d'accueillir, en mars prochain, le championnat arabe des clubs vainqueurs de coupes», a déclaré mardi Amine Benmoussa. Le président de la formation de la ville pétrochimique a fait savoir, en outre, qu'il a profité de cette entrevue pour informer

l'Excellence, a dit, en outre, avoir noté une «nette volonté de la part du ministre d'assister le club dans ce registre à travers des instructions fermes qu'il a promis de donner à la direction de la jeunesse et des sports d'Oran pour nous accompagner dans l'organisation de cet événement». Reporté à deux reprises, le coup d'envoi du championnat arabe des clubs vainqueurs de coupes est fixé au 1er mars 2022. Il s'inscrit aussi dans le cadre des compétitions expérimentales (tests-Events) en prévision de la 19e édition des Jeux méditerranéens programmés à Oran du 25 juin au 5 juillet de la même année. «Notre objectif étant de battre le record détenu par la ville de Marrakech (Maroc) en matière de participation (14 clubs).

JM Oran-2022

Réception prochaine du Complexe olympique

Le nouveau Complexe olympique d'Oran sera «réceptionné prochainement», le taux d'avancement des travaux de ses différentes structures ayant atteint les 97%, a fait savoir, lundi à Alger, le directeur général des équipements

publics au ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Yacine Hamouche. Invité du «Forum de la Radio algérienne», M. Hamouche a indiqué que ce nouveau complexe sportif abritera nombre de compétitions s'inscrivant dans le cadre de la 19e édition des Jeux méditerranéens qui se dérouleront à Oran du 22 juin au 5 juillet 2022. «Les travaux avancent à bon train» au niveau de ce Complexe sis à Bir El Djir et dont le stade peut accueillir 40.000 spectateurs, a-t-il dit.

Sac d'urgence et chèvres dans la voiture Aux Canaries, la panique devant l'éruption volcanique

Empoigner un sac à dos préparé à l'avance, charger chèvres et tortue avant que la lave n'arrive : les habitants de l'île espagnole de La Palma ont abandonné leurs maisons dans la panique face à l'éruption du volcan Cumbre Vieja.

Après «une nuit horrible agitée par les séismes», Yahaira Garcia, qui vit au pied du volcan sur le territoire de la commune de Los Llanos de Aridane, n'a pas hésité et est partie dimanche «avant même que ne soit décrétée l'évacuation». «C'est sur le chemin qu'on a appris que le volcan était entré en éruption» après une semaine d'intense activité sismique, dit-elle à l'AFP au téléphone.

Cette femme de 34 ans a récupéré ses parents et tous leurs animaux : «deux chèvres, deux cochons, une vingtaine de poules, dix lapins, quatre chiens, la tortue» et tout ce petit monde est allé se mettre à l'abri, poursuit Yahaira, qui est à présent «angoissée mais saine et sauve». Les autorités ont aussi diffusé des images de membres des forces de l'ordre évacuant des chèvres à bord d'un pick-up dans cette zone agricole. Si l'éruption, qui a entraîné l'évacuation jusqu'ici d'environ 5.000 personnes, n'a fait aucun mort ou blessé, «une centaine» de maisons ont déjà été détruites, selon les autorités, par les coulées de lave engloutissant tout sur leur passage. Samedi, «ma maison vibrait tellement, on aurait dit qu'elle allait s'effondrer», raconte Yahaira, soulagée que son domicile soit finalement intact. «La lave est sortie par un autre côté», dit-elle, mais ces images «si dures» de maisons englouties, «on s'attendait à ce que cela arrive à la nôtre».

UN BRUIT D'«AVIONS»

En partant, Yahaira a pu voir la coulée, cette masse «orange qui explosait», et sentir le sol bouger. Et puis ce son, «celui que fait la mer quand elle est très mauvaise».



Un bruit également décrit par Miriam Moreno, 39 ans, une autre habitante de Los Llanos : «comme s'il y avait des avions au-dessus de nous».

Miriam n'a pas été évacuée mais s'est claquemurée chez elle avec «des sacs à dos d'urgence prêts», comme l'ont demandé les autorités, «avec de l'eau, de la nourriture».

Par sa fenêtre, elle dit apercevoir l'immense colonne de fumée et sentir «cette odeur bizarre» due aux tonnes de dioxyde de soufre crachées par le volcan.

Et elle redoute surtout de se retrouver coincée sur l'île, au milieu des gaz toxiques, si la situation devait empirer et l'espace aérien fermer.

Angie Chaux, qui vit elle aussi dans cette commune, n'était pas chez elle quand les autorités ont pressé les habitants de son quartier à partir. Croisant «plein de voitures et de gens», elle arrive vers 04H30 près de chez elle, mais la route est barrée.

«Tout a été très rapide. La police nous a laissés passer, mais nous a dit +vous avez trois minutes, trois minutes+ et il fallait qu'on s'en aille tout de suite», avec son mari et son enfant de trois ans, confie-t-elle.

UNE PETITE ÉCOLE EMPORTÉE

Angie, 27 ans, suit la situation à la télé-

vision et voit que la lave n'est qu'à 700 mètres de chez elle. «Je suis angoissée, je ne sais pas ce qu'il va se passer, si on va retrouver notre maison».

La plupart des 5.000 personnes évacuées ignorent quand elles pourront regagner leur domicile.

Car la lave continue d'avancer vers la côte et a emporté en milieu de matinée une petite école de la commune, accueillant en temps normal une vingtaine d'élèves, et qui a été «complètement détruite» par la coulée, a annoncé dans un sanglot sa directrice Angeles Nieves sur la radio Cadena Ser.

Chaleur, gloire et vitesse : à Ingall, une des principales courses de chameaux du Sahara



Le petit Moussa, dix ans, se souviendra longtemps de ce samedi de septembre 2021, à Ingall. Malgré son mètre de haut, il a survolé le désert le temps de la principale course de chameaux du Niger, l'une des plus grandes au Sahara.

Alors que des bêtes de course sont arrivées de tout le pays et du proche voisin algérien, c'est lui, le fils de la brousse de Tchin Tabarden qui écoule d'habitude les longues journées chaudes à mener dans le désert le bétail de son père, qui s'est hissé à la première place.

Lui, Moussa, qui ne va pas à l'école mais qui monte l'animal au rugissement de dinosaure depuis ses trois ans. Il ne fait les courses que depuis qu'il a sept ans: «avant, j'avais peur de monter seul sur les chameaux». Lui, enfin, qui se prend désormais à rêver d'un avenir doré, dans lequel il aura «plein de chameaux» et surtout, «gagnera d'autres courses!»

Celle d'Ingall, dans le nord du Niger, est l'événement du festival de la Cure salée, grande fête d'un pastoralisme saharien pris au piège du conflit jihadiste dans la région.

Mais ici, nulle référence à cela, il est temps de s'amuser! «Il y a le football en Europe, ici on a les courses de chameaux», résume Khamid Ekwel, propriétaire réputé de chameaux de course.

Alors samedi matin, dès l'aube, des centaines d'éleveurs se sont pressés contre les barrières du stade -une piste de cinq kilomètres dans le désert délimitée par des pierres peintes en blanc- pour assister à la course.

PICK-UPS ET CHÈCHES BLANCS

Des dizaines de pick-ups ont été garés stratégiquement pour que, debout sur le toit, on voit le plus loin possible. D'autres ont amené

leur chameau pour regarder d'en haut. Tous attendent sous le soleil montant dans le ciel bleu, en parlant sur lequel des 25 animaux en course arrivera le premier.

Ceux-là arrivent bientôt et se placent derrière une corde verte tendue sur la ligne de départ. Sur chacun, les jockeys, à peine adolescents: plus légers ils sont, plus vite ira la bête. On attend le départ.

Lahsanne Abdallah Najim, membre du jury et lui-même propriétaire d'un des chameaux favoris, est stressé: il doit veiller à la bonne organisation, mais surtout, il veut que sa bête gagne!

Le moment fatidique approche, il se place dans son pick-up, accorde d'un signe à une quinzaine de personnes de monter à l'arrière, réajuste son chèche sur le nez, puis ronge son frein en attendant que le drapeau blanc s'envole enfin.

D'un coup, ça y est. Les chameaux partent au galop, les spectateurs crient. Le véhicule de Lahsanne Abdallah Najim démarre en trombe avec une dizaine d'autres. Le sable s'envole comme les chameaux et bientôt, on ne voit plus grand chose, les bêtes sont déjà loin.

«SPRINT TERRIBLE»

Dans la voiture, M. Najim sourit: «il y a certains qui choisissent la vitesse maintenant, mais en fin de compte ils seront les derniers, c'est au deuxième tour qu'il faut accélérer.»

Deux tours de cinq kilomètres: la course est longue. Après le premier tour, quatre chameaux sont au coude à coude. Celui de Lahsanne Abdallah Najim est parmi ceux-là; sous son chèche il récite des sourates du Coran.

Sur la piste, les motos et les pick-ups filent et leurs conducteurs crient mais les jockeys n'en ont cure. Eux ne font que frapper leurs bêtes pour accélérer: c'est le sprint final!

Bientôt les quatre arrivent devant la tribune où est installé le président nigérien Mohamed Bazoum, et le petit Moussa arbore un grand sourire: sur Mahokat («le fou»), il finit d'un chouïa devant. «Ca a été un sprint final terrible, et encore plus terrible pour moi car je suis quatrième», dit M. Najim. L'entraîneur de Mahokat, Mohamed Ali, est heureux mais pas surpris. Avant la course, il l'avait prédict: «ce chameau, c'est un chameau qui gagne! Aujourd'hui même, inch'Allah!»

C'est lui qui, au quotidien, monte le chameau, fait des courses d'entraînement. Il explique le nourrir au mil, nourriture à laquelle nombre d'éleveurs de brousse n'ont plus accès faute d'argent.

Ces chameaux de luxe, s'ils vivent au fond du désert, sont connus dans la région: ce sont les mêmes qui gagnent de course en course. Leurs propriétaires sont riches, ils ne recherchent pas l'argent mais la gloire saharienne.

«Il y a des prix certes, mais ce ne sont pas eux qui nous intéressent, c'est de gagner», confirme Hassan Mohamed, grand propriétaire. «On cherche le plaisir et la gloire seulement», ajoute-t-il en souriant.

Russie

Après une tuerie dans une université, le choc et le deuil

Les habitants de Perm, dans le centre de la Russie, se sont réveillés mardi choqués et endeuillés, au lendemain d'une fusillade dans une université qui a fait six morts et des dizaines de blessés.



Par une matinée froide et brumeuse, les habitants venaient se recueillir et déposer fleurs et bougies près d'une des entrées du campus de cette cité de l'Oural, où un étudiant a ouvert le feu lundi.

C'est «un choc, une douleur, notre université est notre maison», raconte Ksenia Pounina, enseignante de relations internationales, le visage derrière un masque noir à l'effigie de l'université.

Une de ses étudiantes a été blessée par une balle dans le ventre et a été opérée, confie-t-elle: «Nous espérons vraiment que tout ira bien pour elle».

Au total, cinq jeunes - quatre femmes et un homme âgés de 18 à 26 ans - ont été tués, ainsi qu'une docteure de 66 ans.

La police encadrait l'ensemble du périmètre de l'université composée de bâtiments soviétiques des années 1980, auxquels seul le personnel dirigeant pouvait accéder.

«C'est très dur pour toute la ville. C'est important pour nous d'être ensemble aujourd'hui», indiquait Ekaterina Nabatova, ancienne étudiante venue rendre hommage aux victimes.

Lundi après-midi, un homme vêtu de noir et coiffé d'un casque s'est dirigé vers le campus fusil à la main. Des images montrant des étudiants sauter par les fenêtres au milieu de cris de panique et des tirs d'arme à feu ont

largement circulé sur internet. Le tireur présumé a ensuite été blessé et maîtrisé par la police. Le Comité d'enquête de Russie a confirmé que l'auteur des faits était bien un étudiant, sans pour autant l'identifier ou évoquer de mobile pour son crime.

Des médias locaux ont publié des images et le nom d'un étudiant de 19 ans ayant posté un manifeste haineux sur les réseaux sociaux avant de passer à l'acte.

Le porte-parole de la présidence russe, Dmitri Peskov, a estimé au sujet du suspect qu'il s'agissait «manifestement d'un jeune homme avec des problèmes psychiques», semblant donc exclure toute motivation politique ou religieuse.

«UN GRAND MALHEUR»

Selon le Comité d'enquête, le tireur était armé d'un fusil de chasse acquis en mai, soit avant un durcissement de la législation sur le port d'armes décidé à la suite d'une précédente fusillade meurtrière dans une école.

Selon un dernier bilan, l'individu a tué six personnes et en a blessé 24, dont 20 sont hospitalisés.

Le ministre de la Santé, Mikhaïl Mourachko, qui s'est rendu sur place, a indiqué, selon les agences de presse russes, que les blessés avaient été répartis dans quatre hôpitaux et que neuf d'entre eux étaient dans un état gra-

ve. Le ministre de l'Education Valéri Falkov a également rendu visite lundi soir aux étudiants hospitalisés, et promis que ceux nécessitant des soins plus intensifs seraient transportés à Moscou.

Le président Vladimir Poutine a regretté lundi «un grand malheur pour tout le pays», appelant les forces de l'ordre à faire la lumière sur les motivations du tireur.

«Aucune parole ne peut faire taire la douleur du deuil, de ces pertes, surtout lorsqu'il s'agit de jeunes qui commençaient tout juste leur vie», a-t-il encore dit.

Les fusillades dans les établissements d'enseignement ont longtemps été rares en Russie, mais elles se sont multipliées ces derniers temps, le président russe dénonçant même un phénomène importé des Etats-Unis et y voyant un effet pervers de la mondialisation.

Dans la précédente affaire de ce type, le 11 mai 2021, un homme de 19 ans avait ouvert le feu dans son ancienne école à Kazan, dans la république russe du Tatarstan (centre), faisant neuf morts.

Le jour même, Vladimir Poutine avait ordonné un passage en revue des règles concernant le port d'armes. Avec ces réformes, l'âge pour acquérir des armes de chasse a été porté de 18 à 21 ans, comme c'était déjà le cas pour les armes classiques, et un examen médical renforcé a été instauré.

Kazakhstan : cinq morts à Almaty dans une fusillade avec la police



Cinq personnes dont deux policiers ont été tuées lundi à Almaty, la plus grande ville du Kazakhstan, dans une fusillade impliquant un homme, la police et des huissiers de justice, ont indiqué les autorités de ce pays d'Asie centrale.

Selon la police, citée par les agences de presse russes, cette fusillade a éclaté alors que les huissiers étaient venus faire appliquer un avis d'expulsion.

«Un habitant de cette maison (...) a ouvert le feu sur les huissiers de justice, les officiers de police et les employés du département des situations d'urgence», a-t-elle indiqué.

Le tireur de la fusillade, qui a été arrêté, a tué deux policiers, un huissier et deux civils, dont le «nouveau pro-

priétaire» des lieux, selon le chef adjoint de la police d'Almaty, Roustam Abdrahmanov, qui a précisé que l'arme utilisée par le tireur était un fusil de chasse.

«La situation est sous contrôle. Des poursuites pénales ont été engagées. Des enquêtes sont en cours», a précisé la police.

Selon le portail d'information kazakh Ratel.kz, l'auteur de la fusillade était engagé dans un conflit judiciaire immobilier avec le nouveau propriétaire des lieux et la justice avait ordonné son expulsion.

Les problèmes liés aux crédits immobiliers impayés sont récurrents au Kazakhstan et des manifestations ont eu lieu à plusieurs reprises ces dernières années pour alerter sur la situation de cer-

taines familles, sur fond de crise économique et de pandémie de coronavirus.

Le président kazakh Kassym-Jomart Tokaïev et son homologue russe Vladimir Poutine ont échangé des condoléances lundi, alors que la Russie était aussi victime d'une fusillade dans une université, qui a fait six morts.

M. Poutine «a demandé de transmettre des mots de sympathie aux familles des personnes tuées à la suite de la fusillade à Almaty», selon un communiqué du Kremlin annonçant l'appel téléphonique entre les deux dirigeants.

Ce genre d'incident armé est relativement rare dans cette ex-république soviétique de 18,7 millions d'habitants.

Tchad : 27 morts dans de nouveaux combats entre éleveurs et cultivateurs



Vingt-sept personnes ont été tuées dimanche dans des violences entre éleveurs nomades et cultivateurs sédentaires dans l'est du Tchad, pays où ces affrontements liés à la possession et l'utilisation des terres sont fréquents, a annoncé mardi le ministre de la Justice à l'AFP.

«Des autorités traditionnelles ont vendu en 2017 des espaces à des éleveurs nomades arabes qui veulent s'installer dans la localité mais les cultivateurs autochtones, des Ouaddaïens, contestent cette vente et des combats «ont fait 27 morts dimanche», a expliqué Mahamat Ahmat Alhabo par téléphone.

«Les conflits fonciers continuent à tuer. Pour des lopins de terre, les Tchadiens s'entre tiennent», a également posté

le ministre sur sa page Facebook. Ces affrontements entre les deux communautés ont eu lieu dans les villages de Kidji-Mina et Tiyo. Ces localités sont situées dans une zone aride de la bande sahélienne, à une quarantaine de km d'Abéché, la deuxième ville du pays, chef-lieu de la région du Ouaddaï, et elle-même située à quelque 700 km au nord-est de la capitale N'Djamena.

«Il se disputent une superficie de 25 km²», ajoute le ministre, qui se trouve à Abéché à la tête d'une délégation gouvernementale pour «calmer la situation».

M. Alhabo n'a pas précisé comment ont éclaté les combats. «Nous avons écouté les différentes parties mais on n'a pas encore trouvé de solutions», a-t-il expliqué à l'AFP.

Les violences entre ces communautés nomades et sédentaires sont fréquentes dans le centre et le Sud du Tchad, où nombre d'habitants sont armés. Ils opposent principalement éleveurs nomades arabes aux cultivateurs autochtones sédentaires qui accusent les premiers notamment de saccager leurs champs en faisant paître leurs animaux.

Les nomades, eux, venant des zones arides sahariennes, veulent de plus en plus se sédentariser sur des terres propices à l'élevage de leurs dromadaires et moutons notamment. Début août, 22 personnes avaient péri déjà dans des combats pour des raisons similaires à 200 km à l'est de N'Djamena. Et 35 autres dans le sud, plus fertile, en février.

Recherche Des avancées encourageantes pour les cancers de la prostate et du sein

Ce sont deux espoirs dans le traitement des formes avancées de cancers particulièrement fréquents: ceux de la prostate et du sein. De récentes données laissent penser qu'il est possible de prolonger la vie de certains patients.

Elles ont été présentées lors du congrès annuel de la Société européenne d'oncologie médicale (Esso), l'un des grands rendez-vous mondiaux de la recherche contre le cancer, qui s'achève ce mardi.

Ces résultats donnent des pistes pour prolonger la survie des patients atteints de formes avancées de deux cancers parmi les plus fréquents respectivement chez l'homme et la femme: celui de la prostate et celui du sein.

Les deux laissent de larges chances de survie s'ils sont diagnostiqués à un stade précoce, mais celles-ci diminuent considérablement lorsque des métastases se sont développées.

Avant 2015, moins de la moitié des hommes atteints d'un cancer de la prostate avec de nombreuses métastases pouvaient espérer vivre plus de trois ans, rappelle dans un communiqué de l'Esso l'oncologue Karim Fizazi.

Désormais, «ils peuvent compter vivre plus de cinq ans», assure M. Fizazi, se basant sur une étude qu'il a présentée au congrès et qui a été publiée dans la revue de l'Esso.

Qu'est-ce qui a changé ? Jusqu'en 2015, on ne traitait essentiellement les cancers avancés de la prostate que d'une manière: en bloquant la production d'hormones comme la testostérone chez le patient.

Puis un traitement par chimiothérapie, le docetaxel, a fait ses preuves et a commen-

cé à être utilisé au milieu des années 2010.

Peu après, un autre médicament est encore venu s'ajouter à l'arsenal. L'abiratéron a enregistré de bons résultats en jouant comme les premiers traitements sur les hormones mais de manière différente.

Cela faisait trois pistes. Mais comment les articuler ? Jusqu'à maintenant, la règle était d'en choisir deux: soit ajouter la chimiothérapie aux traitements traditionnels, soit y adjoindre l'abiratéron.

Finalement, on peut aller plus loin en jouant sur tous les tableaux, selon l'étude présentée par M. Fizazi. Après cinq ans, les patients traités avec les trois types de traitement ont un taux de survie bien supérieur à ceux qui n'ont pas reçu d'abiratéron.

Pour les auteurs de l'étude, la conclusion est claire: il faut changer la manière dont on soigne les cancers les plus graves de la prostate, avec une combinaison des trois traitements.

Ils ne sont pas seuls à le penser: «Ces résultats vont changer les normes de prise en charge», a estimé Maria De Santis, une oncologue extérieure à l'étude, dans un article publié par l'Esso.

ENCORE BEAUCOUP DE TRAVAIL»

Cela pourrait se produire vite, souligne-t-elle, car les traitements concernés sont tous facilement accessibles. Il suffit de les articuler d'une manière nouvelle.

Pour le cancer du sein, ce n'est pas une nouvelle combinaison de médicaments qui fait l'objet d'un fort intérêt, mais de nouvelles données sur l'efficacité d'un traitement en particulier: le ribo-

ciclib, développé par le suisse Novartis.

Là encore, ce sont des patientes à un stade avancé de la maladie qui sont concernées. Il s'agit plus spécifiquement de femmes ménopausées atteintes de cancers dits HR+/HR2-, qui comptent pour moitié des formes avec métastases.

Le ribociclib fait partie d'une catégorie de traitements qui cherchent à limiter l'action d'une protéine favorisant le développement de tumeurs dans le sein. Ces médicaments ne sont pas donnés seuls mais avec d'autres traitements qui freinent la production d'oestrogènes.

Mais leur efficacité reste sujette à caution. La principale molécule de cette catégorie, le palbociclib de l'américain Pfizer, n'a pas prouvé qu'elle prolongeait la vie des patientes, lors de ses essais cliniques.

Or, les patientes ayant reçu du ribociclib ont généralement survécu plus longtemps que celles à qui on a donné un placebo, selon une étude dirigée par l'oncologue Gabriel Hortobagyi et financée par Novartis.

La moitié des premières ont survécu plus de cinq ans, alors que le chiffre tombe à 4,3 ans chez la moitié de celles qui ont reçu un placebo.

Même si ces données doivent être prises avec précaution, en attendant que l'étude fasse l'objet d'une publication revue de manière indépendante, elles ont largement été saluées lors du congrès.

Il y a «encore beaucoup de travail pour pouvoir guérir ces patientes mais c'est un résultat très important», a jugé sur Twitter l'oncologue Matteo Lambertini, qui n'a pas participé à l'étude.

Equateur : un Chinois arrêté en possession de plus de 200 hippocampes morts



Un Chinois a été arrêté en Equateur alors qu'il tentait de transporter illégalement vers les Pays-Bas 213 hippocampes morts, a indiqué lundi le parquet.

L'homme a été interpellé à l'aéroport international de Guayaquil (sud-ouest) alors qu'il tentait de

monter à bord d'un avion à destination d'Amsterdam, selon la même source.

Les hippocampes, appartenant à une espèce en danger, étaient répartis dans cinq sacs en plastique d'un demi-kilo chacun, dissimulés dans un de

ses bagages. L'individu ne peut pas quitter le pays avant la fin de son procès.

La loi équatorienne punit les crimes contre la faune et la flore sauvages de peines allant jusqu'à trois ans de prison, a précisé le parquet.

Nigeria: une épidémie de choléra a fait 2.300 morts cette année



Une épidémie de choléra a fait plus de 2.300 morts au Nigeria depuis le début de l'année, principalement des enfants, a déclaré lundi un haut responsable de la santé dans le pays le plus peuplé d'Afrique.

«Au 5 septembre 2021, un total de 69.925 cas suspects, dont 2.323 décès, ont été signalés», a déclaré à l'AFP le responsable de la communication du Centre nigérian de contrôle des maladies (NCDC), Yahya Disu.

Des cas ont été signalés dans 25 des 36 Etats du Nigeria et dans la capitale, Abuja. Les enfants âgés de cinq à quatorze ans sont les plus touchés, a-t-il précisé, ajoutant que les 19 Etats du nord représentaient 98% des cas d'infection.

Selon M. Disu, les fortes inondations, le manque d'hygiène et le changement climatique pourraient être à l'origine de la recrudescence de choléra dans le pays cette année.

Le Nigeria a déjà connu de grandes épidémies de choléra, notamment en 1991, 2010, 2014 et 2017. Mais l'épidémie actuelle pourrait dépasser les précédentes en nombre de décès, selon les projections du NCDC, même si elle a commencé à régresser.

«Le nombre de nouveaux cas suspects a diminué de 58% au

cours de la semaine considérée (1.667) par rapport à la semaine précédente (3.992)», a déclaré M. Disu. Des renforts de personnel de santé et des médicaments ont été envoyés dans les zones touchées, tandis que les autorités ont intensifié les campagnes de sensibilisation sur l'assainissement de l'eau et l'hygiène personnelle.

Le choléra est une maladie diarréique très contagieuse causée par l'ingestion d'aliments ou d'eau contaminés, qui se caractérise aussi par des vomissements, une déshydratation et une fatigue inhabituelles.

Il peut être transmis par les mouches lorsqu'elles entrent en contact avec la nourriture et peut être fatal s'il n'est pas traité à temps.

L'agence des Nations unies pour l'enfance s'inquiète que les enfants soient les plus touchés par l'épidémie. «Nous sommes très préoccupés par le fait que des millions d'enfants au Nigeria sont touchés par la récente épidémie de choléra dans le pays, considérée comme l'une des pires jamais enregistrées», a déclaré à l'AFP Oumar Doumbouya, responsable de l'Unicef au Nigeria. Le Nigeria est également confronté à la pandémie de Covid-19, avec officiellement plus de 200.000 cas et 2.655 morts depuis février 2020.

Communiqué Solidarité avec les victimes des incendies de forêts Ooredoo et IQRAA offrent 1000 trousseaux scolaires aux élèves sinistrés

Poursuivant ses actions de solidarité envers les victimes des incendies du mois d'août passé, Ooredoo en partenariat avec l'Association algérienne d'alphabétisation IQRAA, fait un don de 1000 trousseaux scolaires au profit d'élèves sinistrés des régions victimes des feux de forêts.

Lors d'une cérémonie organisée dimanche dernier au Centre d'apprentissage et de formation et d'insertion de la Femme (AFIF) de Sidi Hammad dans la wilaya de Blida, le coup d'envoi de cette opération de solidarité a été donné pour la distribution des trousseaux contenant des fournitures indispensables pour démarrer la nouvelle année scolaire dans les meilleures conditions possibles.

Cette action de solidarité concerne plusieurs communes situées dans des wilayas récemment touchées par les incendies de forêts notamment : Tizi-Ouzou, Blida, Jijel, Ain Defla, Bouira, Boumerdes et Médéa.

A travers cette action, en tant qu'entreprise citoyenne, Ooredoo s'engage à apporter aide et réconfort aux élèves sinistrés et à les encourager dans la voie du savoir et de la connaissance.



L'ONU appelle à transformer les systèmes alimentaires mondiaux



La faim remonte dans le monde, le dérèglement climatique s'accélère et menace la production agricole: sur cette toile de fond préoccupante, l'ONU organise jeudi à New York un sommet mondial afin d'inciter les Etats à réformer leurs systèmes alimentaires pour tenter de répondre à ces défis.

«Je demande instamment à chacun de venir avec des engagements ambitieux pour nourrir l'espoir d'un avenir meilleur», souligne le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, dans une déclaration écrite.

«La communauté internationale a une occasion unique de contribuer à la réalisation» des Objectifs de développement durable (ODD) fixés par l'ONU pour 2030, «en transformant la façon dont nous produisons, transformons et consommons les aliments», poursuit-il.

Mais depuis plusieurs mois, certaines ONG critiquent les modalités inhabituelles d'organisation du sommet, les jugent «opaques». Elles redoutent que les pistes retenues ne fassent la part belle à «l'agribusiness» au détriment de l'agriculture paysanne.

Plus de 85 chefs d'Etat et de gouvernement devraient participer jeudi à ce sommet en virtuel. Ce sera «une journée marathon d'engagements de la part de gouvernements, de défenseurs de causes diverses, de communautés et d'entreprises», soulignent les organisateurs.

Les enjeux sont immenses. Les systèmes alimentaires sont jugés responsables d'environ un tiers des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Et la faim continue de progresser: elle touche 811 millions de personnes dans le monde tandis que 2,7 milliards de personnes n'ont pas accès à une alimentation saine, selon un rapport de l'ONU.

DIALOGUES

Le sommet a donné lieu à 18 mois de préparation depuis l'annonce de sa tenue en octobre 2019 par Antonio Guterres. Pour ses organisateurs, il s'agit d'un «Sommet des peuples» dédié pour la première fois aux «systèmes alimentaires» - qui vont des producteurs aux distributeurs, en passant par les industries alimentaires, les fabricants d'intrants, etc.

Pendant des mois, des

«dialogues», impliquant toutes sortes d'acteurs et de parties prenantes, ont été menés dans 148 pays pour explorer les diverses façons de rendre les systèmes alimentaires plus équitables, plus efficaces et plus respectueux de l'environnement.

Plus de 80 pays ont déjà transmis leur «chemin national» pour y arriver, précisent les organisateurs du sommet.

Conseiller principal du sommet pour ces dialogues, David Nabarro relève que la question de l'alimentation y est traitée «d'une façon multisectorielle», avec l'implication de différents ministères, «ce qui est extrêmement important» car trop souvent, cela reste l'apanage des ministères de l'Agriculture.

«Ces chemins nationaux (...) montrent que les gouvernements sont prêts» à considérer l'alimentation comme un sujet relevant aussi des ministères de la Santé, de l'Environnement, du Développement économique etc., a-t-il estimé lundi lors d'un briefing.

Le sommet verra également le lancement de «coalitions» rassemblant Etats et acteurs divers autour de grands thèmes comme l'agroécologie, la restauration scolaire etc.

RÈGLES DU JEU

Les entreprises s'exprimeront par le biais d'une déclaration. Agnes Kalibata, envoyée spéciale du secrétaire général des Nations unies pour ce sommet, considère notamment que les industriels de l'agroalimentaire devraient «reformuler» leurs produits pour réduire la progression de l'obésité dans le monde. Mais pour l'ONG Grain, qui défend les petits paysans, «le sommet a été détourné dès le début par les multinationales. Il est officiellement sponsorisé par le Forum économique mondial» de Davos. L'ONG relève aussi qu'Agnes Kalibata préside l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), lancée par la Fondation Bill & Melinda Gates à qui elle reproche de promouvoir l'industrialisation de l'agriculture en Afrique.

De son côté, Action contre la faim estime que «les nouvelles règles du jeu» instaurées par ce sommet sont «très problématiques» et «floues». «Elles remettent en cause le multilatéralisme» et la négociation entre Etats, selon elle.

APPARTEMENTS

■ Location studio 1^{er} meublé à Gambetta + F5 meublé Miramar 1^{er} étage + F5 meublé rue Med Khefisti 4^e étage + étage de villa 1^{er} étage 180 m² à Gambetta + villa 350 m² à Bel Air meublé avec piscine contacter : 041.36.16.43/42

■ Appartement à vendre F3, 5^e étage, Oran centre -0672.71.57.88

■ Vds F3 aménagé F4, 82 m², acté, 3 façades RDC élevé, idéal pour profession libérale, à cité Grande-terre, à côté salle 'Afrâh' - 0668.53.32.89

■ A vendre F4 de 90 m², refait, au 2^e étage, 03 façades 04 balcons, placard mural, situé à El Kerma (LSP) Prix 800 U - Tél : 0557.42.93.26

■ A louer ou à vendre, à Oran, un appart T6, 240 m², 1^{er} étage standing avec box pour bureau ou habitation, résidence «Bahia Center» «Tour Mobilart», frange maritime, vue sur mer -Tél : 0560.05.11.95

■ Loue F1 C/Ville 1^{er} (2U) - F3 Miramar, 3^e (3U) - F3 Cité Lescure, 8^e (2U) - bureau 31 m², rue la Remonte, 1^{er} (3U) - villa Kerma (4U) - ag ABDAL-LAH : 041.38.62.87 / 0770.40.87.48

■ Vends appart F3, 4^e étage, environ 70 m², ttes commodités chauffage, chauffe-bain, Internet...) AADL /El Hassi Oran - 0557.45.85.59

■ A louer F4, au 1^{er} étage, à 150 m² du café Dubai (Haï Essabah) Oran - Tél : 0661.20.17.15

■ Vd maison R+1 + terrasse à Gdyel près de la daïra 105m², RDC : G. Sal, chbre, cui + garage, 1^{er} sal + 2 chambres + cour / terrasse chambre - 0672.74.48.72 / 0794.16.52.83

■ Vend maison de maître R+1/ RC : 3P + cui + sal + 1 G ; Hall + garages (2V) 1^{er}: 2Pces, 1S (à fernand ville) Bir el Djir 309 m² Fac 6.40 Oran 0661.20.17.15 /0770.56.56.36

■ A. Témouchent vds maison de maître, 05 pièces, cour et véranda + 05 magasins, sup 430 m², donnant sur 02 rues principales, au 1^{er} terrasse vide avec piliers 300 m² - Tél : 0782.80.13.36/0771.41.07.86

■ Ag Nogaret Ter 0779.88.86.86 vend des villes 700 M² St Heubert 320 M² Bie El Djir, 1802 M² Sidi Maarouf 205 m² USTO

VILLAS

■ AG NOGARET -tél : 0779.88.86.86, vend des terrains 161 m², 188 m², 280 m², 385 m², 233 m², 338 m². Point du Jour plein Bd

■ A vendre terrain superficie 1 hectare convient promotion, usine, hangars... à Mazouna W. Relizane - 0778.83.73.69

LOCAUX

■ A vendre 2 magasins mitoyens ensemble ou séparés, actés, 1^{er} 16,49 m², 2^e 34,77 m², avec cave 41,33 m², centre-ville d'Oran près du Consulat d'Espagne - tél : 0549.28.72.76

EMPLOIS

■ Particulier cherche femme de ménage à Oran - Tél : 0669.50.91.90

■ Jeune femme garde malade pour personnes âgées, enfants, handicapés et autres -Tél : 0798.38.67.73

■ Ecole privée recrute enseignante de français pour le primaire, sérieuse, compétente et assidue - Téléphone: - 0558.90.43.30 -0550.31.66.52

■ Société de promotion immobilière sise à Oran cherche des entreprises de plomberie professionnel - 0791.94.18.81

■ Cherche femme de ménage couchante, hors wilaya, sans enfants 35 ou 40 ans. Téléphone : 0661.10.05.70 , Oran Gambetta

■ Entreprise privée, installée à Oran, recrute un tourneur fraiseur ayant bonne expérience, résident dans l'axe Oran-Séria- Tiélat. Adressez CV mail : sarl31spra@gmail.com

DIVERS

■ A louer licence de taxi à Oran - 0773.50.50.11

■ Loue licence de taxi à Oran, contacter - 0771.22.43.66 à partir de 14h

■ Donne location numéro de taxi à Oran - 0559.34.81.03

PENSÉE



BEHIHI Miloud
Le temps passe vite ; cela fait 05 ans exactement, le 22 septembre 2016, tu nous as quittés si subitement. Cette cicatrice est loin d'être refermée.

Ta femme, tes enfants, Yacine, Abdulkader, Abderrahman, Mohamed te pleurent avec chagrin difficile à dire.

الله يرحمك
Ta femme

PENSÉE

Pour El Marhoun
Hadj Anseur Mostefa
2003-2021
Ton souvenir est toujours présent dans nos pensées, le souvenir d'un homme bon, droit, et généreux.
Que tous ceux qui ont connu et côtoyé El Marhoun aient une pieuse pensée à sa mémoire.
Allah Yarhamah qu'Allah Le Tout-Puissant lui accorde Sa Sainte Miséricorde et l'accueille dans Son Vaste Paradis.
Tous enfants qui ne t'oublieront jamais

Cherche jardinier qualifié pour entretien et gardiennage dans une propriété privée

Qualités: Expérience dans le domaine, bonne moralité, résidant à Oran-ville

Veuillez envoyer votre CV sur l'adresse mail suivante :

NORC.ACTIV25@gmail.com

Ou appeler le numéro suivant: 041.38.62.84

• 2

- 10.50** Tout le monde veut prendre sa place
12.00 Journal 13h00
12.55 Ça commence aujourd'hui
15.15 Affaire conclue, tout le monde à quelque chose à vendre
17.00 Tout le monde a son mot à dire
17.35 N'oubliez pas les paroles
18.50 Météo 2
19.00 Journal 20h00
19.37 Météo 2

20.05 Les invisibles



Série policière - France - 2021
Saison 1 - Episode 5/6

Avec Guillaume Cramoisant, Hugo Brune, Nathalie Cerdé, Déborah Krey
Le corps complètement calciné d'une jeune femme est retrouvé dans une ancienne carrière abandonnée. Pour identifier la victime, le commandant Darius et son équipe sont contraints de collaborer avec le commandant Chistera qu'ils détestent car la méthode de mise à mort présente de nombreux points communs avec une autre enquête en cours et bien plus médiatisée sur un tueur en série qui officie dans la région.

20.05 Cuisine ouverte



Saison 2 - Le grand défi

Présenté par Mory Sacko

Mory Sacko a eu l'idée d'organiser un grand repas en défiant deux chefs étoilés : Emmanuel Renaut (Haute-Savoie) et Matthieu Dupuis-Baumal (Provence). Chacun doit apporter un ingrédient typique de sa région, qui servira dans une recette. Chaque chef est épaulé par une personnalité, qui l'aide à arpenter son terroir pour y trouver les meilleures spécialités.

20.10 La fête de la chanson à l'orientale



Présenté par Laury Thilleman, André Manoukian

Dans le décor magnifique du Palais Selman, pour une soirée unique, les stars de la scène française et méditerranéenne, se sont prêtées au jeu du chant oriental en réinterprétant les plus belles chansons du répertoire français. Des reprises inédites en duos ou en solo avec toute la beauté de la musique orientale. Accompagnés de trois orchestres, philharmonique, rythmique et oriental, les stars relèvent le défi.

arte

NRJ

• 5

- 10.45** La quotidienne
12.05 Le grand survol de la planète
12.40 Le magazine de la santé
13.35 La vie secrète du zoo
14.05 Sur les toits de Rome
15.00 Le retour de l'Europe sauvage
15.55 C Jamy
16.30 C à dire ?!
16.45 C dans l'air
18.00 C à vous
19.00 C à vous la suite
19.54 La grande librairie
21.30 C ce soir
22.35 La p'tite librairie
22.40 C dans l'air

10.55 Hawaii : Les fils d'Halawa

11.50 Arte journal

12.00 Arte Regards

12.35 Chasseur blanc, cour noir

14.35 Italie, l'histoire vue du ciel

15.00 L'Europe dans tous ses (petits) Etats

15.55 Invitation au voyage

16.45 X.enius

17.10 Tétras lyre : L'oiseau danseur des marais

17.55 L'Allemagne sauvage

18.45 Arte journal

19.05 28 minutes

19.55 Les liaisons dangereuses

22.45 Un couteau dans le cœur

11.15 Crimes et faits divers : la quotidienne

14.05 Si près de chez vous

15.45 Influences

17.25 The Big Bang Theory

19.30 Influences

20.05 Le transporteur

C8

11.45 William à midi

13.20 Inspecteur Barnaby

17.10 Le 6 à 7

18.14 TPMP : Le before

18.40 TPMP : première partie

19.37 Touche pas à mon poste !

20.15 Dans le cœur des Français



CINE +

FRISSON

19.50

BROOKLYN AFFAIRS

Thriller - Etats-Unis - 2019

Avec Edward Norton, Willem Dafoe, Bruce Willis, Bobby Cannavale

Dans les années 1950, à New York, Lionel Essrog, surnommé «Brooklyn» et affecté par le syndrome de la Tourette, et Gilbert Coneys, musclé et taiseux, travaillent pour Frank Minna, un détective privé placé sur une affaire aux ramifications complexes. Quand Minna est tué par ses commanditaires, il a juste le temps de donner un indice cryptique à Lionel et de lui demander de protéger Laura Rose, une secrétaire liée à l'affaire qu'il traitait. Lionel décide d'enquêter pour venger la mort de son patron.

OCS MAX

GEORGETOWN



Drame - Etats-Unis - 2019

Avec Christoph Waltz, Annette Bening, Vanessa Redgrave, Corey Hawkins

Par une fraîche soirée à Georgetown, dans l'Etat de Washington, Amanda Brecht, professeure à Harvard, vient rendre visite à sa mère, Elsa. Mais elle a la désagréable surprise de constater que la soirée est une fois de plus monopolisée par le mari d'Elsa, Ulrich Mott, personnage aussi volubile que mystérieux, qui fascine la bonne société locale par ses histoires. Excédée par l'emprise qu'Ulrich exerce sur Elsa, bien plus âgée et plus riche que lui, Amanda quitte la soirée prématurément. Mais au cours de la nuit, Elsa meurt dans de mystérieuses circonstances.

CINE +

Premier

19.50

LE CAS RICHARD JEWELL



Drame - Etats-Unis - 2019

Avec Paul Walter Hauser, Olivia Wilde, Sam Rockwell, Jon Hamm, Kathy Bates

En 1996, lors d'un concert aux Jeux Olympiques d'Atlanta, l'agent de sécurité Richard Jewell identifie un colis suspect. Son professionnalisme permet de déjouer un attentat et d'éviter un drame. Cependant, le FBI le soupçonne très vite d'avoir lui-même posé la bombe. La presse s'empare de l'information et fait les gros titres, transformant le héros en coupable. Débute alors un bras de fer médiatique entre Richard Jewell et les services de l'Etat.

TF1

20.05 Good Doctor



08.25 Familles nombreuses : la vie en XXL

10.00 Les feux de l'amour

11.00 Les douze coups de midi

12.00 Journal

12.45 Météo

12.55 Le mariage de ma boss

14.40 Mariage chez mon ex

16.30 Familles nombreuses : la vie en XXL

17.35 Ici tout commence

18.10 Demain nous appartient

18.55 Météo

19.00 Journal

Série hospitalière - Etats-Unis - 2021

Saison 4 - Episode 9/20

- Les petits cornichons

Avec Freddie Highmore, Will Yun Lee, Antonia Thomas, Fiona Gubelmann

L'hôpital reçoit un homme présentant une tumeur ayant doublé de volume au cours des deux dernières semaines. Enrique, Claire et Andrews s'occupent d'une vendeuse de cannabis en plein délire et faisant de la tachycardie, mais affirmant ne pas consommer la drogue qu'elle commercialise.

M6

20.05 Cauchemar en cuisine



09.05 Ça peut vous arriver

10.35 Ça peut vous arriver chez vous

11.45 Le 12.45

12.40 Scènes de ménages

13.00 Un babysitting pour deux

14.55 Incroyables transformations

16.30 Les reines du shopping

17.40 Objectif Top Chef

18.45 Le 19.45

19.30 Scènes de ménages

Lorsque son frère est décédé il y a une quinzaine d'années, Danielle a hérité de son restaurant situé à Alixan, dans la Drôme. L'affaire, en pleine déroute, va-t-elle pouvoir être sauvee par Philippe Etchebest ? Arrivé sur place, le chef fait un premier constat : Danielle et son fils Steven sont à couteaux tirés et, en cuisine comme en salle, tout part à vau-l'eau. Pour que les deux restaurateurs comprennent la gravité de la situation, le jury de Top Chef demande aux clients de noter leur déjeuner et appelle à la rescoufle Mallory Gabsi, un ancien candidat du concours culinaire.

CANAL+

20.09 Riders of Justice



08.58 Wonder Woman 1984

11.35 En aparté

12.07 Schitt's Creek

12.30 Kad on Stage

13.55 Open Bar

13.58 Divorce Club

15.43 Poly

17.23 The Tonight Show Starring Jimmy Fallon

18.03 Le Plus

18.07 Rencontres de cinéma

18.29 Groland le zapoi

18.40 Schitt's Creek

19.30 Ils ont dit

19.33 En aparté

PLANÈTE +

08.30 Mamans & célèbres

11.30 Baby boom



10.00 HDM : L'hebdo de la musique

11.00 Le hit W9

11.50 NCIS

15.40 Un dîner presque parfait



15.10 Mamans & célèbres

17.00 La bataille des couples

19.00 American Pickers, la brocante made in U.S.A.

19.55 Plus près des étoiles

20.05 Cleaners les experts du ménage

20.05 Enquêtes criminelles

W9

Bélier 21-03 au 20-04

 Vous pensez avec raison devoir ne pas vous fier aux apparences. Vous pouvez pourtant compter sur l'aide précieuse que l'on vous propose.

Taureau 21-04 au 21-05

 Ne laissez pas traîner les choses en longueur. Votre indécision dans le domaine sentimental risque de vous jouer des tours.

Gémeaux 22-05 au 21-06

 Pensez à vous ressaisir rapidement sinon un risque de vous prendre votre place. Si vous le faites maintenant le soleil brillera pour vous de nouveau...

Cancer 22-06 au 22-07

 Le temps vous paraît trop long, ne faites surtout pas preuve d'impatience car un événement déterminant risque de bouleverser votre emploi du temps de fond en comble et il vous serait difficile de respecter vos engagements.

Lion 23-07 au 23-08

 Vous vous en remettez trop souvent à votre seule intuition alors que vous avez le pouvoir de discerner ce qu'il y a à faire grâce à la sûreté de votre jugement. Dans une nouvelle opération que vous projetez faites jouer aussi votre imagination et votre bon sens.

Vierge 24-08 au 23-09

 Vous vous interdisez à tort de vouloir goûter aux joies financières qui vous sont offertes. Ce n'est pas comme cela que vous pourrez prétendre à pouvoir être enfin heureux.

Balance 24-09 au 23-10

 On risque de parler de vous avec une certaine rancœur et pourtant vous faites tout ce qu'il faut pour qu'on vous oublie. Les éloges et les compliments ne font pas partie du programme ce qui ne modifie en rien vos sentiments.

Scorpion 24-10 au 22-11

 Vous connaîtrez des rapports très amicaux avec certaines personnes. Vous aurez l'opportunité de nouer facilement de bonnes relations.

Sagittaire 23-11 au 21-12

 Vous liez connaissance avec une personne que vous aviez décidé d'ignorer. Ce rapprochement imprévu vous laisse perplexe. Attendez-vous d'ailleurs à ce que cette idylle fasse partie de votre vie quotidienne.

Capricorne 22-12 au 20-01

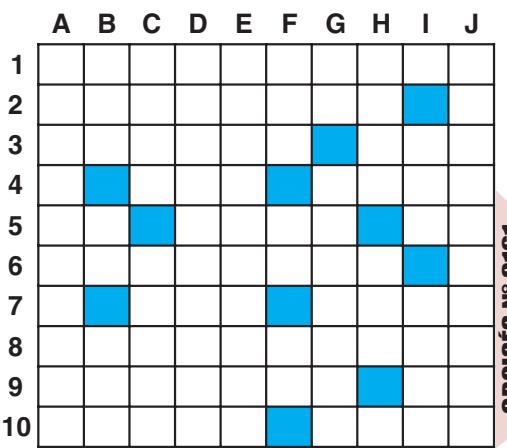
 Vous allez pouvoir constater que c'est la grande forme morale pour vous. Vous pourrez facilement vous sortir d'une ornière et renverser la situation grâce à votre seule volonté.

Verseau 21-01 au 18-02

 Un peu de gymnastique vous ferait du bien. Prenez soin de votre corps. C'est indispensable d'être en grande forme car votre emploi du temps est chargé.

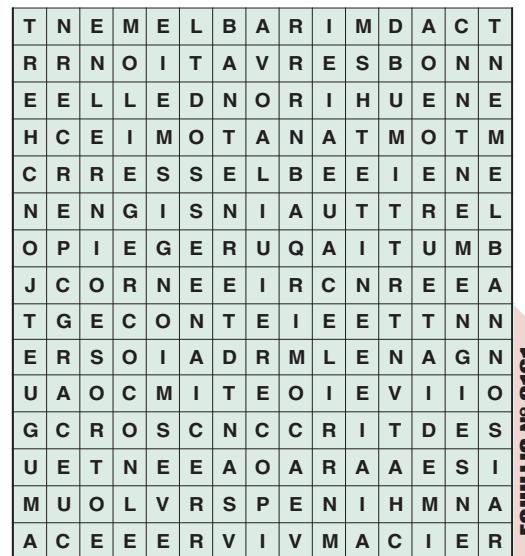
Poissons 19-02 au 20-03

 Vous pouvez vraiment progresser dans votre vie affective car votre énergie est en constante progression.



Horizontalement:

- Elle joue la fille de l'Eire.
- Place au neuf !
- Fait tout un foin.
- Contredit.
- Centre d'études.
- Bête de parade.
- Reçu cinq sur cinq !
- Défaut de langue.
- De naissance.
- Envoyés.
- Fait la vie.
- Echange.
- Telle une voix de feu.
- Isolant.
- Préposition.
- Vulgaire dinde.
- Charme et fortune.



ACIER - ADMIRABLEMENT - ANATOMIE - AUTOMATIQUEMENT - BLESSER - CHAT - COCON - CONSIDERATION - CONTE - COUTEAU - DAIM - ELECTRICITE - ENSEIGNEMENT - EVENEMENT - GITAN - GRACE - HIRONDELLE - INSIGNE - JONCHER - MEDIATEUR - MERCI - MUGUET - NAVIRE - OBSERVATION - PARENT - PERCER - PIEGER - RACOLER - RAISONNABLEMENT - ROSE - SOCIETE - VIVRE.

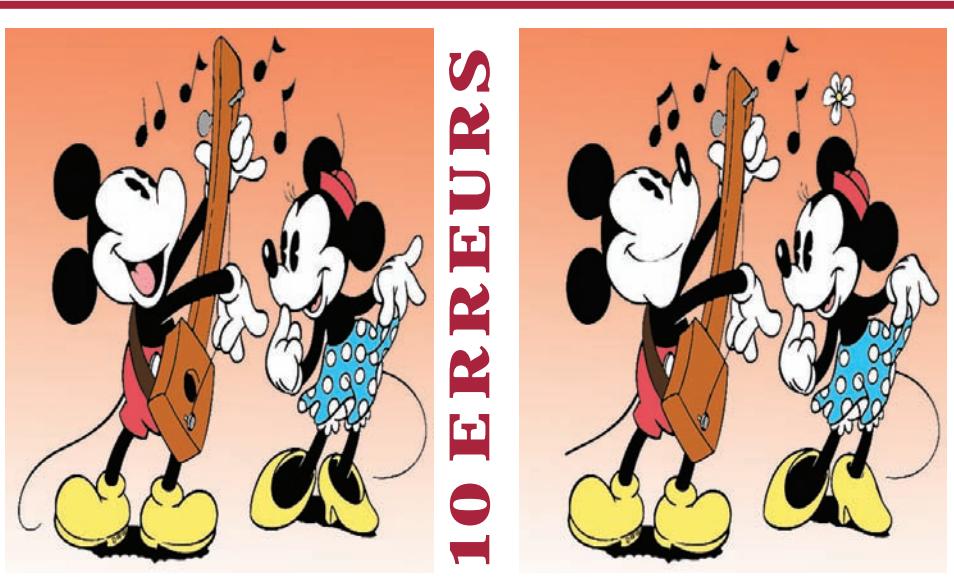
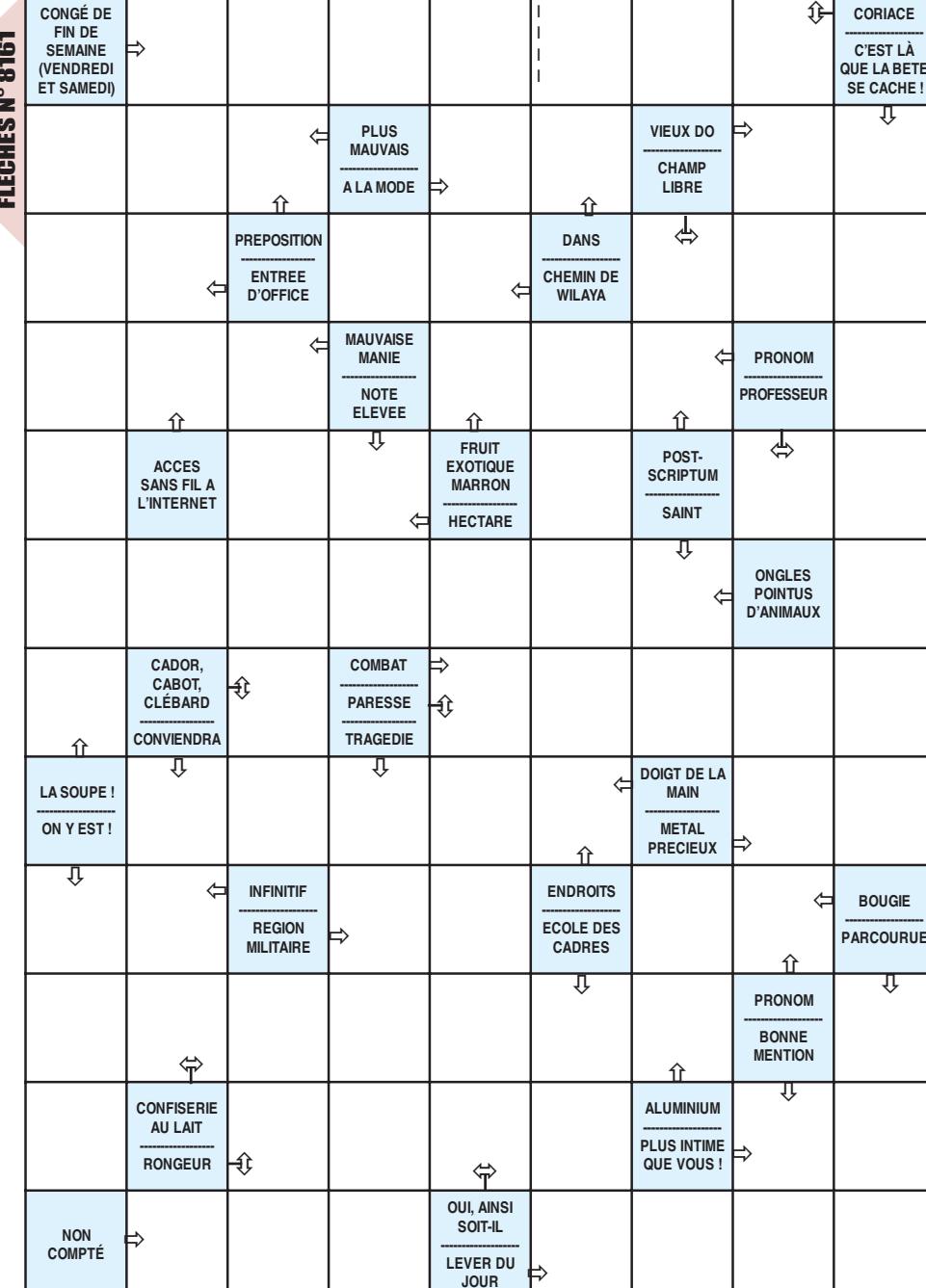
Les 6 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :
 - Mon 1er est une préposition.
 - Mon 2e est un durillon.
 Il en rajoute mon tout.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

11	16	4	10	6	3	4	7	9	6			
4	2	10	15		5	7	8	15	17			
14	8		9	17		12	7	10	6			
17	6	9	1	2		2	5	4				
7	5		2	8	7		6	8	12			
9		6	5		5	15	5	7	6			
12	6	3		6	5	10		4	9			
	11	6	8	11	2	6	7	3	5			
1		13		15	5	6	8					
6		4	7	8		4	8	4				
11	3	7	12	9	6	8		4	11			
8	7	10	2	6	3		3	7	10			
6	14		4		4	12	7	3	6			
17	15	12	9	15	9		6	3	2			
7	9		6	2		16	2	6	8			

CODES N° 8161

Jeux proposés par Chérifa Benghani



10 ERREREURS

LES SOLUTIONS

CROISÉS N° 8160

A	D	O	L	E	S	C	E	N	T
N	A	T	A	S	H	S	A		
G	T	I	T	R	E	S	R		
L	A	O	S	E	M	E	R		
E	N	M	O	P	I	N	A		
D	I	A	G	N	O	S	T	I	C
O	M	N	I	S	E	I	D	E	
Z	E	T	E	S	E	I	N		
E	R	R	E	U	R	L	E		
R	T	R	E	P	A	S	S		

6	7	9	2	5	8	1	3	4
1	2	5	3	4	6	7	8	9
3	8	4	1	9	7	5	2	6
8	9	6	5	1	4	3	7	2
4	3	1	7	2	9	8	6	5
7	5	2	8	6	3	4	9	1
5	4	8	6	7	2	9	1	3
9	6	3	4	8	1	2	5	7
2	1	7	9	3	5	6	4	8

SUDOKU N° 1160

6	7	9	2	5	8	1	3	4
1	2	5	3	4	6	7	8	9
3	8	4	1	9	7	5	2	6
8	9	6	5	1	4	3	7	2
4	3	1	7	2	9	8	6	5
7	5	2	8	6	3	4	9	1
5	4	8	6	7	2	9	1	3
9	6	3	4	8	1	2	5	7
2	1	7	9	3	5	6	4	8

FOUILLES N° 8160
VERRUE (Vers - Rue)

CODÉS N° 8160

1	N	2	U	3	V	4	S	5	O	6	T
7	R	8	A	9	10	P	11	M	12	E	
13	I	14	15	16	G	17	18	X			
19	20										

**Cameroun :
une «quinzaine»
de soldats tués
dans deux
attaques
en 5 jours**



Une «quinzaine» de soldats ont été tués dans deux attaques en cinq jours la semaine dernière dans une des deux régions anglophones du Cameroun, en proie à un conflit meurtrier entre groupes séparatistes et forces de l'ordre, a annoncé lundi le ministère de la Défense.

Le 16 septembre, «un convoi du 6ème Bataillon d'Intervention Rapide (BIR)», une unité d'élite de l'armée, a été «la cible d'une embuscade de terroristes lourdement armés» à Bamessing, dans la région du Nord-Ouest, assure le ministère dans un communiqué, ajoutant: «les insurgés ont immobilisé les véhicules à l'aide d'un engin explosif improvisé (EEI) et d'un lance-roquette anti-char (...) avant d'ouvrir un feu nourri» sur le convoi. Le 12 septembre, «une autre attaque d'engin explosif improvisé» avait visé un convoi militaire sur la commune de Kumbo, dans la même région, selon le ministère qui parle «d'un bilan cumulé d'une quinzaine de soldats et de plusieurs civils tués». Dans les deux régions Sud-Ouest et Nord-Ouest, où vit l'essentiel de la minorité anglophone, les groupes armés séparatistes et les forces de sécurité dépêchées par Yaoundé s'affrontent dans un conflit meurtrier depuis quatre ans. Les deux camps sont également régulièrement accusés par les ONG internationales et l'ONU d'exactions et de crimes contre les civils.

Le conflit a fait plus de 3.500 morts et forcé plus de 700.000 personnes à fuir leur domicile depuis 2017, selon les mêmes sources. Cette insurrection avait éclaté fin 2017 après de nombreuses manifestations d'une partie de la minorité anglophone qui s'estimait ostracisée».

Cahin-caha, la gardienne de la paix du monde rassemble depuis lundi chefs d'Etat et représentants de ses pays membres. La pandémie a infléchi ses parures pour que la masse des interventions en vidéoconférence des participants lui garde l'inconsistance habituelle dont elle n'arrive toujours pas à se détacher. Le défilé des discours se ressembleront toujours et maintiendront le formalisme des griefs et des recommandations pour démontrer que le virtuel de la défunte Société des Nations et l'actuelle organisation onusienne est persistante. La nouvelle, à l'image de son prédecesseur n'arrive toujours pas à faire honneur à ses percepts, bloquée à répétition par les intérêts des puissants. Nullement dupes, les pays petits ou dits

Le Quotidien
D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Afghanistan : 635.000 personnes déplacées en 2021



Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a annoncé mardi dans un communiqué que 635.000 personnes avaient été chassées de chez elles par les violences cette année en Afghanistan. Parmi elles, plus de 12.000 personnes se sont récemment réfugiées à Kaboul, principalement depuis la province du Panchir. Quelque

1.300 personnes déplacées à Kaboul sont sur le point de recevoir de l'aide.

L'OCHA a indiqué que le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) avaient distribué de l'aide à plus de 9.300 personnes déplacées par les violences dans la province de Maidan Wardak.

Kunar. Programme alimentaire mondial (PAM) distribuera quant à lui des rations alimentaires pour les mois difficiles d'octobre à janvier afin d'aider des centaines de milliers de personnes vulnérables, a ajouté l'OCHA. Quelque 63.000 personnes doivent notamment recevoir une aide alimentaire dans la province de Maidan Wardak.

Libye : 134 migrants clandestins secourus au large des côtes



Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a annoncé mardi que 134 migrants illégaux ont été secourus au large de

la côte ouest de la Libye. La nuit dernière, 134 personnes ont débarqué au port de la raffinerie de pétrole Azzawiya après avoir été sauvées ou in-

terceptées en mer», a tweeté l'agence onusienne en charge des réfugiés, affirmant qu'elle-même ainsi que le Comité de secours internationaux (COSI) étaient présents sur le site pour apporter une assistance urgente aux survivants.

La Libye ne constitue pas «un port sûr pour le retour des réfugiés et des migrants», a-t-elle ajouté. Plus de 24.420 migrants clandestins, dont des femmes et des enfants, ont été secourus depuis le début de cette année, tandis que des centaines d'autres ont été portés disparus au large des côtes libyennes sur la route de la Méditerranée centrale, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Les migrants secourus sont placés dans des centres d'accueil surpeuplés à travers la Libye, malgré les appels internationaux répétés à leur fermeture.

Egypte : décès du maréchal Tantaoui, ancien ministre de la Défense



Le maréchal, Mohamed Hussein Tantaoui, qui a été pendant plus de 20 ans ministre de la Défense de l'ancien président égyptien Hosni Moubarak, est décédé, mardi, à l'âge de 85 ans, ont annoncé les forces armées. «Le commandement général des forces armées pleure un de ses fils et chefs de la guerre d'Octobre (1973), le maréchal Mohamed Hussein Tantaoui, ancien ministre de la Défense, décédé aujourd'hui (mardi) matin», a indiqué sur Facebook le porte-parole des forces armées.

Tantaoui a combattu pour l'Egypte lors de trois guerres au XXe siècle. Après dix-huit jours d'une révolte populaire, Moubarak avait démissionné le 11 février 2011 et remis ses pouvoirs au Conseil suprême des forces armées, dirigé par Tantaoui qui était son ministre de la Défense.

Mali : quatre militaires tués par un engin explosif dans le centre du pays



Quatre militaires maliens ont été tués lundi par l'explosion d'un engin dans le centre du pays au passage d'un convoi d'évacuation médicale, a annoncé l'armée malienne dans un communiqué. «Un engin explosif improvisé (EEI) a explosé au passage de l'ambulance» du convoi de l'armée malienne vers 09H30 GMT sur l'axe Bankass-Sévaré, a précisé l'armée, faisant état d'un «bilan provisoire de 4 morts» dans ses rangs.

L'ambulance transportait un officier blessé dans une précédente attaque vers l'hôpital de Sévaré, près de la capitale régionale, Mopti, a-t-on indiqué de source militaire. Cinq militaires avaient été tués le 12 septembre dans une embuscade tendue par des terroristes dans le cercle de Macina, dans le centre du Mali, selon l'armée malienne.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

UNE ORGANISATION MONDIALE VIRTUELLE

émergents y vont pour faire bonne figure, les plus dégourdis s'adossent sur les opportunités qu'offrent les couloirs et les petits salons pour monnayer, faute de mieux, leur utilité et leurs raisons.

Des gangrènes mondiales, on en parlera évidemment. Certains avec fougue, d'autres avec prudence et avec allusions. Des peuples dont les territoires sont toujours spoliés s'abreuvent d'injustice et de discrimination. D'autres se nourrissent de maux et de tares démultipliés quand ils ne s'assassinent pas mutuellement pour étaler ce que l'espèce humaine a de vil et de désolant.

Le tiers de la population mondiale meurt

de faim. L'errance de millions de femmes et d'enfants perdus, ventres creux, têtes et pieds nus n'autorise que la compassion des verbes et la feinte désolation. Mieux, ils deviennent atouts politiques propices au monnayage et sujets à caution. Le désespoir, la famine et même la mort des autres sont des guirlandes à marchander.

Une fois va devenir coutume pour que les supposés grands de ce monde ne cachent plus leurs tiraillements sur le commerce planétaire de l'armement, devenu finalement un des seuls centres d'intérêt. On ne parle plus que de zones d'influence et de champs accaparés à assurer.

Censée unir et départager, l'ONU s'est vue inverser son rôle pour désunir et partager et le monde entier feint souvent de ne pas savoir pourquoi.